

DÉLIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTE
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITES

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



29
novembre
2024

Conseil départemental du Cantal
Réunion de la Commission Permanente

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 29 Novembre 2024
Horaire: 09:00
Lieu: Salle Pierre RAYNAL

CANTAL ATTRACTIF

24CP09-1 Investir dans les exploitations d'élevage - Cofinancement du dispositif 201 du Feader

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

24CP09-2 Investir en collectif d'agriculteurs - Cofinancement du dispositif 204 du Feader

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

24CP09-3 Transformer et valoriser les productions agricoles - Cofinancement du dispositif 302 du Feader

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

24CP09-4 Conventions de partenariat 2024 avec les Chambres Consulaires du Cantal dans le cadre de la politique d'accueil d'actifs

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention CA 2024

ANNEXE - Convention CCI 2024

ANNEXE - Convention CMA 2024

24CP09-5 Inscription d'itinéraires pédestres au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Plans itinéraires

24CP09-6 Fonds Cantal Animation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attributions

24CP09-7 Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

24CP09-8 Route départementale n°18 - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la CABA pour les travaux d'aménagement et l'entretien d'un cheminement multi-pratique autour du lac de Saint-Etienne-Cantalès

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP09-9 Aménagement de la Route Départementale n°15 - Commune de Champagnac - Acquisition d'un terrain - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP09-10 Aménagement de la Route Départementale n° 19 - Commune de Puycapel - Acquisition de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP09-11 Aménagement de la Route Départementale n°22 - Communes de Meallet - Acquisition d'un terrain - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP09-12 Aménagement de la Route Départementale n°28 - Commune du Trioulou - Acquisition d'un terrain - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP09-13 Aménagement de la Route Départementale n°38 - Commune de Salins - Acquisition d'un terrain - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP09-14 Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes départementales - Commune d'Allanche

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Plan

24CP09-15 Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes départementales - Commune de Bonnac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Plan

24CP09-16 Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes départementales - Commune de Charmensac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Plan

24CP09-17 Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes départementales - Commune de Peyrusse

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Plan

24CP09-18 Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes départementales - Commune de Vernols

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Plan

24CP09-19 Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes communales - Commune de Vèze

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Plan

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

24CP09-20 Convention d'objectifs et de moyens 2024-2025 Habitat Jeunes Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention 2024-2025

24CP09-21 Attribution de subventions aux organismes et associations à caractère social - 2ème vague

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

24CP09-22 Appel à projets 2025 renforcement de l'accompagnement socioprofessionnel au sein des ateliers et chantiers d'insertion

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à Projets ACI 2025

24CP09-23 Appel à projets 2025 "Prise en compte des spécificités des gens du voyage"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à Projets

24CP09-24 Convention type relative à la mise à disposition de véhicules électriques dans le cadre du Contrat départemental des solidarités et au titre de l’insertion et de l’emploi dans le cadre de la réforme France travail

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention type

24CP09-25 Avenant à la convention relative à l’expérimentation du tarif différencié « Hébergement »

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

24CP09-26 Contrat Sport Cantal : soutien au DALHIR pour le développement des actions autour du sport santé 2022-2024

ANNEXE - Délibération

24CP09-27 Restauration au collège de Pierrefort : Reversement au Département de la participation des usagers

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP09-28 Favoriser le remplacement des agriculteurs - Subvention au Service de Remplacement Cantal

ANNEXE - Délibération

24CP09-29 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté d’Agglomération du Bassin d’Aurillac : Commune d’Aurillac - Restructuration du complexe sportif de La Ponétie : création d’une salle multiactivités

ANNEXE - Délibération

24CP09-30 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Hautes Terres Communauté - Réalisation d’une liaison douce dans la vallée de l’Alagnon tranche 1 / phase 1

ANNEXE - Délibération

24CP09-31 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes du Pays de Mauriac : Commune de Mauriac - Restructuration de l'école maternelle du groupe Jules Ferry

ANNEXE - Délibération

24CP09-32 Contrat Cantal Développement 2016-2021 Sumène-Artense Communauté - Commune de Champagnac - Annulation et réattribution d'une aide pour la requalification du groupe scolaire

ANNEXE - Délibération

24CP09-33 Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la commune de Neussargues-en-Pinatelle

ANNEXE - Délibération

CANTAL INNOVANT

24CP09-34 Soutenir les équipements connectés des élevages - Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - tableau d'attribution

CANTAL RESPONSABLE

24CP09-35 Espaces Naturels Sensibles (ENS) - Contrat des zones humides du bassin de Saint-Paul-des-Landes - Avenant et attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Programme

24CP09-36 Automatisation du réseau départemental de suivi des eaux souterraines - Avenant de transfert

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant transfert

24CP09-37 Améliorer les conditions des éleveurs en espace pastoral -
Cofinancement du dispositif 207 du FEADER

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau subventions PASTO

24CP09-38 Investir dans les systèmes d'irrigation agricole - Cofinancement du dispositif 205 du Feader

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

ADMINISTRATION GENERALE

24CP09-39 Fonds Commun des Services d'Hébergement

ANNEXE - Délibération

24CP09-40 Attribution des logements de fonction des collèges publics
- Année scolaire 2024-2025

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attribution

24CP09-41 Convention pour la participation à la production du film long métrage « Le Monde d'Izaak » par la société de production LES FILMS DE JOY

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP09-42 Cession de l'ancien bâtiment du Parc de Saint-Flour - Commune d'Andelat -

ANNEXE - Délibération

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-1

Investir dans les exploitations d'élevage - Cofinancement du dispositif 201 du Feader

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP - 2022 - 06/07 - 13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés en 2023 ;

Vu le programme régional Feader 2023-2027 Auvergne-Rhône-Alpes - Mesure 201 ;

Vu les dossiers de demande d'aide financière présentés ;

Vu le Comité de Sélection Feader en date du 10 octobre 2024 ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour un montant global de 450 880,82 € à 19 agriculteurs pour la réalisation d'investissements dans les exploitations d'élevage selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021. Ce règlement définit les règles d'octroi des aides dans le cadre des plans stratégiques établis par les Etats membres en matière de politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds Européen Agricole de Garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

RAISON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	TYPE DE PROJET	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE ELIGIBLE HT (en €)	Taux d'Aide Publique	Aide Publique Plafonnée (en €)	Aide Feder (en €)	Taux CD15	Aide CD15 (en €)
		15300	USSEL	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/stockage et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Construction d'une fumière et d'une fosse avec cuve	10 391,23	40	4 372,48	2 623,49	16	1 749,00
		15300	VALDIEUX	07 - Pâturage	Investissements dans une salle de traite mobile	50 000,00	40	20 000,00	12 000,00	16	8 000,00
		15800	PAILLEROLS	07 - Pâturage	Création d'écarts aux pâturages	10 983,00	40	4 393,20	2 635,92	16	1 757,28
		15150	SIRAN	06 - Alimentation en eau des élevages	Captage de sources pour l'alimentation	19 375,00	35	6 781,25	4 088,75	14	2 712,50
G&C ANDRÉ SABATIER	3 La Vasseyre	15100	VEDRINES SAINT LOUP	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/stockage et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Aménagement bâtiment	139 379,92	40	55 751,96	33 451,17	16	22 300,79
G&C CHIBRET	2 Route de Murat	15300	DIENNE	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/stockage et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	extension partielle et acquisitions d'équipements	450 000,00	40	180 000,00	108 000,00	16	72 000,00
G&C DE LA BOULE DE NEIGE	Montmeyrols	15100	SOULAGES	07 - Pâturage	Acquisition salle de traite mobile	85 417,00	35	29 895,95	17 897,57	14	11 936,38
G&C DE LA PRADELLE	Lesperettes	15220	ROANNES SAINT MARY	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/stockage et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Aménagement du bâtiment des bovins lait et couverture de la fumière d'équipements	264 895,12	40	105 958,04	63 574,82	16	42 283,22
G&C DE LA RODDE	Larode	15120	LACAPELLE-DEL-FRAISSE	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/stockage et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Aménagement d'un hangar métallique en lers investisseur	215 111,14	40	86 044,45	51 626,67	16	34 417,78
G&C DE L'ESTIVAL	L'Estival	15190	MARCEVAT	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/stockage et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Achat de matériaux pour 80 boîtes	19 600,00	35	6 860,00	4 116,00	14	2 744,00
G&C DE SAUTEVEDEL	Sautevedel	15190	CONDAT	06 - Alimentation en eau des élevages	Reprise de captage existant pour alimenter les bâtiments en eau	23 190,00	35	8 116,50	4 860,90	14	3 246,60
G&C DE VOLPIHAC	1 Volpilhac	15220	ROANNES SAINT MARY	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/stockage et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Acquisition d'un tank à lait	34 110,00	40	13 644,00	8 186,40	16	5 657,60
G&C DES 4 VERSANTS	2 Verdines	15500	BONNAC	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/stockage et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Aménagement et modernisation du bâtiment d'élevage	450 000,00	40	180 000,00	108 000,00	16	72 000,00

RAISON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	TYPE DE PROJET	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE ELIGIBLE HT (en €)	TAUX D'AIDE PUBLIQUE	AIDE PUBLIQUE PLAFONNÉE (en €)	AIDE LEADER (en €)	TAUX CDT5	AIDE CDT5 (en €)
GAE C DES AUBEPINES	Océales	15260	NELVEIGUSE SUR TRUYERE	08 - Alimentation en eau des élevages	Alimentation en eau des élevages	18 300,00	35	6 615,00	3 569,00	14	2 646,00
GAE C D'OLMET	3 Chemin des Violes	15800	VIC SUR CERRE	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage stockage et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation de la culture et équipements intérieurs du bâtiment vers des ateliers	129 869,85	40	51 943,94	31 166,36	16	20 777,58
GAE C LA FERME DU JARRY	Le Bourg	15430	PAULHAC	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage stockage et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Extension d'un bâtiment d'élevage et acquisition d'équipements	354 101,03	40	141 640,41	84 984,24	16	56 636,17
GAE C MONIER ARNAL	Lacaze	15120	LACAPELLE DEL FRAISSE	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage stockage et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation mise à niveau du couloir d'alimentation béton slo couloir et abris des bâtiments	47 460,00	40	18 984,00	11 330,40	16	7 593,60
GAE C PANIS	Labourne	15310	FREIX ANGLARDS	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage stockage et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Acquisition d'une palissade suspendue dans le bâtiment des bords vande	92 237,00	40	36 916,80	22 151,28	16	14 767,52
GAE C RECONNU DU PONTET	Jemariargues	15500	SAINT MARY LE PLAIN	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage stockage et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation de bâtiments d'élevage et acquisitions d'équipements	423 204,99	40	169 281,99	101 599,19	16	67 712,80
TOTAL						2 838 815,26		1 127 201,98	676 521,16		459 886,82

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-2

**Investir en collectif d'agriculteurs -
Cofinancement du dispositif 204 du Feader**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP - 2022 - 06/07 - 13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés en 2023 ;

Vu le programme régional Feader 2023-2027 Auvergne-Rhône-Alpes - Mesure 204 ;

Vu les dossiers de demande d'aide financière présentés ;

Vu le Comité de Sélection Feader en date du 26 septembre 2024 ;

- **DECIDE** d'accorder des subventions pour un montant global de 223 236,56 € pour 38 aides à 30 Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) pour le financement de matériels selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021. Ce règlement définit les règles d'octroi des aides dans le cadre des plans stratégiques établis par les Etats membres en matière de politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe : Investir en collectif d'agriculteurs (dispositif 204 du Feader)

RAISON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE ELIGIBLE HT (en €)	TAUX D'AIDE PUBLIQUE	AIDE PLAFONNEE (en €)	AIDE FEADER (en €)	TAUX CDT5	AIDE CDT5 (en €)
CUMA D AYRENS	Routte de Bessou	15250	JUSSAC	Achat d'un épandeur à fumier avec pesée et DPAE	39 000,00	45	17 550,00	10 530,00	18	7 020,00
				Acquisition d'un semoir direct	15 500,00	45	6 975,00	4 185,00	18	2 790,00
CUMA DE CONTIVAL	Maros	15290	PARLAN	Achat d'un épandeur à fumier avec pesée et DPAE	43 800,00	45	19 710,00	11 826,00	18	7 884,00
CUMA DEL ETANG	Auzolles	15500	SAINT MARY LE PLAIN	Achat d'une charrue	22 500,00	45	10 125,00	6 075,00	18	4 050,00
CUMA DE LA CROIX BLANCHE	Le Cros	15500	RAGEADE	Achat d'un broyeur	12 590,00	45	5 665,50	3 398,30	18	2 266,20
CUMA DE LA POMPE	Lescoudilliers	15000	AURILLAC	Achat d'une tonne à liser équipée de pendillards	105 000,00	45	47 250,00	28 350,00	18	18 900,00
CUMA DE LA SALERS	Roziers	15140	SAINT CHAMANT	Achat d'un andaineur	14 800,00	30	4 440,00	2 664,00	12	1 776,00
				Déchaumeur à dents à palles d'oe	20 900,00	45	9 405,00	5 643,00	18	3 762,00
CUMA DE L'AUTAN	Martory	15600	LEYNHAC	Achat d'un groupe de fauche sans conditionneur	25 000,00	45	11 250,00	6 750,00	18	4 500,00
				Achat d'un andaineur soleil	19 500,00	30	5 850,00	3 510,00	12	2 340,00
CUMA DE MOURLOU	Lacan- Mourjou	15340	PUYCAPEL	Achat d'un groupe de fauche sans conditionneur	31 798,00	45	14 309,00	8 586,40	18	5 723,60
				Achat d'un épandeur à fumier avec pesée et DPAE	41 000,00	45	18 450,00	11 070,00	18	7 380,00
CUMA DE RIGNAC	Rignac	15400	RIOMES MONTAGNES	Achat d'une enrubanneuse	25 000,00	30	7 500,00	4 500,00	12	3 000,00
CUMA DE ROANNES ST MARY NORD	Gadlines	15320	ROANNES SAINT MARY	Achat d'un épandeur à fumier	47 500,00	45	21 375,00	12 825,00	18	8 550,00
CUMA DES 3 L	Peyre	15120	JUNHAC	Achat d'un épandeur à fumier avec DPAE et pesée	41 400,00	45	18 630,00	11 178,00	18	7 452,00
CUMA DES DEUX MOULINS	Les Landes	15290	OMPS	Achat d'un semoir direct	30 000,00	45	13 500,00	8 100,00	18	5 400,00
CUMA DES PER FETARDS	Compostie	15130	PRUNET	Acquisition d'un épandeur à fumier	54 500,00	45	24 525,00	14 715,00	18	9 810,00
CUMA DES TROBETTO	Espinet	15150	SAINT GERONS	Acquisition d'un semoir monograme avec localisateur	12 300,00	45	5 535,00	3 321,00	18	2 214,00
				Achat d'une épaveuse avec file	57 500,00	45	25 875,00	15 525,00	18	10 350,00
CUMA DU CALDAGUES	Fridière	15110	CHAUDES ALGUES	Achat d'un groupe de fauche sans conditionneur	31 000,00	45	13 950,00	8 370,00	18	5 580,00

RAISON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE ELIGIBLE HT (en €)	TAUX D'AIDE PUBLIQUE	AIDE PUBLIQUE PLAFONNÉE (en €)	AIDE FEADER (en €)	TAUX CD15	AIDE CD15 (en €)
CUMA DU PIED DE POULE	Le Pécier	15400	MARCHASTEL	Acquisition d'un robot autonome de désherbage mécanique	117 000,00	45	52 650,00	31 590,00	18	21 060,00
CUMA DU PLATEAU DE PEYRUSSE	11 Rue du Onze Novembre	15160	ALLANCHE	Achat d'un broyeur forestier	7 650,00	45	3 352,50	2 119,50	18	1 413,00
CUMA DU PLATEAU D'OURZEAUX	Cautrines	15250	JUSSAC	Achat d'un semoir monograne	30 000,00	45	13 500,00	8 100,00	18	5 400,00
CUMA DU PRINTEMPS	545 Route d'Aumont	15130	VEZELS ROUSSY	Achat d'un grappin coupeur	18 500,00	45	8 325,00	4 995,00	18	3 330,00
CUMA DU PUY DE L'ARBRE	1 La Prade	15120	LABESSE RETTE	Achat d'un épandeur à fumier avec pesée et DPAAE Acquisition d'un épandeur d'engrais	40 900,00 23 884,00	45	18 405,00 10 747,80	11 045,00 6 448,68	18	7 362,00 4 299,12
CUMA DU RIAL	6 Voie de la Frajetle Vielquezac	15600	QUEZAC	Achat d'un grappin coupeur	22 663,00	45	10 198,35	6 119,01	18	4 079,34
CUMA DU ROCHER DES COSTES	Chrol	15320	CLAVIERES	Achat d'un andaineur à tapis	38 000,00	45	17 100,00	10 260,00	18	6 840,00
CUMA DU SINIQ	Labro	15230	MALBO	Achat d'une herse étrille	11 500,00	45	5 175,00	3 105,00	18	2 070,00
CUMA DU VAL DE CERRE	Maruejols	15800	POLMINHAC	Achat d'une tonne à liser équipée d'une rampe à pendillards	9 800,00 62 050,00	45	4 410,00 27 922,50	2 646,00 16 753,50	18	1 764,00 11 169,00
CUMA DU VEINAZES	Cautzières	15120	JUNHAC	Achat d'un épandeur à fumier	40 500,00	45	18 225,00	10 935,00	18	7 290,00
CUMA HAUT DE CERRE	Lamollinière	15800	THIEZAC	Achat d'un combiné socs circulaire boches	11 145,00 7 290,00	45	5 015,25 3 280,50	3 009,15 1 968,30	18	2 006,10 1 312,20
CUMA HAUTS PLATEAUX	Le Bru	15600	LEYNHAC	Achat d'un déchanteur à dents	26 400,00	45	11 880,00	7 128,00	18	4 752,00
CUMA ROUFFIAC CROS	Bourdaye	15150	CROS DE MONTVERT	Achat d'un épandeur à fumier avec DPAAE et pesée	40 900,00	45	18 405,00	11 045,00	18	7 362,00
CUMA SAINT MARY	Calves	15320	ROANNE SAINT MARY	Achat d'un épandeur à fumier avec pesée et DPAAE	49 000,00	45	22 050,00	13 230,00	18	8 820,00
LA PETITE PLANEZE	Le Bourg	15170	NEUSSARGUES EN PINATTELLE	Achat d'une herse étrille	12 000,00	45	5 400,00	3 240,00	18	2 160,00
TOTAL					1 259 970,00		558 091,40	334 654,84		223 236,56

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-3

**Transformer et valoriser les productions agricoles -
Cofinancement du dispositif 302 du Feader**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP - 2022 - 06/07 - 13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés en 2023 ;

Vu le programme régional Feader 2023-2027 Auvergne-Rhône-Alpes - Mesure 302 ;

Vu le Comité de Sélection Feader en date du 26 septembre 2024 ;

- ATTRIBUE des subventions pour un montant global de 29 594,53 € à 7 bénéficiaires pour le financement de projets de transformation et valorisation des productions agricoles selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021. Ce règlement définit les règles d'octroi des aides dans le cadre des plans stratégiques devant être établis par les Etats membres en matière de politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe : Transformer et valoriser les productions agricoles (dispositif 302 du Feader)

RAISON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE ELIGIBLE HT (en €)	Taux d'Aide Publique	AIDE PUBLIQUE PLAFONNEE (en €)	AIDE FEADER (en €)	AIDE REGION (en €)	AIDE CDTs (en €)
GAEC LES JARDINS DE JURHES	9 Jurhes Haut	15130	PRUNET	Installation d'un laboratoire fermier pour la transformation de fruits et légumes	25 290,00	35	8 851,50	5 310,90	2 478,42	1 062,18
GAEC DE SAINT TILL	Le Bourg	15700	BRAGEAC	Création d'une fromagerie	268 072,68	35	93 825,43	56 295,25	26 271,13	11 259,05
GAEC DU CHAUSSEDIER	La Saillèze	15380	LE VALMIER	Investissement matériel pour l'extraction et la mise en pots de miel	19 308,61	35	6 758,01	4 054,80	-	2 703,21
EARL SUPER CHAMOIS	Barraque de la Pinatelle	15500	MOLOMPIZE	Création d'un atelier de transformation et d'une fromagerie artisanale de fromage de chèvrins à la ferme	78 424,91	35	27 448,71	16 469,22	7 685,66	3 293,83
		15190	SAINT SATURNIN	Création d'une fromagerie	141 639,80	35	49 573,93	29 744,35	18 880,71	5 948,87
GAEC ESCOURROLLE	Pechellaux	15190	LUGARDE	Création d'une cave d'affinage et d'un local de vente	90 691,21	35	31 741,91	19 045,14	8 887,74	3 809,03
EARL HUBERT DELOUSTAL	Les Chabassas	15220	CEZENS	Création d'un local de vente pour vendre de la charcuterie et des conserves	36 151,49	35	12 653,02	7 591,81	3 542,85	1 519,36
TOTAL					659 578,70		230 852,51	138 511,47	62 746,51	29 894,53

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-4

Conventions de partenariat 2024 avec les Chambres Consulaires du Cantal dans le cadre de la politique d'accueil d'actifs

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD05-1 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions relatif à l'attractivité et à la solidarité économique et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

-DECIDE d'accorder dans le cadre du programme d'accueil d'actifs au titre de l'année 2024 les subventions suivantes :

- 7 000 € à la Chambre d'Agriculture du Cantal,
- 3 000 € à la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal,
- 3 000 € à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Cantal.

- **APPROUVE** les conventions de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et les trois Chambres Consulaires dont les projets sont joints à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdites conventions.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrit au chapitre 65, fonction 60 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL ET
LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL
POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE D'ACCUEIL D'ACTIFS
ANNEE 2024**

Entre

Le Conseil départemental du Cantal, ayant son siège 28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex, Représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 29 novembre 2024,

D'une part,

Et

La Chambre d'Agriculture du Cantal, établissement Public ayant son siège social 26, rue du 139^e RI, 15002 AURILLAC CEDEX - représentée par Monsieur Patrick ESCURE, en qualité de Président,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Le Conseil départemental a décidé de poursuivre en 2024 la politique d'accueil d'actifs à l'échelle du département lancée les années précédentes. Il s'agit en effet d'organiser une promotion des offres d'accueil de ses territoires et une prospection des porteurs de projets ou des salariés, en s'appuyant sur les politiques d'accueil mises en œuvre par le Pays d'Aurillac, les communautés de communes et les chambres consulaires qui, chacun dans leur domaine, assurent un travail de qualification de l'offre d'accueil et de suivi des porteurs de projets en partenariat notamment avec France Travail et l'Agence Auvergne Rhône Alpes Entreprises.

Dans ce cadre, le Département a engagé un programme articulé autour de quatre axes :

- **Culture commune de l'accueil** (notamment création d'une charte de l'accueil et déclinaison d'outils, organisation de plusieurs soirées d'accueil des nouveaux arrivants, soirées des internes en médecine, invitation des nouveaux arrivants à des manifestations ...)
- **Élaboration d'offres d'accueil globales et mise en réseau des acteurs professionnels de l'accueil** (notamment animation du réseau départemental d'accueil, animation de groupes de travail comme celui des professionnels de santé...)
- **Diffusion, promotion territoriale et prospection** (notamment développement et enrichissement du site : www.cantalauvergne.com, développement d'une stratégie digitale ; présence sur des salons ou manifestations dédiés, réalisation de divers supports de communication, développement de l'opération à destination des touristes : « Et si vous restiez dans le Cantal... » ...)
- **Accompagnement des candidats à l'installation** (organisation de sessions d'accueil d'actifs, actions ciblées jeunes actifs, originaires du territoire, valorisation de dispositifs d'accueil pour un public de scolaires et d'étudiants, valorisation du réseau cantalien de tiers-lieux).

Article 1 – Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires, dans le cadre d'un partenariat visant à développer l'accueil d'actifs dans le département du Cantal.

Article 2 : Engagements de la Chambre d'Agriculture

La Chambre d'Agriculture a développé, en dehors de ses missions régaliennes, un savoir-faire spécifique dans l'accueil et le suivi de nouveaux actifs extérieurs au département.

Dans le cadre de la politique d'accueil mise en place par le Conseil départemental, elle s'engage à :

- participer à l'organisation et au suivi des sessions d'accueil d'actifs : participation aux réunions du comité de pilotage, aide à la communication et au recrutement, coordination de l'élaboration du programme et animation des trois journées de la session, réalisation du bilan et mise en place du suivi des porteurs de projets ;
- faire le lien avec les attentes et les enjeux perçus dans le cadre des sessions organisées précédemment par la Chambre d'Agriculture ;
- assurer une prise en charge spécifique de la prospection et de l'accompagnement des actifs ayant un profil agricole ;
- participer à l'animation du site internet départemental dédié à l'accueil de nouveaux actifs avec renseignement et actualisation des données spécifiques au secteur agricole ;
- participer à toutes opérations notamment dans le cadre du réseau d'accueil départemental.

Dans ce cadre, la Chambre d'Agriculture s'engage à utiliser l'iconographie du Conseil départemental sur l'ensemble des actions soutenues par celui-ci et à faire la promotion de ses différents dispositifs d'accueil de nouveaux actifs.

Article 3 : Engagements du Conseil départemental

Dans le cadre de la présente convention, le Conseil départemental s'engage à verser à la Chambre d'Agriculture une subvention d'un montant de 7 000 € au titre de l'année 2024 afin de contribuer à la mise en œuvre des actions présentées ci-dessus, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Le Conseil départemental s'engage à mettre en avant le partenariat qui le lie à la Chambre d'Agriculture sur les différents supports de communication relatifs à cette opération.

Par ailleurs, le Conseil départemental s'engage à participer à toute action mise en place par la Chambre d'Agriculture visant à attirer de nouveaux actifs et assurer l'accompagnement des prospects dans le cadre de leur future installation sur le territoire.

Article 4 : Modalités de règlement de la contribution du Conseil départemental

Le Conseil départemental versera à la Chambre d'Agriculture du Cantal la subvention en une seule fois, sur présentation du bilan technique et financier des actions conventionnées au titre de l'année civile. Ces éléments seront transmis au Conseil départemental du Cantal avant la date échéance du 31 décembre 2024.

Article 5 : Gestion de la convention

Le Conseil départemental du Cantal et la Chambre d'Agriculture s'informeront mutuellement des actions mises en œuvre dans leur domaine respectif et correspondant aux objectifs du partenariat convenu.

Toutes modifications structurantes du programme de la convention pourront faire l'objet d'un avenant en préalable à leur mise en œuvre.

Article 6 : Durée

La présente convention est signée pour l'exercice 2024.

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal Le Président de la Chambre d'Agriculture du Cantal,

Bruno FAURE

Patrick ESCURE



**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL ET
LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE DU CANTAL
POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE D'ACCUEIL D'ACTIFS
ANNEE 2024**

Entre

Le Conseil départemental du Cantal, ayant son siège 28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 29 novembre 2024,
D'une part,

Et

La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal, établissement public ayant son siège 44, boulevard du Pont Rouge, 15000 AURILLAC - représentée Monsieur Laurent LADOUX en qualité de Président,
D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le Conseil départemental a décidé de poursuivre en 2024 la politique d'accueil d'actifs à l'échelle du département lancée les années précédentes. Il s'agit en effet d'organiser une promotion des offres d'accueil de ses territoires et une prospection des porteurs de projets ou des salariés, en s'appuyant sur les politiques d'accueil mises en œuvre par le Pays d'Aurillac, les communautés de communes et les chambres consulaires qui, chacun dans leur domaine, assurent un travail de qualification de l'offre d'accueil et de suivi des porteurs de projets en partenariat notamment avec France Travail et l'Agence Auvergne Rhône Alpes Entreprises.

Dans ce cadre, le Département a engagé un programme articulé autour de quatre axes :

- **Culture commune de l'accueil** (notamment création d'une charte de l'accueil et déclinaison d'outils, organisation de plusieurs soirées d'accueil des nouveaux arrivants, soirées des internes en médecine, invitation des nouveaux arrivants à des manifestations ...).
- **Élaboration d'offres d'accueil globales et mise en réseau des acteurs professionnels de l'accueil** (notamment animation du réseau départemental d'accueil, animation de groupes de travail comme celui des professionnels de santé...).
- **Diffusion, promotion territoriale et prospection** (notamment développement et enrichissement du site : www.cantalauvergne.com, développement d'une stratégie digitale, présence sur des salons ou manifestations dédiés, réalisation de divers supports de communication, développement de l'opération à destination des touristes : « Et si vous restiez dans le Cantal... » ...).
- **Accompagnement des candidats à l'installation** (organisation de sessions d'accueil d'actifs, actions ciblées jeunes actifs, originaires du territoire, valorisation de dispositifs d'accueil pour un public de scolaires et d'étudiants, valorisation du réseau cantalien de tiers-lieux).

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires, dans le cadre d'un partenariat visant à développer l'accueil d'actifs dans le département du Cantal.

Article 2 : Engagements de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal

La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal a développé, en dehors de ses missions régaliennes, un savoir-faire spécifique dans l'accueil et le suivi de nouveaux actifs extérieurs au département.

Dans le cadre de la politique d'accueil mise en place par le Conseil départemental, elle s'engage à :

- participer à l'organisation des sessions d'accueil et au suivi des porteurs de projet extérieurs au département : participation aux réunions du comité de pilotage, aide à la communication et au recrutement, participation aux trois jours de la session, et mise en place du suivi des porteurs de projets;
- participer à la mise en place du site internet départemental dédié à l'accueil de nouveaux actifs avec renseignement et actualisation des données spécifiques au secteur du commerce, des services, de l'industrie et du tourisme;
- mobiliser ses moyens pour accompagner les candidats à l'installation notamment par la mise en œuvre du dispositif « Le Cantal et vous, ça matche », l'initiative « Work to be », l'animation de la Team Emploi Cantal et de la plateforme emploi www.cantal-emploi.fr.
- contribuer à toute action que mettront en œuvre le Conseil départemental et ses partenaires au sein du réseau d'accueil départemental.

Dans ce cadre, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal s'engage à utiliser l'iconographie du Conseil départemental sur l'ensemble des actions soutenues par celui-ci et à faire la promotion de ses différents dispositifs d'accueil de nouveaux actifs.

Article 3 : Engagements du Conseil départemental du Cantal

Dans le cadre de la présente convention, le Conseil départemental s'engage à verser à la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal une subvention d'un montant de 3 000 € au titre de l'année 2024 afin de contribuer à la mise en œuvre des actions présentées ci-dessus, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Le Conseil départemental s'engage à mettre en avant le partenariat qui le lie à la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal sur les différents supports de communication relatifs à cette opération. Par ailleurs, le Conseil départemental s'engage à participer à toute action mise en place par la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal visant à attirer de nouveaux actifs et assurer l'accompagnement des prospects dans le cadre de leur future installation sur le territoire.

Article 4 : Modalités de règlement de la contribution du Conseil départemental

Le Conseil départemental versera à la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal la subvention en une seule fois, sur présentation du bilan technique et financier des actions conventionnées au titre de l'année civile. Ces éléments seront transmis au Conseil départemental du Cantal avant la date échéance du 31 décembre 2024.

Article 5 : Gestion de la convention

Le Conseil départemental et la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal s'informeront mutuellement des actions mises en œuvre dans leur domaine respectif et correspondant aux objectifs du partenariat convenu.

Toute modification structurante du programme de la convention pourra faire l'objet d'un avenant en préalable à la mise en œuvre.

Article 6 : Durée

La présente convention est signée pour l'exercice 2024.

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal

Le Président de la Chambre de Commerce et
d'Industrie Territoriale du Cantal,

Bruno FAURE

Laurent LADOUX



**CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL ET
LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT AUVERGNE RHÔNE ALPES
POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE D'ACCUEIL D'ACTIFS
ANNEE 2024**

Entre

Le Conseil départemental du Cantal, ayant son siège 28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 29 novembre 2024,
D'une part,

et

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes, Établissement Public ayant son siège social 10 rue Paul Montrochet 69002 LYON - représentée par Monsieur Vincent GAUD, en qualité de Président,
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le Conseil départemental a décidé de poursuivre en 2024 la politique d'accueil d'actifs à l'échelle du département lancée les années précédentes. Il s'agit en effet d'organiser une promotion des offres d'accueil de ses territoires et une prospection des porteurs de projets ou des salariés, en s'appuyant sur les politiques d'accueil mises en œuvre par le Pays d'Aurillac, les communautés de communes et les chambres consulaires qui, chacun dans leur domaine, assurent un travail de qualification de l'offre d'accueil et de suivi des porteurs de projets en partenariat notamment avec France Travail et l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises.

Dans ce cadre, le Département a engagé un programme articulé autour de quatre axes :

- **Culture commune de l'accueil** (notamment création d'une charte de l'accueil et déclinaison d'outils, organisation de plusieurs soirées d'accueil des nouveaux arrivants, soirées des internes en médecine, invitation des nouveaux arrivants à des manifestations ...).
- **Élaboration d'offres d'accueil globales et mise en réseau des acteurs professionnels de l'accueil** (notamment animation du réseau départemental d'accueil, animation de groupes de travail comme celui des professionnels de santé...).
- **Diffusion, promotion territoriale et prospection** (notamment développement et enrichissement du site : www.cantalauvergne.com, développement d'une stratégie digitale, présence sur des salons ou manifestations dédiés, réalisation de divers supports de communication, développement de l'opération à destination des touristes : « Et si vous restiez dans le Cantal... » ...).
- **Accompagnement des candidats à l'installation** (organisation de sessions d'accueil d'actifs, actions ciblées jeunes actifs, originaires du territoire, valorisation de dispositifs d'accueil pour un public de scolaires et d'étudiants, valorisation du réseau cantalien de tiers-lieux).

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires, dans le cadre d'un partenariat visant à développer l'accueil d'actifs dans le département du Cantal.

Article 2 : Engagements de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes a développé, en dehors de ses missions régaliennes, un savoir-faire spécifique dans l'accueil et le suivi de nouveaux actifs extérieurs au département.

Dans le cadre de la politique d'accueil mise en place par le Conseil départemental, elle s'engage à :

- participer à l'organisation des sessions d'accueil et au suivi des porteurs de projet à caractère artisanal extérieurs au département : participation aux réunions du comité de pilotage, aide à la communication et au recrutement, participation aux trois jours de la session, et mise en place du suivi des porteurs de projets;
- participer à l'animation du site internet départemental dédié à l'accueil de nouveaux actifs avec renseignement et actualisation des données spécifiques au secteur de l'artisanat;
- contribuer à toute action que mettront en œuvre le Conseil départemental et ses partenaires dans le cadre du réseau d'accueil départemental.

Dans ce cadre, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes s'engage à utiliser l'iconographie du Conseil départemental sur l'ensemble des actions soutenues par celui-ci et à faire la promotion de ses différents dispositifs d'accueil de nouveaux actifs.

Article 3 : Engagements du Conseil départemental du Cantal

Dans le cadre de la présente convention, le Conseil départemental s'engage à verser à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes une subvention d'un montant de 3 000 € au titre de l'année 2024 afin de contribuer à la mise en œuvre des actions présentées ci-dessus, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Le Conseil départemental s'engage à mettre en avant le partenariat qui le lie à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes sur les différents supports de communication relatifs à cette opération.

Par ailleurs, le Conseil départemental s'engage à participer à toute action mise en place par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes visant à attirer de nouveaux actifs et assurer l'accompagnement des prospects dans le cadre de leur future installation sur le territoire.

Article 4 : Modalités de règlement de la contribution du Conseil départemental

Le Conseil départemental versera à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes la subvention en une seule fois, sur présentation du bilan technique et financier des actions conventionnées au titre de l'année civile. Ces éléments seront transmis au Conseil départemental du Cantal avant la date d'échéance du 31 décembre 2024.

Article 5 : Gestion de la convention

Le Conseil départemental du Cantal et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes s'informeront mutuellement des actions mises en œuvre dans leur domaine respectif et correspondant aux objectifs du partenariat convenu.

Toute modification structurante du programme de la convention pourra faire l'objet d'un avenant en préalable à sa mise en œuvre.

Article 6 : Durée

La présente convention est signée pour l'exercice 2024.

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental
du Cantal

Le Président de la Chambre de Métiers
et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes,
Vincent GAUD

Par délégation

Le Président de la Chambre de Métiers
et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes - Cantal,

Bruno FAURE

Thierry PERBET



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



Cofinancé par
l'Union européenne

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-5

Inscription d'itinéraires pédestres au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L.361-1 ;

Vu le Code du sport et notamment son article L.311-3 ;

Vu la délibération du Conseil Général du 27 juin 1995 adoptant le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée ;

Vu la délibération n°21CD06-01 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le Projet pour le Cantal 2021-2030 et son plan d'actions ;

- **APPROUVE** l'inscription des parcours présentés dans le tableau ci-après au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) et leur intégration au Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires (PDESI).

Nom de l'itinéraire	Distance	Catégorie	Dispositif	Communes impactées	Structures gestionnaires
GR®670 URBAIN V Tronçon cantalien	47 km	Pédestre	PDIPR/PDESI	(cf annexe cartographique pour le détail)	Saint-Flour Communauté Comité départemental de la Randonnée Pédestre
GRP® Tour de l'Aubrac Tronçon cantalien	7 km	Pédestre	PDIPR/PDESI	(cf annexe cartographique pour le détail)	Saint-Flour Communauté Comité départemental de la Randonnée Pédestre

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

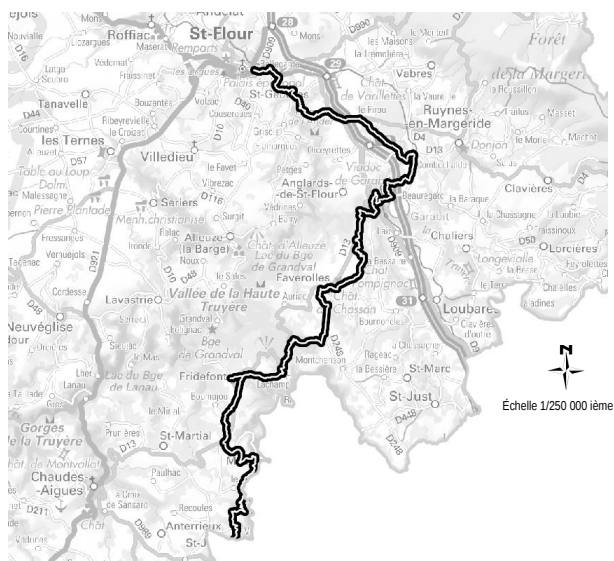
Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Nom de l'itinéraire : GR®670 URBAIN V (tronçon cantalien)
47 km - Catégorie 1 - Pédestre

Communes impactées par le tracé cantalien : 8
Anglards de Saint-Flour, Anterrieux, Fridefont, Maurines, Ruynes en Margeride ; Saint-Flour, Saint-Georges, Val d'Arcomie.

Structures gestionnaires : Saint-Flour Communauté, Comité Départemental de la Randonnée Pédestre

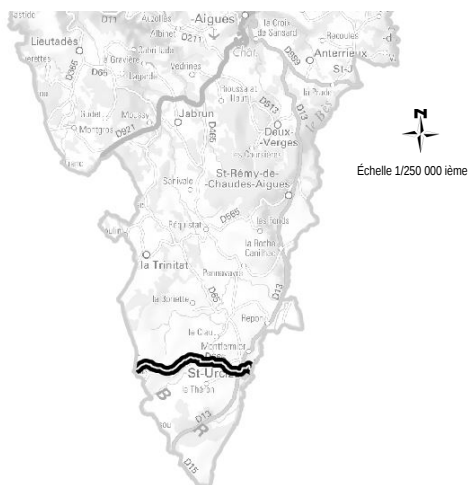


SIG CD15-ST 29 11 2024

Nom de l'itinéraire : GRP® Tour de l'Aubrac (tronçon cantal)
7 km - Catégorie 1 - Pédestre

Communes impactées par le tronçon : 1
Saint-Urcize

Structures gestionnaires : Saint-Flour Communauté, Comité Départemental de la Randonnée Pédestre



SIG CD15-ST 29 11 2024

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-6

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Locales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°23CD05-28 du 18 décembre 2023 approuvant le renouvellement du dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation, ainsi que les modalités et conditions d'attributions et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- ATTRIBUE des subventions aux manifestations ou associations locales de 13 cantons pour un montant global de 28 530 € au titre du Fonds Cantal Animation. Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION
Commission Permanente du 29 novembre 2024

Bénéficiaires	Objet	Subvention
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
APE de l'Ecole de Prunet	organisation d'un voyage scolaire pour 32 élèves qui aura lieu en avril 2025 en Dordogne sur le thème du Patrimoine	480
Ecole élémentaire d'Arpajon sur Cère	organisation d'un voyage scolaire pour 65 élèves du 16 au 20 juin sur l'île de Ré afin de découvrir les activités scientifiques, géographiques et historiques autour de l'Océan	1 300
CANTON D'AURILLAC 2		
Lycée Professionnel Raymond Cortat	organisation d'un voyage pédagogique en février 2025	200
CDAD - Conseil Départemental de l'Accès au Droit du Cantal	organisation des "Rencontres d'Aurillac"	200
Association Accueil des Villes Françaises (AVF)	location d'une salle pour le Marché de Noël 2024	100
Lycée Emile Duclaux	organisation d'un séjour à strasbourg pour découvrir les institutions européennes	100
Centre Hospitalier Henri Mondor Unité de Soins Palliatifs	organisation d'une soirée ciné débat	200
APE et Amis de l'Ecole de Belbex	fonctionnement et l'organisation des activités	500
CANTON D'AURILLAC 3		
Lycée Professionnel Raymond Cortat	organisation d'un voyage pédagogique en février 2025	200
APE Ecole des Alouettes	organisation d'actions pédagogiques	850
CANTON DE MAURIAC		
Association Amic'Ally	participation aux Olympiades	200
La Pastourelle 2000	organisation de La Pastourelle	500
Association "Les Amis des Bêtes"	fonctionnement	200
APEL Ecole Saint-Joseph de Saint-Martin Valmeroux	participation au voyage scolaire	300
Association Le Collectif MARPA	participation aux Olympiades	200
CANTON DE MAURS		
Jeunesses Musicales de France - Délégation Aurillac / Arpajon	fonctionnement	200
APE Ecole de Boisset	organisation d'un voyage scolaire au Grau d'Agde en septembre 2024	600
Collège des Portes du Midi	organisation d'un séjour à Paris pour les 4e et d'un séjour à Londres pour les 3e	1 400
CANTON DE MURAT		
La voie de l'Ecir	organisation des événements sportifs	300
Les P'tites Z'ailles du Cézallier	fonctionnement	300
CANTON DE NAUCELLES		
Comité départemental de Judo	accueil de la délégation Fédération Française de judo les 12 et 13 novembre 2024	150
Le Tilleul Reilhacois Club de Pétanque	participation à une compétition en Normandie en octobre 2024	400

Association des Donneurs de Sang Bénévoles de la Vallée de l'Authre	fonctionnement	150
Gymnastique Volontaire de Reilhac	fonctionnement	150
Gymnastique Volontaire de Naucelles	fonctionnement	150
Retraite Sportive Jussacoise	fonctionnement	150
L'Amicale des Prés Verts - EHPAD REILHAC	fonctionnement	200
Le Cochonnet Marmanhacois	fonctionnement	200
Rotary-Club d'Aurillac	fonctionnement	200
Le Tilleul Reilhacois Section Sport Adapté	fonctionnement	200
Les Fous Volants de la Doire	fonctionnement	150
Ensemble vocal Courants d'airs	fonctionnement	150
Association Doire Patrimoine	fonctionnement	200
L'Arabesque	fonctionnement	200
Centre Communal d'Action Sociale CCAS de Saint-Cirgues de Malbert	fonctionnement	200
Les Rétros du Plateau	fonctionnement	300
Ping du Pays de Naucelles	participation au Club des 300 femmes dirigeantes	100
CANTON DE RIOM ES MONTAGNES		
La Farandole du Temps Club du 3ème Age	animations et sorties des résidents de l'Hôpital	500
Association Accueil Nord Cantal Alimentation (ANCA)	fonctionnement	150
Tennis Club Riom - Gentiane	acquisition de panneaux publicitaires	300
Refuge Bienvenue du Pays de Gentiane	soutien aux activités	500
Association Cant'4L 15	participation au 4L Trophy 2025	300
Collège Georges Pompidou de Condat	soutien à la section équestre pour l'année scolaire 2024/2025	6 000
CANTON DE SAINT-FLOUR 1		
Office Municipal de la Jeunesse et des Sports de Saint-Flour OMJS	organisation de la randonnée solidaire Run & Roses pour la lutte contre le cancer du sein le 13 octobre 2024	300
Sport Nature du Pays de Saint Flour	organisation de la Traversée Blanche en 2024	300
Association des Donneurs de Sang Bénévoles de Massiac	fonctionnement	500
CANTON DE SAINT-FLOUR 2		
Association Cantalienne des Utilisateurs de Chiens de Troupeau ACUCT	organisation de la 35e finale nationale du Championnat de France des utilisateurs du Chien de Troupeau le 10 août 2025 à Paulhac	500
APE Ecole de Valuéjols	organisation d'un voyage scolaire pour 64 élèves en juin 2025	640
Association Spring Festiv'	organisation de l'édition du Festival Spring Festiv' 2025	1 000
CANTON DE SAINT-PAUL DES LANDES		
Passion Cubaine	fonctionnement 2024	300
Comité des Fêtes d'Arnac	organisation des manifestations en 2024	300
Collège Val de Cère à Laroquebrou	organisation d'un voyage scolaire en Angleterre	560
Rugby Club des Landes Rassemblement Cère Landes Jordanne	fonctionnement de l'union des pôles jeunes en rugby d'Arpajon-sur-Cère de Saint-Simon et de Saint-Paul-des Landes	300
Ré-crétions	organisation du Marché de Noël	300

Running Club Châtaigneraie	organisation d'une course	300
Collège Jean Dauzié	soutien aux élèves section BIA (Brevet d'Initiation Aéronautique)	300
Retraite Sportive du Sud Cantal	fonctionnement	300
Association Culture Echange Partage Etcetera	organisation d'une soirée jeux	300
ADMR du Ségala	fonctionnement	300
Le Cochonnet Rougétols	organisation d'un concours	300
Comité des Fêtes Rouget-Pers	organisation de manifestations	300
ACCA Le Rouget-Pers	fonctionnement	300
Club Karting de Pers	organisation d'un championnat	300
CANTON DE VIC SUR CERE		
APE Labrousse Vezels-Roussy	organisation d'un voyage scolaire à Meschers sur Gironde en juin 2024	400
Ecole du groupement scolaire de Raulhac (APE)	organisation d'un voyage scolaire à Paris en septembre 2024	300
APE les Amis de l'Ecole Publique (RPI Teissières les Bouliès et Leucamp)	organisation d'un voyage scolaire	250
Amicale des Sapeurs Pompiers de Polminhac	organisation du Congrès Régional des Sapeurs Pompiers à Polminhac	250
CANTON DE YDES		
Les Amis de Montigot	animations du village de Montpigot	300
TOTAL		28 530

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-7

Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- ATTRIBUE les subventions suivantes :

- 2 000 euros pour The Spring Institute for Forests on the Moon ;
- 300 euros pour l'Association ADAAT Alpha1-France ;
- 200 euros pour l'UNEC 15.

Les montants seront imputés sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-8

Route départementale n°18 - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la CABA pour les travaux d'aménagement et l'entretien d'un cheminement multi-pratique autour du lac de Saint-Etienne-Cantalès

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Pierre MATHONIER se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et notamment ses articles 3 et 5 relatifs à la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu le Code de la commande publique et notamment son article L.2422-5 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac du 14 octobre 2024 faisant part de son intention d'aménager un cheminement multi-pratique autour du lac de Saint-Etienne-Cantalès, sur l'emprise de la route départementale n°18 ;

- DECIDE de prendre en considération les travaux d'aménagement d'un cheminement multi-pratique sur une longueur totale de 1 147 ml de part et d'autre du Pont de la Marie sur la Commune de Lacapelle-Viescamp.

- **APPROUVE** la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, à titre gratuit, à conclure avec la CABA, fixant par ailleurs les modalités techniques et administratives de réalisation des travaux, d'entretien et de renouvellement de l'aménagement.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DEPARTEMENT DU CANTAL

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'AMENAGEMENT ET L'ENTRETIEN D'UN CHEMINEMENT MULTI PRATIQUE AUTOUR DU LAC DE SAINT-ETIENNE CANTALES (COMMUNE DE LACAPELLE-VIESCAMP)

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'AURILLAC (CABA)

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 18

VU les dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée notamment les articles 3 et 5,

Vu les dispositions de l'article L. 2422-5 du Code de la Commande publique,

Entre :

Le DEPARTEMENT DU CANTAL, représenté par le Président du Conseil Départemental dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date,
ci-après dénommée « le délégant »,

Et :

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'AURILLAC, représentée par son Président dûment autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du,
ci-après dénommée « le délégataire ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Département donne délégation à la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, qui l'accepte, à titre gratuit, pour exercer en son nom, et pour son compte, la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement d'un cheminement multi pratique (commune de Lacapelle-Viescamp), dans l'emprise du domaine public départemental de la RD 18, conformément à l'article L 2422-5 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées ci-après :

Sur la base du projet technique joint en annexe, les attributions déléguées sont les suivantes :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera exécuté,
2. Préparation du choix du maître d'œuvre, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre,
3. Préparation du choix de l'entrepreneur, signature et gestion du marché de travaux,
4. Versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux,
5. Réception de l'ouvrage,
6. Maintenance et entretien du cheminement et de ses dépendances,

Et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Article 2 : Obligations des parties

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac s'engage à respecter toutes les obligations lui incombant et découlant de la maîtrise d'ouvrage, déléguée gratuitement par le Département, des travaux cités en objet.

Il lui appartient notamment :

- D'assurer la maîtrise d'œuvre,
- De respecter le code du travail en matière de sécurité, de coordination et de protection de la santé,
- De respecter les dispositions de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique,
- De respecter le code des marchés publics et les règles de la comptabilité en matière de dévolution et d'exécution des travaux,
- D'exercer les pouvoirs de police lui appartenant afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels intervenant sur le chantier.
- D'assurer la réalisation et le financement de l'aménagement du cheminement multi pratique avec les divers équipements obligatoires sur le site (dispositifs de sécurité, prise en compte des eaux pluviales issues de la plateforme routière, aménagements paysager, signalisation, sécurisation des accès,...).

Article 3 : Publicité

Dans toute communication (panneaux, dossiers de presse, etc...) relative à l'opération visée par la présente convention, le maître d'ouvrage délégué s'engage à faire mention de l'autorisation du maître d'ouvrage délégant.

Article 4 : Conditions financières

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des prestations déterminées à l'article 1 de la présente convention et pour l'exercice de ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Article 5 : Conditions techniques

Le Département accorde la permission de voirie pour le projet présenté par la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, avec les prescriptions et observations suivantes :

L'aménagement sera réalisé conformément aux plans ci-joints, établis par le maître d'œuvre de la CABA et présenté aux services du Département avec les précisions suivantes :

- Profil en travers type : la chaussée de la RD 18 n'est pas réduite en largeur du fait de l'aménagement, néanmoins l'accotement sera réduit ponctuellement du fait de l'implantation de glissières de sécurité destinées à protéger les piétons de la circulation. Elles seront implantées à au moins 0,75 m du bord de la chaussée.
- Les travaux modifiant les ouvrages d'art construits par EDF dans le cadre de la concession, notamment ceux affectant le « Pont de La Marie », devront être soumis pour validation au concessionnaire préalablement aux travaux.
- La passerelle implantée en contrebas du mur de soutènement de la RD 18 entre les profils 248 et 257 devra être implantée et conçue de manière à permettre l'entretien ultérieur du mur de soutènement de la route départementale.

2 / 5

Article 6 : Durée et entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a reçu aucun commencement d'exécution.

Le délégataire s'engage à conduire l'Opération selon le calendrier prévisionnel. Ces délais seront éventuellement prolongés des retards dont le délégataire ne pourrait être tenu pour responsable. Le présent mandat expirera à l'achèvement de la mission du délégataire.

Article 7 : Modalités de contrôle

Outre les prérogatives de contrôle appartenant au maître d'ouvrage délégué, le Département se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à tout contrôle de l'exécution des travaux prévus par la présente au titre de la conservation du patrimoine départemental. A ce titre, le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département, représenté par le coordinateur territorial d'Aurillac, à chacune des réunions relatives à l'élaboration du projet ou à sa réalisation.

Le Département pourra adresser ses observations au maître d'ouvrage délégué mais en aucun cas directement à la maîtrise d'œuvre et aux entreprises.

Par ailleurs, le Département sera tenu informé de l'ensemble des marchés passés.

Le maître d'ouvrage délégué informera également le Département de l'avancée des démarches administratives inhérentes au projet.

L'ensemble des informations seront communiquées par courriel et/ou par courrier.

Article 8 : Réception et remise des ouvrages, transferts domaniaux

Le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département, représenté par le coordinateur territorial d'Aurillac, à participer aux opérations préalables à la réception des travaux. Après réception définitive et sans réserve de ces derniers par le maître d'ouvrage délégué, il sera dressé contradictoirement un procès-verbal de réception et de remise au Département des ouvrages réalisés sur le domaine public départemental ou destinés à être incorporés dans le domaine public départemental.

Chaque collectivité est responsable de la maintenance, de l'entretien et du renouvellement ultérieur des ouvrages, définis de la façon suivante :

Le Département assurera l'entretien et le renouvellement de la chaussée routière et de ses ouvrages annexes :

- L'entretien et les grosses réparations de la chaussée routière,
- L'entretien et les grosses réparations du mur existant,
- L'entretien courant de la chaussée, des trottoirs et des garde-corps du Pont de la Marie conformément à l'article 12 du décret de la concession du 4 Juillet 1958,
- L'entretien et la mise en conformité des panneaux de signalisation directionnelle pour les mentions générales le concernant,
- L'entretien des supports classiques de signalisation,
- La signalisation horizontale routière générale,
- L'entretien et le renouvellement des dispositifs de sécurité préexistants.

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac assurera l'entretien et le renouvellement du Cheminement multi pratique, de ses ouvrages annexes et de ses dépendances vertes:

- Le cheminement multi pratique (structure et revêtement),
- L'ensemble des ouvrages créés (enrochements soutenant le talus pour la création du cheminement y compris garde-corps, passerelles, portillons, barrières et potelets en bois, bordures, descentes d'eau,...),
- Les aménagements paysagers,
- L'accotement et le talus en rive du chemin multi pratique qui du fait de l'aménagement sont devenus inaccessibles aux engins d'entretien courant du Département,
- Les fossés, grilles, tranchées drainantes, caniveaux, OH créés par cet aménagement,
- Les glissières de sécurité implantées en rive de chaussée et destinées à protéger les piétons y compris le fauchage sous les glissières,
- La signalisation horizontale et verticale de police, nécessaire à cet aménagement,
- La signalisation directionnelle pour les mentions le concernant,
- Les supports de signalisation directionnelle qui sont la conséquence d'un choix esthétique,
- L'éclairage public éventuel,
- Les mobiliers urbains autorisés.

Article 9 : Responsabilité

Chacune des parties sera entièrement et exclusivement responsable, tant envers les autres collectivités qu'envers les tiers ou usagers, de tous les dommages qui pourraient résulter de la non-exécution ou de la mauvaise exécution des actions dont elle a la charge (cf. articles 2, 5, et 8).

Article 10 : Assurance

Chaque partie doit être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'elle est susceptible d'encourir vis à vis des tiers à propos de tous les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant le déroulement de l'opération qu'après l'achèvement des travaux.

Par ailleurs, la CABA a prévu de souscrire une assurance dommage-ouvrage pour l'ensemble de l'opération.

Article 11 : Domiciliation de la convention

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie au siège de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac.

Article 12 – Conditions de résiliation

Dans le cas d'une défaillance d'une des parties à ses obligations et après mise en demeure infructueuse, elles pourront, à titre individuel, résilier la convention sans devoir aucune indemnité.

Dans le cas de non obtention des autorisations administratives pour une cause indépendante des parties à la convention, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Dans tous les cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet que trois mois après la notification de la décision de résiliation, résiliation transmise à l'autre partie par courrier envoyé par voie postale en recommandé avec accusé de réception.

Article 13 : Règlement des litiges

Le Département autorise la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, après information préalable, à ester en justice pour le règlement des litiges intervenant antérieurement à la réception définitive des travaux concernant le patrimoine départemental.

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

Article 14 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à AURILLAC, le

Le Président de la CABA

Le Président du Conseil départemental
du CANTAL,

Pierre MATHONNIER

Bruno FAURE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-9

Aménagement de la Route Départementale n°15 - Commune de Champagnac - Acquisition d'un terrain - Pas de DUP (Article 1042)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L 131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et le propriétaire de la parcelle cadastrée section YC, numéro 67, qui diffère des modalités arrêtées par délibération n°17CP03-37 du 24 mars 2017 ;

- **DECIDE** de l'annulation de la délibération de la Commission Permanente n°17CP03-37 du 24 mars 2017 portant sur l'aménagement de la RD n°15 sur la référence cadastrale section YC, numéro 33 (parcelle mère).

- **DECIDE** de l'acquisition d'un terrain nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°15 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route Départementale n° 15
Aménagement à "Rouffianges"- 01031**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : CHAMPAGNAC

Nom du Propriétaire	Parcelles			Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Nature	Principale et totale
M. et Mme	YC67	332	pré	232,40

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-10

Aménagement de la Route Départementale n° 19 - Commune de Puycapel - Acquisition de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

- DECIDE de l'acquisition des terrains nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°19 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

Route Départementale n°19

Calvinet Carrefour RD 28 Mourjou - 00467

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : PUYCAPEL

Nom du Propriétaire	Parcelles			Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Nature	Principale et totale
Direction Générale des Finances Publiques Pôle Gestion des Patrimoines Privés	136A456	2310	TAILS	501,60
	136A459	220	TAILS	
	136A460	110	TAILS	

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié lié à cette acquisition et à régler les frais afférents ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-11

**Aménagement de la Route Départementale n°22 - Communes de Meallet -
Acquisition d'un terrain - Pas de DUP (Article 1042)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L 131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n° 21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021, autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et le propriétaire de la parcelle cadastrée D273, qui diffère des modalités arrêtées par délibération n°14CP01-43 du 31 janvier 2014 ;

- **DECIDE** de l'annulation de la délibération de la Commission Permanente n°14CP01-43 du 31 janvier 2014 portant sur l'aménagement de la RD n°22 concernant Monsieur

- **DECIDE** de l'acquisition de terrains nécessaire à l'aménagement de la route départementale n° 22 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

Route Départementale n° 22
Sécurisation Bois de Meallet 2013 - 00964

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : MEALLET

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
	D273	73	6327	Bois taillis	21,90

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer les actes à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-12

**Aménagement de la Route Départementale n°28 - Commune du Trioulou -
Acquisition d'un terrain - Pas de DUP (Article 1042)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L 131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021, autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et le propriétaire de la parcelle cadastrée section B, numéro 180, qui diffère des modalités arrêtées par délibération n°19CP01-21 du 25 janvier 2019 ;

- **DECIDE** de l'annulation de la délibération de la Commission Permanente n°19CP01-21 du 25 janvier 2019 portant sur l'aménagement de la RD n°28.

- **DECIDE** de l'acquisition d'un terrain nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°28 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route Départementale n°28
Aménagement "La Darse" - 01086**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : LE TRIOULOU

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
	B180	424	34196	Bois taillis	42,40

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer les actes à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-13

Aménagement de la Route Départementale n°38 - Commune de Salins - Acquisition d'un terrain - Pas de DUP (Article 1042)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L 131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021, autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et le propriétaire de la parcelle cadastrée section A, numéro 421, qui diffère des modalités arrêtées par délibération n°12CP01-52 du 27 janvier 2012 ;

- **DECIDE** de l'annulation de la délibération de la Commission Permanente n°12CP01-52 du 27 janvier 2012 portant sur l'aménagement de la RD n°38 concernant l'acquisition à Madame

- **DECIDE** de l'acquisition d'un terrain nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°38 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route Départementale n°38
Virages de La Roche de Chambre - 00892**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SALINS

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €		
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale	Accessoire	Totale
	A421	123	56707	Pré pâture	86,10	17,22	103,32

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer les actes à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-14

**Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes départementales -
Commune d'Allanche**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNEZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°14CG05-01 du Conseil Général du 14 novembre 2014 adoptant le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale ;

- **APPROUVE** la convention avec la Commune d'Allanche pour l'exécution du service hivernal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION POUR L'EXECUTION DU SERVICE HIVERNAL SUR CERTAINES ROUTES DEPARTEMENTALES

Entre

La Personne Publique : **Le Département du CANTAL**

Représentée par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental

Pôle Appui Territorial / Direction des Mobilités
Hôtel du département
28, Avenue GAMBETTA
15 000 AURILLAC

Et

La Commune d'ALLANCHE

Représentée par Monsieur Philippe ROSSEEL, Maire,
Mairie
Le Bourg
15 160 ALLANCHE

Il a été convenu et arrêté ce qui suit,

1. OBJET DE LA CONVENTION :

Les stipulations de la présente convention concernent le déneigement de Routes Départementales (R.D.) du canton de MURAT.

A) CONSISTANCE DES PRESTATIONS :

Il s'agit de déneiger des R.D. secondaires dans les conditions définies ci-après. La prestation de déneigement sera effectuée sur le circuit prédéfini représenté sur la carte jointe en annexe.

B) NATURE DES PRESTATIONS DE DENEIGEMENT :

Les prestations consistent à déneiger des R.D. à l'aide d'un engin de déneigement et d'un outil de raclage. La Commune assure la totalité de la prestation de déneigement dans la journée. Ces prestations comprennent notamment la mise à disposition du véhicule et des outils de déneigement, les carburants, le personnel de conduite, les moyens de communication, les assurances et tous les consommables nécessaires.

En situation courante, l'opération de déneigement consiste au raclage de la neige pour dégager la partie revêtue de la route. En général, il est nécessaire d'effectuer un passage dans chaque sens de circulation, sauf dans le cas des chaussées de faible largeur. De même, la couche de neige est enlevée en une seule fois ; il n'est pas prévu de mettre systématiquement la chaussée « au noir », une fine pellicule de neige pouvant être tolérée sur la route.

Les opérations de déneigement s'effectuent à partir de 5h00/5h30 pour la première passe, et jusqu'à 19h00 au maximum, mais en fonction des événements météorologiques, ces opérations peuvent être renouvelées en cours de journée, voire se dérouler en dehors de la plage horaire courante. Chaque passage nouveau fera l'objet d'un règlement conformément au prix indiqué à l'article 7 ci-après.

Après la première ouverture quotidienne, les équipes du CONSEIL DEPARTEMENTAL peuvent également intervenir sur ce circuit au cours de la journée (non-exclusivité d'interventions), notamment pour le sablage éventuellement nécessaire.

2. LES INTERVENANTS :

*** LA PERSONNE PUBLIQUE :**

La convention sera exécutée sous l'autorité du Directeur des Mobilités du Conseil Départemental, qui procédera à la liquidation des sommes dues au titre des prestations effectuées.

Il assurera la vérification des conditions générales d'organisation et de coordination mises en place entre le titulaire et l'Antenne départementale de MURAT, qui est chargée du déclenchement et de la conduite des interventions.

L'Antenne de MURAT communiquera à la Commune d'ALLANCHE les coordonnées du Responsable d'Intervention.

*** LA COMMUNE :**

Préalablement au démarrage de la campagne, la Commune d'ALLANCHE portera à la connaissance de l'Antenne de MURAT les coordonnées du responsable de la mission objet de la convention.

L'organisation mise en place par la Commune d'ALLANCHE devra tenir compte des contraintes découlant de la législation du travail, notamment celles relatives à la durée des temps de conduite et de repos des chauffeurs.

3. MATÉRIEL MIS À DISPOSITION PAR LE PRESTATAIRE :

1) A) CONFORMITÉ :

Le matériel utilisé par la Commune d'ALLANCHE doit être conforme à la réglementation en vigueur et en particulier :

- au code de la Route
- à la norme NF P 98-795 relative à la signalisation, balisage et éclairage des unités d'intervention du service hivernal,
- au décret 96-1001 relatif aux engins de service hivernal et modifiant le Code de la Route
- à l'arrêté du 18/11/96 relatif aux poids, dimensions et signalisation des engins de service hivernal

Le matériel mis à disposition par la Commune d'allanche est le suivant :

- **Tracteur équipé d'une étrave transformable.**

La commune devra tenir compte des surcharges occasionnées par le matériel équipant le porteur, et de l'obligation de satisfaire aux conditions de R.T.I. exigibles pour les engins qui interviendront en viabilité hivernale.

2) B) PANNES OU DÉFAILLANCE DU MATÉRIEL :

En cas de défectuosité, de panne ou d'incident, la Commune d'allanche en informera au plus tôt le Responsable d'Intervention de l'Antenne de MURAT.

3) C) DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION :

La période dite « période hivernale » commence le 15 novembre (inclus) et se termine le 15 mars (inclus) de l'année suivante. Sa durée équivaut à 4 mois entiers. Durant cette période, la Commune d'ALLANCHE se tient à la disposition du Responsable d'Intervention pour assurer les prestations de déneigement qui font l'objet de la présente convention.

4. PERSONNELS :

Les personnels constituant les équipages des unités de traitement seront mis à disposition par la Commune d'ALLANCHE.

Chaque équipe comprendra un chauffeur et éventuellement, sur l'initiative du titulaire, un accompagnateur.

5. INTERVENTIONS :

A) CIRCUIT D'INTERVENTION : SECTIONS TRAITÉES PAR LA COMMUNE D'ALLANCHE :

Le circuit d'intervention est celui indiqué sur la carte annexée. Il s'agit des sections de routes départementales suivantes :

RD 14 : du PR 0+000 (FEYDIT) au PR 2+460 (Carrefour avec RD 21), soit **2 513 ml**

RD 114 du PR 0+000 (PEYRUSSE) au PR 9+417 (carrefour RD 679 à MAILLARGUES), soit **9 428 ml**

RD 309 du PR 1+500 (De VELONNIERE) au PR 4+018 (COMBALLUT), soit **2 514 ml**

D'où un linéaire conventionné de : **14 455 ml**

B) PERMANENCE DE LA COMMUNE ET CONDITIONS D'EXECUTION :

- Pendant la période hivernale définie ci-dessus, l'équipage pourra être joint à tout moment par téléphone, pendant et en dehors des horaires et des jours normaux de travail, par le Responsable d'Intervention.
- Le chauffeur et éventuellement un accompagnateur pour le véhicule chargé d'effectuer le déneigement et le traitement au titre du présent contrat devront être prêts à intervenir sur simple appel téléphonique.
- Les équipes de la Commune d'ALLANCHE interviendront sous la direction technique du Patrouilleur du Centre Routier Départemental d'ALLANCHE ou du Responsable d'Intervention de l'Antenne de MURAT.
- Les prestations à réaliser sont susceptibles d'intervenir n'importe quel jour, y compris samedis, dimanches et jours fériés, et à n'importe quelle heure (dans le cadre des niveaux de services fixés dans le DOVH du Conseil départemental).

N° Téléphone de la Mairie d'ALLANCHE : 04-71-20-41-59

N° Téléphone du Chauffeur : xx-xx-xx-xx-xx

N° Téléphone Antenne de MURAT : 04-71-23-18-02

N° Téléphone du CRD d'ALLANCHE : 04-71-20-41-38

C) MODALITES D'ALERTE :

L'alerte est uniquement donnée par le Patrouilleur d'ALLANCHE qui demandera par téléphone au responsable désigné par la Commune d'ALLANCHE de procéder aux opérations de déneigement et de traitement.

Si le responsable désigné par la Commune d'ALLANCHE constate qu'une chute de neige est en cours, alors qu'il n'a reçu aucune indication du patrouilleur, il pourra en informer ce dernier.

Les modalités d'intervention et l'objectif visé seront fixés par le patrouilleur d'ALLANCHE, en fonction des besoins et des conditions météorologiques.

D) INFORMATION ET COMMUNICATION PENDANT LES INTERVENTIONS :

Le chauffeur sera muni de moyens de communication téléphonique pour rester joignable par le Patrouilleur du CRD d'ALLANCHE.

Il devra en outre répondre à chaque demande du Responsable d'Interventions qui lui demandera sa

position ou son avancement et l'état des chaussées ou du trafic sur le circuit.

E) INTERVENTIONS COMPLEMENTAIRES DE L'ANTENNE :

Le Département du Cantal, Antenne de MURAT, peut intervenir sur le circuit en complément des prestations confiées à la Commune d'ALLANCHE, notamment pour l'exécution de sablage ou gravillonnage.

6. ASSURANCE :

La Commune d'ALLANCHE est tenue de contracter une police d'assurance pour garantir la responsabilité des accidents ou incidents pouvant impliquer l'engin et son chauffeur ainsi que les usagers et leurs véhicules.

7. REMUNERATION :

A) PRIX FORFAIT CIRCUIT :

Chaque intervention sera rémunérée au prix forfaitaire de **175 €** pour la saison hivernale 2024-2025. Prix calculé suivant les critères de l'annexe à la convention.

Cette rémunération couvre toutes les dépenses de personnel, d'assurances, de carburant, d'entretien, de réparation et d'amortissement du matériel.

B) PRIX HORAIRE :

Il est fixé à **100 € de l'heure** pour la saison hivernale 2024-2025.

C) FACTURATION :

La commune établira un **récapitulatif mensuel** des interventions effectuées et en adressera un exemplaire à l'Antenne de MURAT pour validation. Sur la base de ce constat mensuel, la commune établira une facture adressée à l'Antenne de MURAT pour paiement.

8. VALIDITE - RESILIATION :

La présente convention est conclue pour une année à compter de sa date de signature.

Elle sera tacitement reconduite chaque année **pour une durée maximale de cinq ans**.

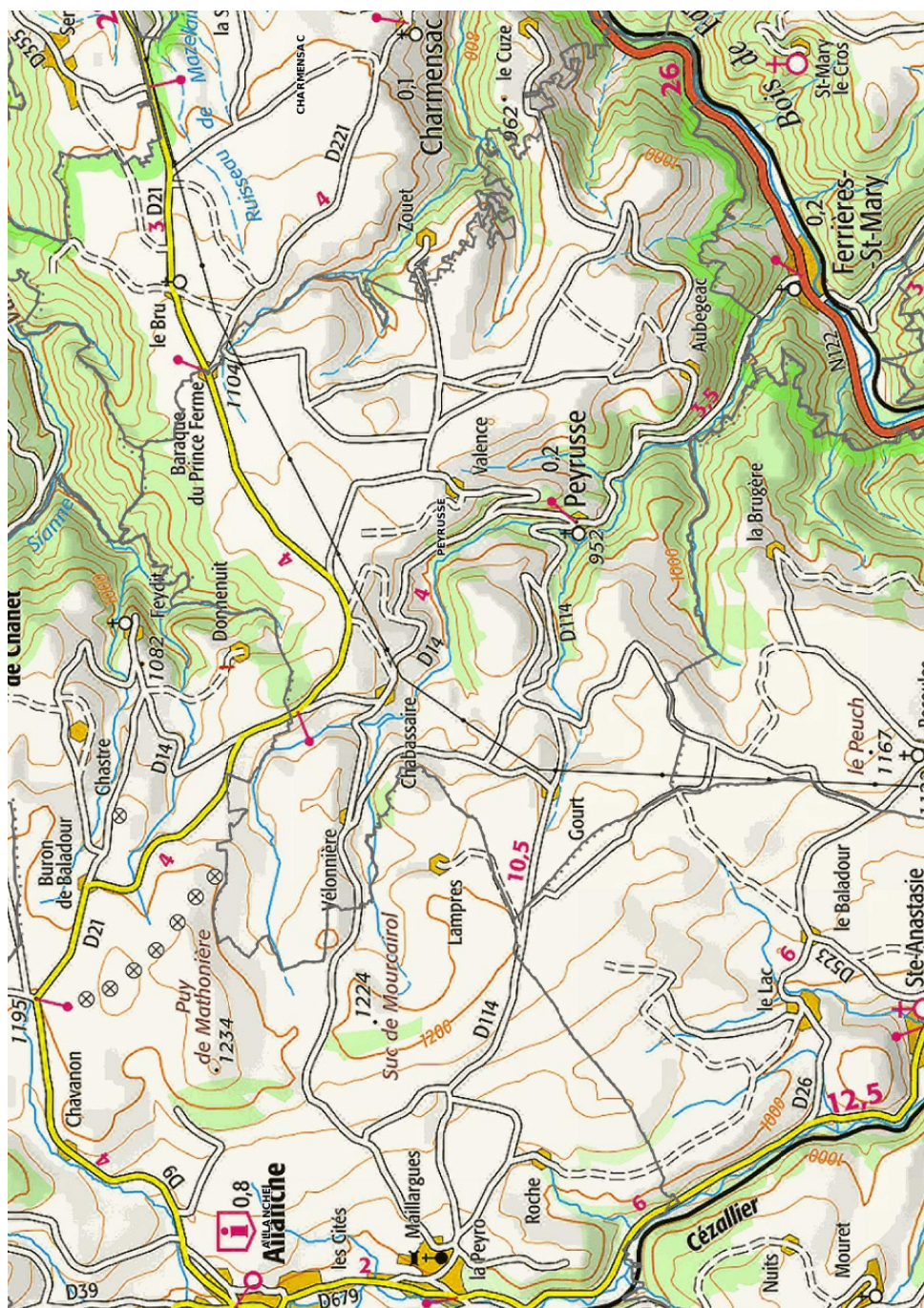
Sa résiliation pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties, formulée au plus tard avant le 30 septembre de chaque année.

Lu et approuvé,
Aurillac, le
Le Président du Conseil départemental

Lu et approuvé,
Allanche, le
Le Maire d'ALLANCHE

Bruno FAURE

Philippe ROSSEEL



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-15

**Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes départementales -
Commune de Bonnac**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNEZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°14CG05-01 du Conseil Général du 14 novembre 2014 adoptant le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale ;

- APPROUVE la convention avec la Commune de Bonnac pour l'exécution du service hivernal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION POUR L'EXECUTION DU SERVICE HIVERNAL SUR CERTAINES ROUTES DEPARTEMENTALES

Entre

La Personne Publique : **Le Département du CANTAL**

Représentée par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental

Pôle Appui Territorial / Direction des Mobilités
Hôtel du département
28, Avenue GAMBETTA
15 000 AURILLAC

Et

La Commune de BONNAC

Représentée par Madame Marie-Claire TUFFERY, Maire,
Mairie
Le Bourg
15 500 BONNAC

Il a été convenu et arrêté ce qui suit,

1. OBJET DE LA CONVENTION :

Les stipulations de la présente convention concernent le déneigement de Routes Départementales (R.D.) du canton de SAINT-FLOUR II.

A) CONSISTANCE DES PRESTATIONS :

Il s'agit de déneiger des R.D. secondaires dans les conditions définies ci-après. La prestation de déneigement sera effectuée sur le circuit prédéfini représenté sur la carte jointe en annexe.

B) NATURE DES PRESTATIONS DE DENEIGEMENT :

Les prestations consistent à déneiger des R.D. à l'aide d'un engin de déneigement et d'un outil de raclage. La Commune assure la totalité de la prestation de déneigement dans la journée. Ces prestations comprennent notamment la mise à disposition du véhicule et des outils de déneigement, les carburants, le personnel de conduite, les moyens de communication, les assurances et tous les consommables nécessaires.

En situation courante, l'opération de déneigement consiste au raclage de la neige pour dégager la partie revêtue de la route. En général, il est nécessaire d'effectuer un passage dans chaque sens de circulation, sauf dans le cas des chaussées de faible largeur. De même, la couche de neige est enlevée en une seule fois ; il n'est pas prévu de mettre systématiquement la chaussée « au noir », une fine pellicule de neige pouvant être tolérée sur la route.

Les opérations de déneigement s'effectuent à partir de 5h00/5h30 pour la première passe, et jusqu'à 19h00 au maximum, mais en fonction des événements météorologiques, ces opérations peuvent être renouvelées en cours de journée, voire se dérouler en dehors de la plage horaire courante. Chaque passage nouveau fera l'objet d'un règlement conformément au prix indiqué à l'article 7 ci-après.

Après la première ouverture quotidienne, les équipes du CONSEIL DEPARTEMENTAL peuvent également intervenir sur ce circuit au cours de la journée (non-exclusivité d'interventions), notamment pour le sablage éventuellement nécessaire.

2. LES INTERVENANTS :

*** LA PERSONNE PUBLIQUE :**

La convention sera exécutée sous l'autorité du Directeur des Mobilités du Conseil Départemental, qui procédera à la liquidation des sommes dues au titre des prestations effectuées.

Il assurera la vérification des conditions générales d'organisation et de coordination mises en place entre le titulaire et l'Antenne départementale de MURAT, qui est chargée du déclenchement et de la conduite des interventions.

L'Antenne de MURAT communiquera à la Commune de BONNAC les coordonnées du Responsable d'Intervention.

*** LA COMMUNE :**

Préalablement au démarrage de la campagne, la Commune de BONNAC portera à la connaissance de l'Antenne de MURAT les coordonnées du responsable de la mission objet de la convention.

L'organisation mise en place par la Commune de BONNAC devra tenir compte des contraintes découlant de la législation du travail, notamment celles relatives à la durée des temps de conduite et de repos des chauffeurs.

3. MATÉRIEL MIS À DISPOSITION PAR LE PRESTATAIRE :

1) A) CONFORMITÉ :

Le matériel utilisé par la Commune de BONNAC doit être conforme à la réglementation en vigueur et en particulier :

- au code de la Route
- à la norme NF P 98-795 relative à la signalisation, balisage et éclairage des unités d'intervention du service hivernal,
- au décret 96-1001 relatif aux engins de service hivernal et modifiant le Code de la Route
- à l'arrêté du 18/11/96 relatif aux poids, dimensions et signalisation des engins de service hivernal

Le matériel mis à disposition par la Commune de BONNAC est le suivant :

- Tracteur équipé d'une étrave transformable.

La commune devra tenir compte des surcharges occasionnées par le matériel équipant le porteur, et de l'obligation de satisfaire aux conditions de R.T.I. exigibles pour les engins qui interviendront en viabilité hivernale.

2) B) PANNES OU DÉFAILLANCE DU MATÉRIEL :

En cas de défectuosité, de panne ou d'incident, la Commune de BONNAC en informera au plus tôt le Responsable d'Intervention de l'Antenne de MURAT.

3) C) DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION :

La période dite « période hivernale » commence le 15 novembre (inclus) et se termine le 15 mars (inclus) de l'année suivante. Sa durée équivaut à 4 mois entiers. Durant cette période, la Commune de BONNAC se tient à la disposition du Responsable d'Intervention pour assurer les prestations de déneigement qui font l'objet de la présente convention.

4. PERSONNELS :

Les personnels constituant les équipages des unités de traitement seront mis à disposition par la Commune de BONNAC.

Chaque équipe comprendra un chauffeur et éventuellement, sur l'initiative du titulaire, un accompagnateur.

5. INTERVENTIONS :

A) CIRCUIT D'INTERVENTION : SECTIONS TRAITÉES PAR LA COMMUNE DE BONNAC :

Le circuit d'intervention est celui indiqué sur la carte annexée. Il s'agit des sections de routes départementales suivantes :

RD 244 : du PR 0+000 (De la RD 344) au PR 5+150 (RD 310 coté BONNAC), soit **5 150 ml**

RD 310 du PR 1+000 (Dans BONNAC) au PR 4+600 (RD 410 St-MARY-Le-PLAIN) soit **3 600 ml**

RD 344 du PR 13+950 (VC de CHAZELOUX) au PR 14+820 (RD 244), soit **870 ml**

D'où un linéaire conventionné de : soit un TOTAL de : **9 620 ml.**

B) PERMANENCE DE LA COMMUNE ET CONDITIONS D'EXECUTION :

- Pendant la période hivernale définie ci-dessus, l'équipage pourra être joint à tout moment par téléphone, pendant et en dehors des horaires et des jours normaux de travail, par le Responsable d'intervention.
- Le chauffeur et éventuellement un accompagnateur pour le véhicule chargé d'effectuer le déneigement et le traitement au titre du présent contrat devront être prêts à intervenir sur simple appel téléphonique.
- Les équipes de la Commune de BONNAC interviendront sous la direction technique du Patrouilleur du Centre Routier Départemental de MASSIAC ou du Responsable d'Intervention de l'Antenne de MURAT.
- Les prestations à réaliser sont susceptibles d'intervenir n'importe quel jour, y compris samedis, dimanches et jours fériés, et à n'importe quelle heure (dans le cadre des niveaux de services fixés dans le DOVH du Conseil départemental).

N° Téléphone de la Mairie de BONNAC : 04.71.23.07.77. / 06.37.31.91.70. (Port de Mme le Maire)

N° Téléphone du Chauffeur : 06.44.23.57.50

N° Téléphone Antenne de MURAT : 04-71-23-18-02

N° Téléphone du CRD de MASSIAC : 04-71-23-01-82

C) MODALITES D'ALERTE :

L'alerte est uniquement donnée par le Patrouilleur de MASSIAC qui demandera par téléphone au responsable désigné par la Commune de BONNAC de procéder aux opérations de déneigement et de traitement.

Si le responsable désigné par la Commune de BONNAC constate qu'une chute de neige est en cours, alors qu'il n'a reçu aucune indication du patrouilleur, il pourra en informer ce dernier.

Les modalités d'intervention et l'objectif visé seront fixés par le patrouilleur de MASSIAC, en fonction des besoins et des conditions météorologiques.

D) INFORMATION ET COMMUNICATION PENDANT LES INTERVENTIONS :

Le chauffeur sera muni de moyens de communication téléphonique pour rester joignable par le Patrouilleur du CRD de MASSIAC.

Il devra en outre répondre à chaque demande du Responsable d'Interventions qui lui demandera sa

position ou son avancement et l'état des chaussées ou du trafic sur le circuit.

E) INTERVENTIONS COMPLEMENTAIRES DE L'ANTENNE :

Le Département du Cantal, Antenne de MURAT, peut intervenir sur le circuit en complément des prestations confiées à la Commune de BONNAC, notamment pour l'exécution de sablage ou gravillonnage.

6. ASSURANCE :

La Commune de BONNAC est tenue de contracter une police d'assurance pour garantir la responsabilité des accidents ou incidents pouvant impliquer l'engin et son chauffeur ainsi que les usagers et leurs véhicules.

7. REMUNERATION :

A) PRIX FORFAIT CIRCUIT :

Chaque intervention sera rémunérée au prix forfaitaire de **116 €** pour la saison hivernale 2024-2025.
Prix calculé suivant les critères de l'annexe à la convention.

Cette rémunération couvre toutes les dépenses de personnel, d'assurances, de carburant, d'entretien, de réparation et d'amortissement du matériel.

B) PRIX HORAIRE :

Il est fixé à **100 € de l'heure** pour la saison hivernale 2024-2025.

C) FACTURATION :

La commune établira un **récapitulatif mensuel** des interventions effectuées et en adressera un exemplaire à l'Antenne de MURAT pour validation. Sur la base de ce constat mensuel, la commune établira une facture adressée à l'Antenne de MURAT pour paiement.

8. VALIDITE - RESILIATION :

La présente convention est conclue pour une année à compter de sa date de signature.

Elle sera tacitement reconduite chaque année **pour une durée maximale de cinq ans**.

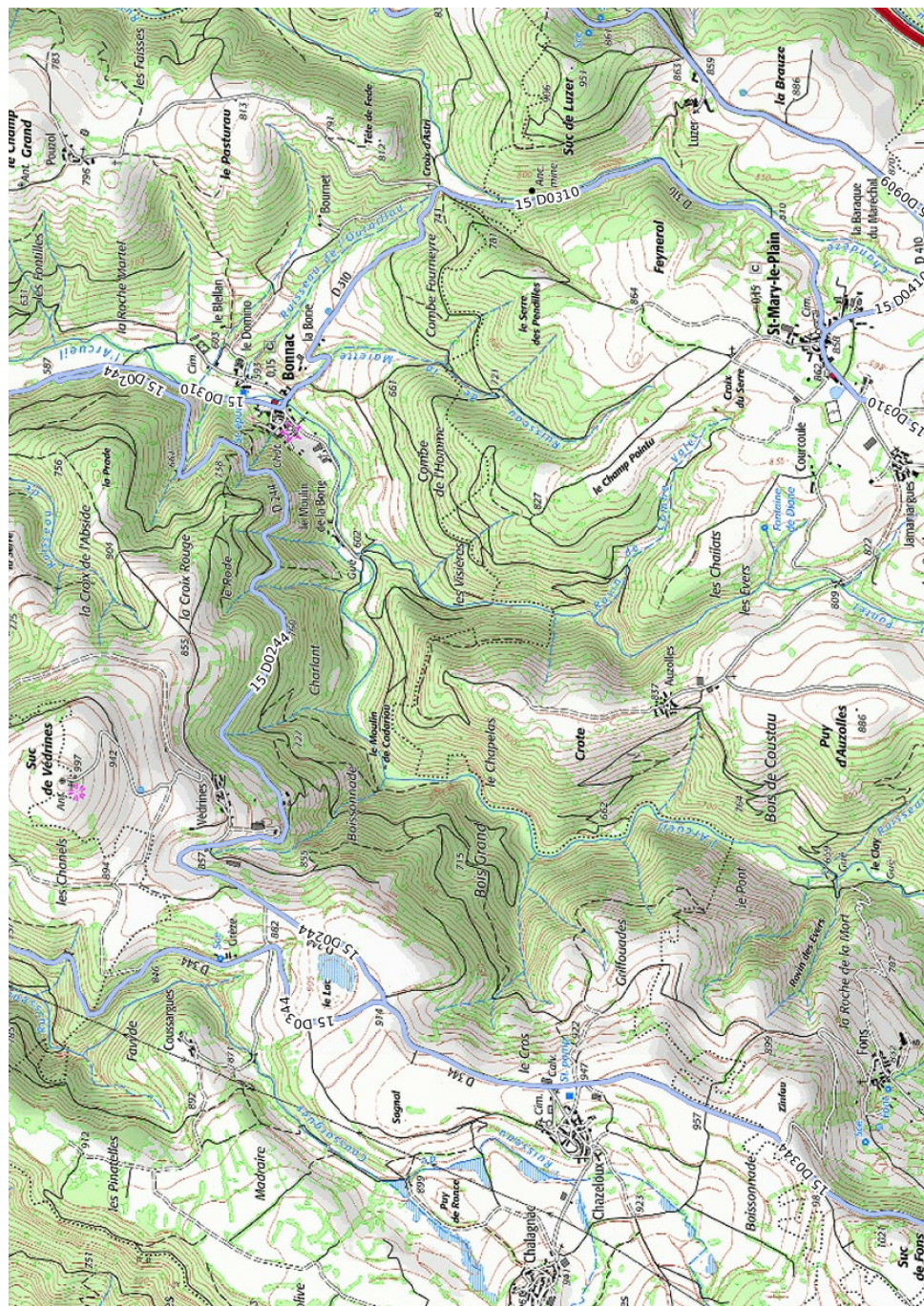
Sa résiliation pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties, formulée au plus tard avant le 30 septembre de chaque année.

Lu et approuvé,
Aurillac, le
Le Président du Conseil départemental

Lu et approuvé,
Bonnac, le
Le Maire de BONNAC

Bruno FAURE

Marie-Claire TUFFERY



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-16

**Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes départementales -
Commune de Charmensac**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNEZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°14CG05-01 du Conseil Général du 14 novembre 2014 adoptant le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale ;

- **APPROUVE** la convention avec la Commune de Charmensac pour l'exécution du service hivernal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION POUR L'EXECUTION DU SERVICE HIVERNAL SUR CERTAINES ROUTES DEPARTEMENTALES

Entre

La Personne Publique : **Le Département du CANTAL**

Représentée par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental

Pôle Appui Territorial / Direction des Mobilités
Hôtel du département
28, Avenue GAMBETTA
15 000 AURILLAC

Et

La Commune de CHARMENSAC

Représentée par Monsieur Christophe SOULIER, Maire,
Mairie
Le bourg
15 170 CHARMENSAC

Il a été convenu et arrêté ce qui suit,

1. OBJET DE LA CONVENTION :

Les stipulations de la présente convention concernent le déneigement de Routes Départementales (R.D.) du canton de MURAT.

A) CONSISTANCE DES PRESTATIONS :

Il s'agit de déneiger des R.D. secondaires dans les conditions définies ci-après. La prestation de déneigement sera effectuée sur le circuit prédéfini représenté sur la carte jointe en annexe.

B) NATURE DES PRESTATIONS DE DENEIGEMENT :

Les prestations consistent à déneiger des R.D. à l'aide d'un engin de déneigement et d'un outil de raclage. La Commune assure la totalité de la prestation de déneigement dans la journée. Ces prestations comprennent notamment la mise à disposition du véhicule et des outils de déneigement, les carburants, le personnel de conduite, les moyens de communication, les assurances et tous les consommables nécessaires.

En situation courante, l'opération de déneigement consiste au raclage de la neige pour dégager la partie revêtue de la route. En général, il est nécessaire d'effectuer un passage dans chaque sens de circulation, sauf dans le cas des chaussées de faible largeur. De même, la couche de neige est enlevée en une seule fois ; il n'est pas prévu de mettre systématiquement la chaussée « au noir », une fine pellicule de neige pouvant être tolérée sur la route.

Les opérations de déneigement s'effectuent à partir de 5h00/5h30 pour la première passe, et jusqu'à 19h00 au maximum, mais en fonction des événements météorologiques, ces opérations peuvent être renouvelées en cours de journée, voire se dérouler en dehors de la plage horaire courante. Chaque passage nouveau fera l'objet d'un règlement conformément au prix indiqué à l'article 7 ci-après.

Après la première ouverture quotidienne, les équipes du CONSEIL DEPARTEMENTAL peuvent également intervenir sur ce circuit au cours de la journée (non-exclusivité d'interventions), notamment pour le sablage éventuellement nécessaire.

2. LES INTERVENANTS :

*** LA PERSONNE PUBLIQUE :**

La convention sera exécutée sous l'autorité du Directeur des mobilités du Conseil départemental, qui procédera à la liquidation des sommes dues au titre des prestations effectuées.

Il assurera la vérification des conditions générales d'organisation et de coordination mises en place entre le titulaire et l'Antenne départementale de MURAT, qui est chargée du déclenchement et de la conduite des interventions.

L'Antenne de MURAT communiquera à la Commune de CHARMENSAC les coordonnées du Responsable d'Intervention.

*** LA COMMUNE :**

Préalablement au démarrage de la campagne, la Commune de CHARMENSAC portera à la connaissance de l'Antenne de MURAT les coordonnées du responsable de la mission objet de la convention.

L'organisation mise en place par la Commune de CHARMENSAC devra tenir compte des contraintes découlant de la législation du travail, notamment celles relatives à la durée des temps de conduite et de repos des chauffeurs.

3. MATÉRIEL MIS À DISPOSITION PAR LE PRESTATAIRE :

1) A) CONFORMITÉ :

Le matériel utilisé par la Commune de CHARMENSAC doit être conforme à la réglementation en vigueur et en particulier :

- au code de la Route
- à la norme NF P 98-795 relative à la signalisation, balisage et éclairage des unités d'intervention du service hivernal,
- au décret 96-1001 relatif aux engins de service hivernal et modifiant le Code de la Route
- à l'arrêté du 18/11/96 relatif aux poids, dimensions et signalisation des engins de service hivernal

Le matériel mis à disposition par la Commune de CHARMENSAC est le suivant :

- **Tracteur équipé d'une étrave transformable.**

La commune devra tenir compte des surcharges occasionnées par le matériel équipant le porteur, et de l'obligation de satisfaire aux conditions de R.T.I. exigibles pour les engins qui interviendront en viabilité hivernale.

2) B) PANNES OU DÉFAILLANCE DU MATÉRIEL :

En cas de défectuosité, de panne ou d'incident, la Commune de CHARMENSAC en informera au plus tôt le Responsable d'Intervention de l'Antenne de MURAT.

3) C) DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION :

La période dite « période hivernale » commence le 15 novembre (inclus) et se termine le 15 mars (inclus) de l'année suivante. Sa durée équivaut à 4 mois entiers. Durant cette période, la Commune de CHARMENSAC se tient à la disposition du Responsable d'Intervention pour assurer les prestations de déneigement qui font l'objet de la présente convention.

4. PERSONNELS :

Les personnels constituant les équipages des unités de traitement seront mis à disposition par la Commune de CHARMENSAC.

Chaque équipe comprendra un chauffeur et éventuellement, sur l'initiative du titulaire, un accompagnateur.

5. INTERVENTIONS :

A) CIRCUIT D'INTERVENTION : SECTIONS TRAITÉES PAR LA COMMUNE DE PEYRUSSE :

Le circuit d'intervention est celui indiqué sur la carte annexée. Il s'agit des sections de routes départementales suivantes :

RD 221 : du PR 0+000 (De la RD 21) au PR 4+010 (Charmensac), soit **3 985 ml**

D'où un linéaire conventionné de : **3 985 ml.**

B) PERMANENCE DE LA COMMUNE ET CONDITIONS D'EXECUTION :

- Pendant la période hivernale définie ci-dessus, l'équipage pourra être joint à tout moment par téléphone, pendant et en dehors des horaires et des jours normaux de travail, par le Responsable d'Intervention.
- Le chauffeur et éventuellement un accompagnateur pour le véhicule chargé d'effectuer le déneigement et le traitement au titre du présent contrat devront être prêts à intervenir sur simple appel téléphonique.
- Les équipes de la Commune de CHARMENSAC interviendront sous la direction technique du Patrouilleur du Centre Routier Départemental d'ALLANCHE ou du Responsable d'Intervention de l'Antenne de MURAT.
- Les prestations à réaliser sont susceptibles d'intervenir n'importe quel jour, y compris samedis, dimanches et jours fériés, et à n'importe quelle heure (dans le cadre des niveaux de services fixés dans le DOVH du Conseil départemental).

N° Téléphone de la Mairie de CHARMENSAC : 04-71-73-61-56

N° Téléphone du Chauffeur : xx-xx-xx-xx-xx

N° Téléphone Antenne de MURAT : 04-71-23-18-02

N° Téléphone du CRD d'ALLANCHE : 04-71-20-41-38

C) MODALITES D'ALERTE :

L'alerte est uniquement donnée par le Patrouilleur d'ALLANCHE qui demandera par téléphone au responsable désigné par la Commune de CHARMENSAC de procéder aux opérations de déneigement et de traitement.

Si le responsable désigné par la Commune de CHARMENSAC constate qu'une chute de neige est en cours, alors qu'il n'a reçu aucune indication du patrouilleur, il pourra en informer ce dernier.

Les modalités d'intervention et l'objectif visé seront fixés par le patrouilleur d'ALLANCHE, en fonction des besoins et des conditions météorologiques.

D) INFORMATION ET COMMUNICATION PENDANT LES INTERVENTIONS :

Le chauffeur sera muni de moyens de communication téléphonique pour rester joignable par le Patrouilleur du CRD d'ALLANCHE.

Il devra en outre répondre à chaque demande du Responsable d'Interventions qui lui demandera sa position ou son avancement et l'état des chaussées ou du trafic sur le circuit.

E) INTERVENTIONS COMPLEMENTAIRES DE L'ANTENNE :

Le Département du Cantal, Antenne de MURAT, peut intervenir sur le circuit en complément des prestations confiées à la Commune de CHARMENSAC, notamment pour l'exécution de sablage ou gravillonnage.

6. ASSURANCE :

La Commune de CHARMENSAC est tenue de contracter une police d'assurance pour garantir la responsabilité des accidents ou incidents pouvant impliquer l'engin et son chauffeur ainsi que les usagers et leurs véhicules.

7. REMUNERATION :

A) PRIX FORFAIT CIRCUIT :

Chaque intervention sera rémunérée au prix forfaitaire de **48 €** pour la saison hivernale 2024-2025.

Prix calculé suivant les critères de l'annexe à la convention.

Cette rémunération couvre toutes les dépenses de personnel, d'assurances, de carburant, d'entretien, de réparation et d'amortissement du matériel.

B) PRIX HORAIRE :

Il est fixé à **100 € de l'heure** pour la saison hivernale 2024-2025.

C) FACTURATION :

La commune établira un **récapitulatif mensuel** des interventions effectuées et en adressera un exemplaire à l'Antenne de MURAT pour validation. Sur la base de ce constat mensuel, la commune établira une facture adressée à l'Antenne de MURAT pour paiement.

8. VALIDITE - RESILIATION :

La présente convention est conclue pour une année à compter de sa date de signature.

Elle sera tacitement reconduite chaque année **pour une durée maximale de cinq ans**.

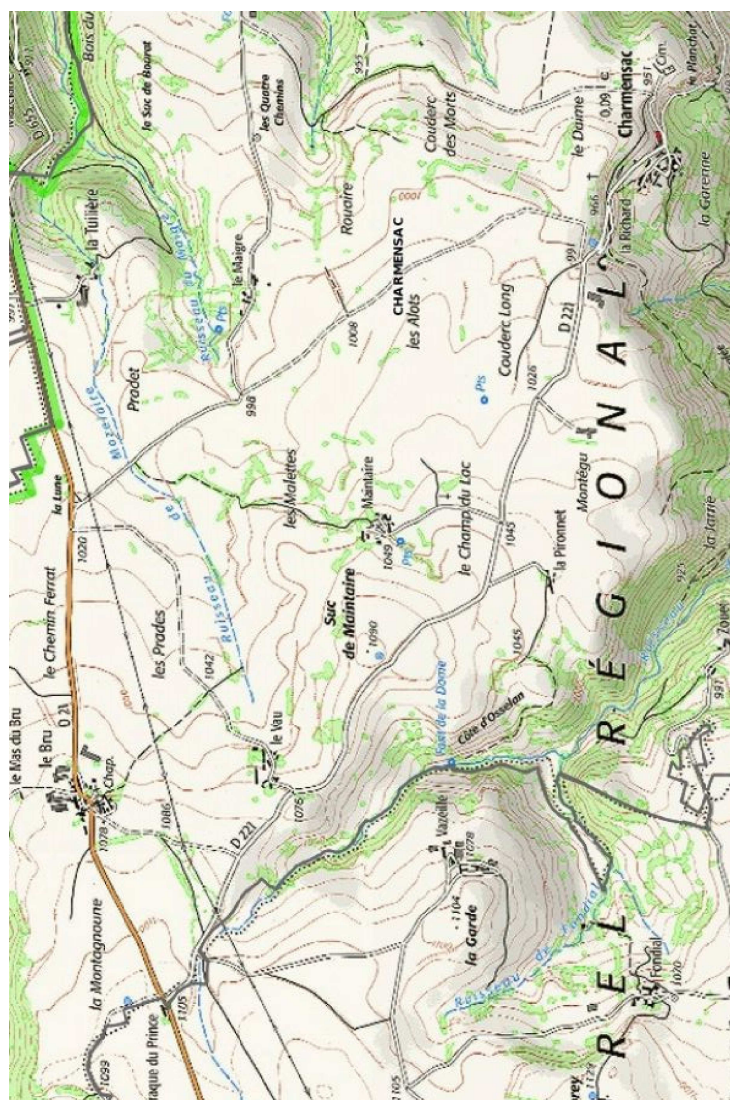
Sa résiliation pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties, formulée au plus tard avant le 30 septembre de chaque année.

Lu et approuvé,
Aurillac, le
Le Président du Conseil départemental

Lu et approuvé,
Charmensac, le
Le Maire de CHARMENSAC

Bruno FAURE

Christophe SOULIER



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-17

**Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes départementales -
Commune de Peyrusse**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNEZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°14CG05-01 du Conseil Général du 14 novembre 2014 adoptant le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale ;

- **APPROUVE** la convention avec la Commune de Peyrusse pour l'exécution du service hivernal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION POUR L'EXECUTION DU SERVICE HIVERNAL SUR CERTAINES ROUTES DEPARTEMENTALES

Entre

La Personne Publique : **Le Département du CANTAL**

Représentée par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental

Pôle Appui Territorial / Direction des Mobilités
Hôtel du département
28, Avenue GAMBETTA
15 000 AURILLAC

Et

La Commune de PEYRUSSE

Représentée par Monsieur André TRONCHE, Maire,
Mairie

XXXXXXXXXXXX

15 170 PEYRUSSE

Il a été convenu et arrêté ce qui suit,

1. OBJET DE LA CONVENTION :

Les stipulations de la présente convention concernent le déneigement de Routes Départementales (R.D.) du canton de MURAT.

A) CONSISTANCE DES PRESTATIONS :

Il s'agit de déneiger des R.D. secondaires dans les conditions définies ci-après. La prestation de déneigement sera effectuée sur le circuit prédéfini représenté sur la carte jointe en annexe.

B) NATURE DES PRESTATIONS DE DENEIGEMENT :

Les prestations consistent à déneiger des R.D. à l'aide d'un engin de déneigement et d'un outil de raclage. La Commune assure la totalité de la prestation de déneigement dans la journée. Ces prestations comprennent notamment la mise à disposition du véhicule et des outils de déneigement, les carburants, le personnel de conduite, les moyens de communication, les assurances et tous les consommables nécessaires.

En situation courante, l'opération de déneigement consiste au raclage de la neige pour dégager la partie revêtue de la route. En général, il est nécessaire d'effectuer un passage dans chaque sens de circulation, sauf dans le cas des chaussées de faible largeur. De même, la couche de neige est enlevée en une seule fois ; il n'est pas prévu de mettre systématiquement la chaussée « au noir », une fine pellicule de neige pouvant être tolérée sur la route.

Les opérations de déneigement s'effectuent à partir de 5h00/5h30 pour la première passe, et jusqu'à 19h00 au maximum, mais en fonction des événements météorologiques, ces opérations peuvent être renouvelées en cours de journée, voire se dérouler en dehors de la plage horaire courante. Chaque passage nouveau fera l'objet d'un règlement conformément au prix indiqué à l'article 7 ci-après.

Après la première ouverture quotidienne, les équipes du CONSEIL DEPARTEMENTAL peuvent également intervenir sur ce circuit au cours de la journée (non-exclusivité d'interventions), notamment pour le sablage éventuellement nécessaire.

2. LES INTERVENANTS :

*** LA PERSONNE PUBLIQUE :**

La convention sera exécutée sous l'autorité du Directeur des Mobilités du Conseil Départemental, qui procédera à la liquidation des sommes dues au titre des prestations effectuées.

Il assurera la vérification des conditions générales d'organisation et de coordination mises en place entre le titulaire et l'Antenne départementale de MURAT, qui est chargée du déclenchement et de la conduite des interventions.

L'Antenne de MURAT communiquera à la Commune de PEYRUSSE les coordonnées du Responsable d'Intervention.

*** LA COMMUNE :**

Préalablement au démarrage de la campagne, la Commune de PEYRUSSE portera à la connaissance de l'Antenne de MURAT les coordonnées du responsable de la mission objet de la convention.

L'organisation mise en place par la Commune de PEYRUSSE devra tenir compte des contraintes découlant de la législation du travail, notamment celles relatives à la durée des temps de conduite et de repos des chauffeurs.

3. MATÉRIEL MIS À DISPOSITION PAR LE PRESTATAIRE :

1) A) CONFORMITÉ :

Le matériel utilisé par la Commune de PEYRUSSE doit être conforme à la réglementation en vigueur et en particulier :

- au code de la Route
- à la norme NF P 98-795 relative à la signalisation, balisage et éclairage des unités d'intervention du service hivernal,
- au décret 96-1001 relatif aux engins de service hivernal et modifiant le Code de la Route
- à l'arrêté du 18/11/96 relatif aux poids, dimensions et signalisation des engins de service hivernal

Le matériel mis à disposition par la Commune de PEYRUSSE est le suivant :

- **Tracteur équipé d'une étrave transformable.**

La commune devra tenir compte des surcharges occasionnées par le matériel équipant le porteur, et de l'obligation de satisfaire aux conditions de R.T.I. exigibles pour les engins qui interviendront en viabilité hivernale.

2) B) PANNES OU DÉFAILLANCE DU MATÉRIEL :

En cas de défectuosité, de panne ou d'incident, la Commune de PEYRUSSE en informera au plus tôt le Responsable d'Intervention de l'Antenne de MURAT.

3) C) DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION :

La période dite « période hivernale » commence le 15 novembre (inclus) et se termine le 15 mars (inclus) de l'année suivante. Sa durée équivaut à 4 mois entiers. Durant cette période, la Commune de PEYRUSSE se tient à la disposition du Responsable d'Intervention pour assurer les prestations de déneigement qui font l'objet de la présente convention.

E) INTERVENTIONS COMPLEMENTAIRES DE L'ANTENNE :

Le Département du Cantal, Antenne de MURAT, peut intervenir sur le circuit en complément des prestations confiées à la Commune de PEYRUSSE, notamment pour l'exécution de sablage ou gravillonnage.

6. ASSURANCE :

La Commune de PEYRUSSE est tenue de contracter une police d'assurance pour garantir la responsabilité des accidents ou incidents pouvant impliquer l'engin et son chauffeur ainsi que les usagers et leurs véhicules.

7. REMUNERATION :

A) PRIX FORFAIT CIRCUIT :

Chaque intervention sera rémunérée au prix forfaitaire de **116 €** pour la saison hivernale 2024-2025. Prix calculé suivant les critères de l'annexe à la convention.

Cette rémunération couvre toutes les dépenses de personnel, d'assurances, de carburant, d'entretien, de réparation et d'amortissement du matériel.

B) PRIX HORAIRE :

Il est fixé à **100 € de l'heure** pour la saison hivernale 2024-2025.

C) FACTURATION :

La commune établira un **récapitulatif mensuel** des interventions effectuées et en adressera un exemplaire à l'Antenne de MURAT pour validation. Sur la base de ce constat mensuel, la commune établira une facture adressée à l'Antenne de MURAT pour paiement.

8. VALIDITE - RESILIATION :

La présente convention est conclue pour une année à compter de sa date de signature.

Elle sera tacitement reconduite chaque année **pour une durée maximale de cinq ans**.

Sa résiliation pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties, formulée au plus tard avant le 30 septembre de chaque année.

Lu et approuvé,

Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental

Lu et approuvé,

Peyrusse, le

Le Maire de PEYRUSSE

Bruno FAURE

André TRONCHE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-18

**Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes départementales -
Commune de Vernols**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNEZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°14CG05-01 du Conseil Général du 14 novembre 2014 adoptant le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale ;

- **APPROUVE** la convention avec la Commune de Vernols pour l'exécution du service hivernal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION POUR L'EXECUTION DU SERVICE HIVERNAL SUR CERTAINES ROUTES DEPARTEMENTALES

Entre

La Personne Publique : **Le Département du CANTAL**

Représentée par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental

Pôle Appui Territorial / Direction des Mobilités
Hôtel du département
28, Avenue GAMBETTA
15 000 AURILLAC

Et

La Commune de VERNOLS

Représentée par Monsieur David GENEIX, Maire,
Mairie
Le bourg
15 160 VERNOLS

Il a été convenu et arrêté ce qui suit,

1. OBJET DE LA CONVENTION :

Les stipulations de la présente convention concernent le déneigement de Routes Départementales (R.D.) du canton de MURAT.

A) CONSISTANCE DES PRESTATIONS :

Il s'agit de déneiger des R.D. secondaires dans les conditions définies ci-après. La prestation de déneigement sera effectuée sur le circuit prédéfini représenté sur la carte jointe en annexe.

B) NATURE DES PRESTATIONS DE DENEIGEMENT :

Les prestations consistent à déneiger des R.D. à l'aide d'un engin de déneigement et d'un outil de raclage. La Commune assure la totalité de la prestation de déneigement dans la journée. Ces prestations comprennent notamment la mise à disposition du véhicule et des outils de déneigement, les carburants, le personnel de conduite, les moyens de communication, les assurances et tous les consommables nécessaires.

En situation courante, l'opération de déneigement consiste au raclage de la neige pour dégager la partie revêtue de la route. En général, il est nécessaire d'effectuer un passage dans chaque sens de circulation, sauf dans le cas des chaussées de faible largeur. De même, la couche de neige est enlevée en une seule fois ; il n'est pas prévu de mettre systématiquement la chaussée « au noir », une fine pellicule de neige pouvant être tolérée sur la route.

Les opérations de déneigement s'effectuent à partir de 5h00/5h30 pour la première passe, et jusqu'à 19h00 au maximum, mais en fonction des événements météorologiques, ces opérations peuvent être renouvelées en cours de journée, voire se dérouler en dehors de la plage horaire courante. Chaque passage nouveau fera l'objet d'un règlement conformément au prix indiqué à l'article 7 ci-après.

Après la première ouverture quotidienne, les équipes du CONSEIL DEPARTEMENTAL peuvent également intervenir sur ce circuit au cours de la journée (non-exclusivité d'interventions), notamment pour le sablage éventuellement nécessaire.

2. LES INTERVENANTS :

*** LA PERSONNE PUBLIQUE :**

La convention sera exécutée sous l'autorité du Directeur des Mobilités du Conseil Départemental, qui procédera à la liquidation des sommes dues au titre des prestations effectuées.

Il assurera la vérification des conditions générales d'organisation et de coordination mises en place entre le titulaire et l'Antenne départementale de MURAT, qui est chargée du déclenchement et de la conduite des interventions.

L'Antenne de MURAT communiquera à la Commune de VERNOLS les coordonnées du Responsable d'Intervention.

*** LA COMMUNE :**

Préalablement au démarrage de la campagne, la Commune de VERNOLS portera à la connaissance de l'Antenne de MURAT les coordonnées du responsable de la mission objet de la convention.

L'organisation mise en place par la Commune de VERNOLS devra tenir compte des contraintes découlant de la législation du travail, notamment celles relatives à la durée des temps de conduite et de repos des chauffeurs.

3. MATÉRIEL MIS À DISPOSITION PAR LE PRESTATAIRE :

1) A) CONFORMITÉ :

Le matériel utilisé par la Commune de VERNOLS doit être conforme à la réglementation en vigueur et en particulier :

- au code de la Route
- à la norme NF P 98-795 relative à la signalisation, balisage et éclairage des unités d'intervention du service hivernal,
- au décret 96-1001 relatif aux engins de service hivernal et modifiant le Code de la Route
- à l'arrêté du 18/11/96 relatif aux poids, dimensions et signalisation des engins de service hivernal

Le matériel mis à disposition par la Commune de VERNOLS est le suivant :

- **Tracteur équipé d'une étrave transformable.**

La commune devra tenir compte des surcharges occasionnées par le matériel équipant le porteur, et de l'obligation de satisfaire aux conditions de R.T.I. exigibles pour les engins qui interviendront en viabilité hivernale.

2) B) PANNES OU DÉFAILLANCE DU MATÉRIEL :

En cas de défectuosité, de panne ou d'incident, la Commune de VERNOLS en informera au plus tôt le Responsable d'Intervention de l'Antenne de MURAT.

3) C) DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION :

La période dite « période hivernale » commence le 15 novembre (inclus) et se termine le 15 mars (inclus) de l'année suivante. Sa durée équivaut à 4 mois entiers. Durant cette période, la Commune de VERNOLS se tient à la disposition du Responsable d'Intervention pour assurer les prestations de déneigement qui font l'objet de la présente convention.

4. PERSONNELS :

Les personnels constituant les équipages des unités de traitement seront mis à disposition par la Commune de VERNOLS.

Chaque équipe comprendra un chauffeur et éventuellement, sur l'initiative du titulaire, un accompagnateur.

5. INTERVENTIONS :

A) CIRCUIT D'INTERVENTION : SECTIONS TRAITÉES PAR LA COMMUNE DE PEYRUSSE :

Le circuit d'intervention est celui indiqué sur la carte annexée. Il s'agit des sections de routes départementales suivantes :

RD 409 du PR 0+000 (De la RD 9) au PR 1+205 (Vernols), soit **1 205 ml**

D'où un linéaire conventionné de : soit un TOTAL de : **1 205 ml**.

B) PERMANENCE DE LA COMMUNE ET CONDITIONS D'EXECUTION :

- Pendant la période hivernale définie ci-dessus, l'équipage pourra être joint à tout moment par téléphone, pendant et en dehors des horaires et des jours normaux de travail, par le Responsable d'Intervention.
- Le chauffeur et éventuellement un accompagnateur pour le véhicule chargé d'effectuer le déneigement et le traitement au titre du présent contrat devront être prêts à intervenir sur simple appel téléphonique.
- Les équipes de la Commune de PEYRUSSE interviendront sous la direction technique du Patrouilleur du Centre Routier Départemental d'ALLANCHE ou du Responsable d'intervention de l'Antenne de MURAT.
- Les prestations à réaliser sont susceptibles d'intervenir n'importe quel jour, y compris samedis, dimanches et jours fériés, et à n'importe quelle heure (dans le cadre des niveaux de services fixés dans le DOVH du Conseil départemental).

N° Téléphone de la Mairie de VERNOLS : 04-71-20-41-98

N° Téléphone du Chauffeur : xx-xx-xx-xx-xx

N° Téléphone Antenne de MURAT : 04-71-23-18-02

N° Téléphone du CRD d'ALLANCHE : 04-71-20-41-38

C) MODALITES D'ALERTE :

L'alerte est uniquement donnée par le Patrouilleur d'ALLANCHE qui demandera par téléphone au responsable désigné par la Commune de VERNOLS de procéder aux opérations de déneigement et de traitement.

Si le responsable désigné par la Commune de VERNOLS constate qu'une chute de neige est en cours, alors qu'il n'a reçu aucune indication du patrouilleur, il pourra en informer ce dernier.

Les modalités d'intervention et l'objectif visé seront fixés par le patrouilleur d'ALLANCHE, en fonction des besoins et des conditions météorologiques.

D) INFORMATION ET COMMUNICATION PENDANT LES INTERVENTIONS :

Le chauffeur sera muni de moyens de communication téléphonique pour rester joignable par le Patrouilleur du CRD d'ALLANCHE.

Il devra en outre répondre à chaque demande du Responsable d'Interventions qui lui demandera sa position ou son avancement et l'état des chaussées ou du trafic sur le circuit.

E) INTERVENTIONS COMPLEMENTAIRES DE L'ANTENNE :

Le Département du Cantal, Antenne de MURAT, peut intervenir sur le circuit en complément des prestations confiées à la Commune de VERNOLS, notamment pour l'exécution de sablage ou gravillonnage.

6. ASSURANCE :

La Commune de VERNOLS est tenue de contracter une police d'assurance pour garantir la responsabilité des accidents ou incidents pouvant impliquer l'engin et son chauffeur ainsi que les usagers et leurs véhicules.

7. REMUNERATION :

A) PRIX FORFAIT CIRCUIT :

Chaque intervention sera rémunérée au prix forfaitaire de **20 €** pour la saison hivernale 2024-2025.

Prix calculé suivant les critères de l'annexe à la convention.

Cette rémunération couvre toutes les dépenses de personnel, d'assurances, de carburant, d'entretien, de réparation et d'amortissement du matériel.

B) PRIX HORAIRE :

Il est fixé à **120 € de l'heure** pour la saison hivernale 2024-2025.

C) FACTURATION :

La commune établira un **récapitulatif mensuel** des interventions effectuées et en adressera un exemplaire à l'Antenne de MURAT pour validation. Sur la base de ce constat mensuel, la commune établira une facture adressée à l'Antenne de MURAT pour paiement.

8. VALIDITE - RESILIATION :

La présente convention est conclue pour une année à compter de sa date de signature.

Elle sera tacitement reconduite chaque année **pour une durée maximale de cinq ans**.

Sa résiliation pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties, formulée au plus tard avant le 30 septembre de chaque année.

Lu et approuvé,

Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental

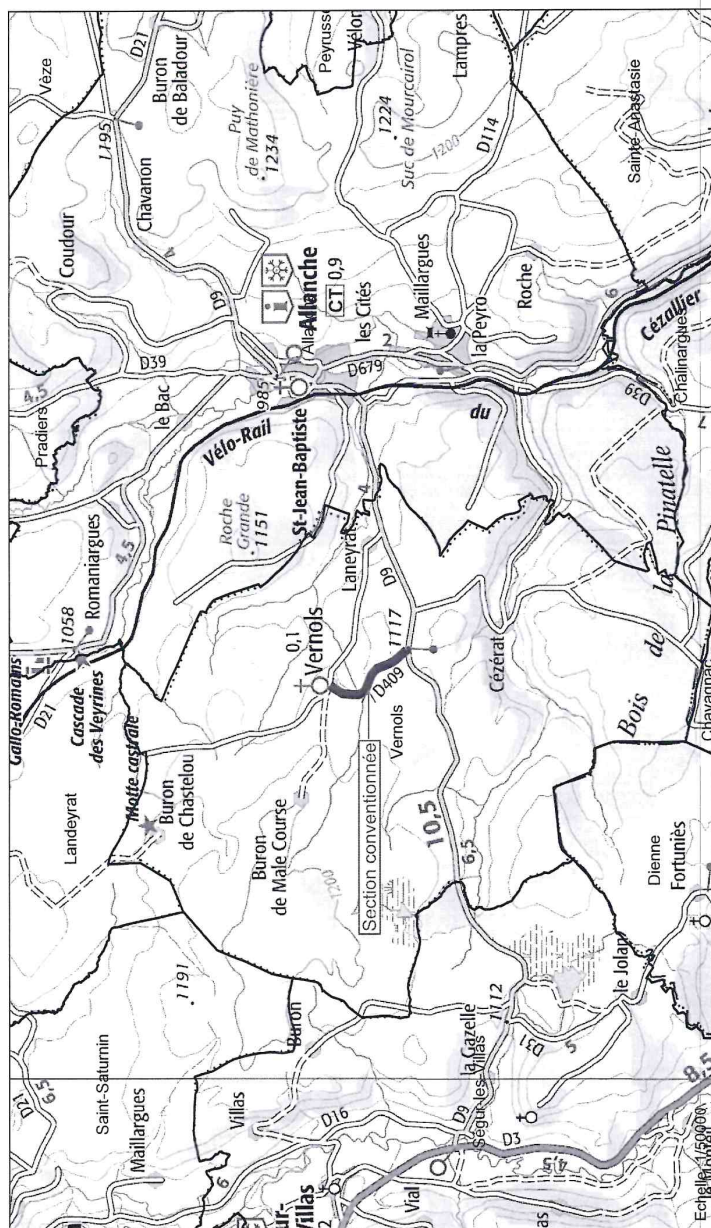
Lu et approuvé,

Vernols, le

Le Maire de PEYRUSSE

Bruno FAURE

David GENEIX



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-19

**Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes communales -
Commune de Vèze**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNEZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Aurélie BRESSON se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°14CG05-01 du Conseil Général du 14 novembre 2014 adoptant le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale ;

- **APPROUVE** la convention avec la Commune de Vèze pour l'exécution du service hivernal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION POUR L'EXECUTION DU SERVICE HIVERNAL SUR CERTAINES ROUTES DEPARTEMENTALES

Entre

La Personne Publique : **Le Département du CANTAL**

Représentée par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental

Pôle Appui Territorial / Direction des Mobilités
Hôtel du département
28, Avenue GAMBETTA
15 000 AURILLAC

Et

La Commune de VEZE

Représentée par Madame BRESSON Aurélie, Maire,
Mairie
Le Bourg
15 160 VEZE

Il a été convenu et arrêté ce qui suit,

1. OBJET DE LA CONVENTION :

Les stipulations de la présente convention concernent le déneigement des V.C. de la Commune de VEZE.

A) CONSISTANCE DES PRESTATIONS :

Il s'agit de déneiger des V.C. dans les conditions définies ci-après. La prestation de déneigement sera effectuée sur le circuit prédéfini représenté sur la carte jointe en annexe.

B) NATURE DES PRESTATIONS DE DENEIGEMENT :

Les prestations consistent à déneiger des V.C. à l'aide d'un engin de déneigement et d'un outil de raclage. Le Département assure la totalité de la prestation de déneigement dans la journée. Ces prestations comprennent notamment la mise à disposition du véhicule et des outils de déneigement, les carburants, le personnel de conduite, les moyens de communication, les assurances et tous les consommables nécessaires.

En situation courante, l'opération de déneigement consiste au raclage de la neige pour dégager la partie revêtue de la route. En général, il est nécessaire d'effectuer un passage dans chaque sens de circulation, sauf dans le cas des chaussées de faible largeur. De même, la couche de neige est enlevée en une seule fois ; il n'est pas prévu de mettre systématiquement la chaussée « au noir », une fine pellicule de neige pouvant être tolérée sur la route.

Les opérations de déneigement s'effectuent à partir de 5h00/5h30 pour la première passe, et jusqu'à 19h00 au maximum, mais en fonction des événements météorologiques, ces opérations peuvent être renouvelées en cours de journée, voire se dérouler en dehors de la plage horaire courante. Chaque passage nouveau fera l'objet d'un règlement conformément au prix indiqué à l'article 7 ci-après.

Après la première ouverture quotidienne, les équipes du CONSEIL DEPARTEMENTAL peuvent également intervenir sur ce circuit au cours de la journée (non-exclusivité d'interventions), notamment pour le sablage éventuellement nécessaire.

2. LES INTERVENANTS :

*** LA PERSONNE PUBLIQUE :**

La convention sera exécutée sous l'autorité du Directeur des Mobilités du Conseil Départemental, qui procédera à la liquidation des sommes dues au titre des prestations effectuées.

L'Antenne de MURAT communiquera à la Commune de VEZE les coordonnées du Responsable d'Intervention.

*** LA COMMUNE :**

Préalablement au démarrage de la campagne, la Commune de VEZE portera à la connaissance de l'Antenne de MURAT les coordonnées d'un responsable de la commune.

3. MATÉRIEL MIS À DISPOSITION PAR LE PRESTATAIRE :

1) A) CONFORMITÉ :

Le matériel utilisé par le Conseil Départemental doit être conforme à la réglementation en vigueur et en particulier :

- au code de la Route
- à la norme NF P 98-795 relative à la signalisation, balisage et éclairage des unités d'intervention du service hivernal,
- au décret 96-1001 relatif aux engins de service hivernal et modifiant le Code de la Route
- à l'arrêté du 18/11/96 relatif aux poids, dimensions et signalisation des engins de service hivernal

Le matériel mis à disposition par le Conseil Départemental est le suivant :

- **Camion 19 T équipé d'une étrave transformable.**

2) B) PANNES OU DÉFAILLANCE DU MATÉRIEL :

En cas de défectuosité, de panne ou d'incident, Conseil Départemental en informera au plus tôt la Commune de VEZE.

3) C) DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION :

La période dite « période hivernale » commence le 15 novembre (inclus) et se termine le 15 mars (inclus) de l'année suivante. Sa durée équivaut à 4 mois entiers.

4. PERSONNELS :

Les personnels constituant les équipages des unités de traitement seront mis à disposition par le Département du CANTAL.

5. INTERVENTIONS :

A) CIRCUIT D'INTERVENTION : SECTIONS TRAITÉES PAR LE DEPARTEEMENT DU CANTAL :

Le circuit d'intervention est celui indiqué sur la carte annexée. Il s'agit des sections de voies communales suivantes :

VC de la Tour, La VC du Lac, Les VC de Chazeloux et de la Terrisse.

D'où un linéaire total, conventionné de : **8 100 ml.**

B) PERMANENCE DU DEPARTEMENT :

- Pendant la période hivernale définie ci-dessus, les équipages pourront être joint à tout moment par téléphone, pendant et en dehors des horaires et des jours normaux de travail.
- Les équipes du Département interviendront sous la direction technique du Patrouilleur du Centre Routier Départemental d'ALLANCHE ou du Responsable d'Intervention de l'Antenne de MURAT.
- Les prestations à réaliser sont susceptibles d'intervenir n'importe quel jour, y compris samedis, dimanches et jours fériés, et à n'importe quelle heure. (dans le même cadre des niveaux de services fixés dans le DOVH du Conseil départemental).

C) MODALITES D'ALERTE :

L'alerte est uniquement donnée par le Patrouilleur d'ALLANCHE qui déclenchera une équipe pour intervenir.

Si le responsable désigné par la Commune de VEZE constate qu'une chute de neige est en cours, il devra alerter le patrouilleur du CRD d'ALLANCHE.

Les modalités d'intervention et l'objectif visé seront fixés par le patrouilleur d'ALLANCHE, en fonction des besoins et des conditions météorologiques.

6. ASSURANCE :

Le Département du CANTAL est tenue de contracter une police d'assurance pour garantir la responsabilité des accidents ou incidents pouvant impliquer l'engin et son chauffeur ainsi que les usagers et leurs véhicules.

7. REMUNERATION :

A) PRIX FORFAIT CIRCUIT :

Chaque intervention sera rémunérée sur la base du prix forfaitaire de **127 €** pour la saison hivernale 2024-2025.

Prix calculé suivant les critères de l'annexe à la convention.

Cette rémunération couvre toutes les dépenses de personnel, d'assurances, de carburant, d'entretien, de réparation et d'amortissement du matériel.

B) PRIX HORAIRE :

Il est fixé à **130 € de l'heure** pour la saison hivernale 2024-2025.

c) FACTURATION :

Le CONSEIL Départemental établira un **récapitulatif mensuel** des interventions effectuées et en adressera un exemplaire à la Commune de VEZE pour validation.

Sur la base de ce constat mensuel, la commune réalisera un échange de prestations, en fournissant des matériaux routiers (Graves 0/31.5, déchet 0/20 etc..) à hauteur des montants des prestations réalisées par le CONSEIL DEPRTEMENTAL du CANTAL.

8. VALIDITE - RESILIATION :

La présente convention est conclue pour une année à compter de sa date de signature.

Elle sera tacitement reconduite chaque année **pour une durée maximale de cinq ans**.

Sa résiliation pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties, formulée au plus tard avant le 30 septembre de chaque année.

Lu et approuvé,

Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental

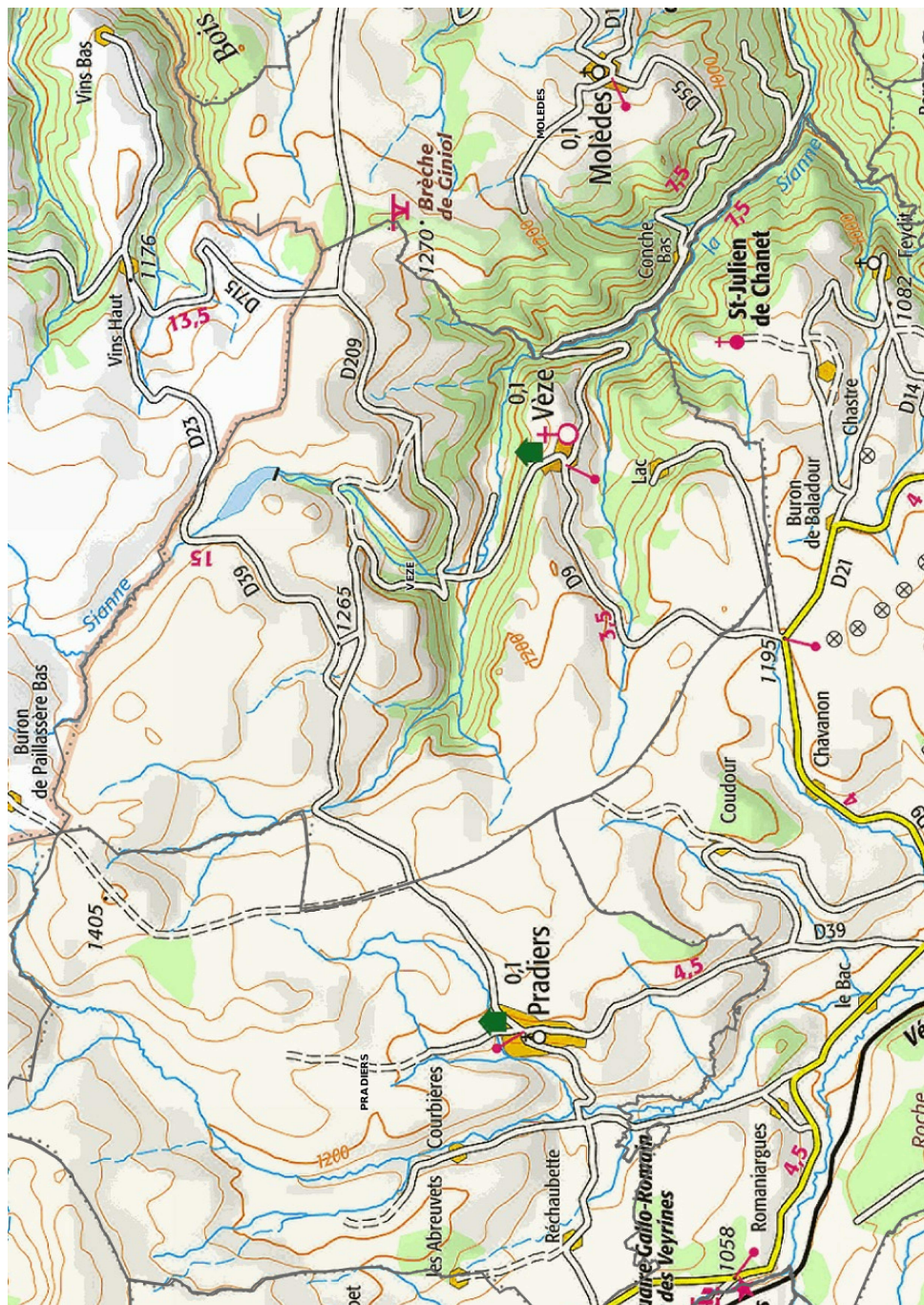
Lu et approuvé,

Vèze, le

Le Maire de VEZE

Bruno FAURE

Aurélie BRESSON



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-20

**Convention d'objectifs et de moyens 2024-2025
Habitat Jeunes Cantal**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant que le Conseil départemental reconnaît l'utilité et l'intérêt des foyers et service pour jeunes travailleurs comme outil d'insertion et de promotion sociale des jeunes par le logement ;

- **DECIDE** le versement à l'Association Habitat Jeunes Cantal des financements annuels suivants :

- 36 000 € alloués au titre de l'action socio-éducative menée par le service logement diffus, versés à la signature de la convention ;
- 24 000 € alloués au titre de l'action socio-éducative menée par le service logement collectif, versés à la signature de la convention.

- **APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens 2024-2025 entre l'Association Habitat Jeunes Cantal et le Conseil départemental dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 - nature 6568 - fonction 428 du Budget départemental 2025.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention d'objectifs et de moyens 2024-2025 **Habitat Jeunes Cantal - Conseil départemental du Cantal**

Entre :

- Le Département du Cantal, 28 avenue Gambetta – 15005 Aurillac Cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la commission permanente du Conseil départemental du 24 Novembre 2023, d'une part,

Et :

- L'Association Habitat Jeunes Cantal, 12 rue Agricole Perdiguier – 15000 Aurillac, représentée par son Président, Monsieur Jacob BENSAID, d'autre part,

PREAMBULE :

Vu le Code d'Action Sociale et des Familles et en particulier les articles L112-3, L221-1 ; L221-2, L222-5, L223-2, L312-1 ;

Considérant que le Conseil départemental reconnaît la nécessité de poursuivre son soutien aux activités exercées par l'Association « Habitat Jeunes Cantal » visant à faciliter l'insertion et la promotion sociale des jeunes par le logement, et offrant dans un cadre collectif, ou en logements individuels des solutions résidentielles permettant d'inscrire le Jeune dans une logique de parcours ;

Considérant que la convention annuelle entre Habitat Jeunes Cantal et le Département débute le 1^{er} janvier 2023 ;

Considérant que l'Association Habitat Jeunes Cantal est co-financée par divers organismes, dont la Caisse d'Allocations Familiales du Cantal (CAF), la Communauté d'Agglomération du bassin d'Aurillac, la Ville d'Aurillac, la Ville de Saint-Flour ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

Concernant l'hébergement collectif et conformément à la Charte de l'UNHAJ dont l'Association est signataire, conformément à la motion nationale d'orientation, Habitat Jeunes Cantal s'engage en fonction de son projet social et pédagogique à mettre en œuvre un accompagnement personnalisé articulé autour d'une dimension individuelle et collective en :

- Pérennisant son action "d'éducation à habiter" pour accompagner les jeunes vers un logement autonome et les préparer à devenir citoyen ;
- Soutenant les jeunes dans leur démarche professionnelle, leurs orientations, leurs recherches ;
- Utilisant la palette des services proposés (sports, activités, conseil de la vie sociale, travail sur l'alimentation, la santé...), comme moyen de réaliser l'apprentissage social, et le tissage des liens ;
- Continuant à porter une attention particulière aux jeunes en situation de fragilité.

Concernant l'hébergement diffus, l'Association Habitat Jeunes Cantal, conformément aux objectifs de l'UNCLAJ dont l'Association est adhérente, s'engage à développer une fonction sociale centrée sur la

résolution des problèmes de logement rencontrés par les jeunes, et ce, conformément à la circulaire n° 383 du 29 Juin 1990 relative à la mise en place et au fonctionnement des C.L.L.A.J. et la loi de lutte contre les exclusions du 29 Juillet 1998.

Habitat Jeunes Cantal s'engage sur l'objectif de travail suivant :

- Poursuivre l'action en direction des jeunes les plus défavorisés, grâce notamment à la sous location de logements auprès de bailleurs privés et publics, avec possibilité de "bail glissant", dès lors que le jeune est en mesure d'assumer un logement autonome.

De manière globale, les intervenants de l'association sont acteurs du réseau local de la Politique de la Jeunesse notamment à travers :

- La diffusion de tout document d'information (à l'intention des jeunes ou des propriétaires bailleurs) en vue de permettre à l'association de développer son action en direction des jeunes, de favoriser les contacts avec les propriétaires, et ainsi d'accroître l'offre de logements et faciliter l'intermédiation, notamment en veillant à l'état de performance énergétique des logements loués et en accompagnant les propriétaires bailleurs vers des dispositifs adaptés.
- L'inscription du projet associatif dans la mise en œuvre locale des politiques publiques liées au logement des jeunes. A ce titre, Habitat Jeunes Cantal peut susciter, coordonner des réflexions avec tous les partenaires concernés - SIAO/BALH, Missions Locales, Accent Jeunes, C.C.A.S, SOLIHA Cantal sur la recherche de nouvelles réponses.
- La mise en œuvre, la réalisation de projets liés au logement.

Article 2 :

L'association Habitat Jeunes Cantal mettra en œuvre des actions d'accompagnement socio-éducatif, conduisant des jeunes âgés de 16 à 30 ans, qu'ils soient isolés ou en couple, avec ou sans enfant, quel que soit le niveau de revenus à être autonomes dans la gestion d'un logement.

En ce qui concerne les étudiants, les actions seront menées en liaison étroite avec les collectivités et les bailleurs sociaux pour les questions relatives au logement. Pour cela, l'association examinera le principe d'un conventionnement avec les structures, organismes, s'intéressant à la question étudiante.

Article 3 :

Pour exercer ses missions déclinées en référence au projet associatif, l'Association garantit l'emploi de personnels ayant la qualification requise pour concevoir et conduire le projet d'animation de la structure.

Article 4 :

En contrepartie, le Conseil départemental s'engage à participer au financement de l'action socio-éducatrice mise en œuvre par l'association pour ses usagers selon les montants annuels prévisionnels suivants :

- Foyer des Jeunes Travailleurs ou autrement dénommé hébergement collectif : 24 000 € pour 26 places.
- Activité CLLAJ dont hébergement diffus : 36 000 € pour 44 places.

Ces deux montants seront versés à l'association à la signature de la convention.

Sous réserve du vote du budget départemental, la contribution financière du Conseil départemental sera reconduite selon les mêmes modalités en 2025.

Article 5 :

L'association s'engage à rechercher des financements complémentaires utiles à ses actions. Toute modification de ses activités, susceptible d'induire une adaptation de moyens devra être portée à la connaissance du Conseil départemental.

Article 6 :

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité conformément aux règles en vigueur et à adresser à tout moment une copie de ses documents de synthèse sur simple demande du Conseil départemental. L'Association s'engage à fournir au titre de l'année en cours, au plus tard pour le 30 Juin de l'année N+1 : le rapport d'activité, le compte de résultat, le bilan, l'annexe comptable, l'analyse de gestion de ses activités. Le Département se réserve le droit de faire effectuer les vérifications sur site qu'il jugerait nécessaires.

Article 7 :

La présente convention est conclue pour la période 2024 - 2025, sauf dénonciation par l'une des parties signataires deux mois au moins avant l'échéance signifiée aux autres contractants, par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants, en tant que de besoin.

Les financeurs se réservent le droit de faire effectuer les vérifications sur site qu'ils jugent nécessaires.

L'association s'engage à mettre à leur disposition les livres comptables et les pièces justificatives pour toutes vérifications auxquelles ils voudraient procéder.

Aurillac, le

Le Président du
Conseil départemental

Le Président de l'Association
Habitat Jeunes Cantal

Bruno FAURE

Jacob BENSARD

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-21

Attribution de subventions aux organismes et associations à caractère social - 2ème vague

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°23CD05-16 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant la répartition des crédits inscrits au budget 2024 pour l'action sociale ;

Vu l'avis de la 4^{ème} Commission 4 - Solidarité sociale réunie le 4 novembre 2024 ;

- ATTRIBUE des subventions aux divers organismes ou associations à caractère social pour un montant global de 46 700 € dont le tableau est joint en annexe de la présente délibération.

Ces dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 428 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

SUBVENTIONS AUX ORGANISMES ET ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL - ANNEE 2024

Chapitre 65 - article 65748 - fonction 428

Credits votés : 140 000 €

Credits disponibles : 96 300 €

Ligne 172

BENEFICIAIRES	OBJET DE LA DEMANDE	Subv. accordée 2022	Subv. sollicitée 2023	Subv. accordée 2023	Subv. sollicitée 2024	Subv. proposée	Subv. accordée
Association des sourds d'Aurillac et du Cantal ASACLIS	Fonctionnement	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Cantal Ecoute Cancer	Fonctionnement	1 500	4 742	2 000	2 700	2 000	2 000
Fédération du Cantal du Secours Populaire Français	Séjour à la Montagne						
Visite des Malades dans les Etablissements Hospitaliers	Formation des bénévoles	400	400	400	500	500	500
VERVH	Formation des bénévoles				400	400	400
Familles Rurales Fédération du Cantal	Fonctionnement	15 000	20 000	15 000	20 000	15 000	15 000
Chiens guides d'aveugles Limoges	Aide au financement de dressage de chiens	2 000			2 000	2 000	2 000
Association Rivages	Fonctionnement	500	500	500	500	500	500
UDAF	Point Info Familiales	5 000	8 000	8 000	10 000	8 000	8 000
	Le Lien		5 000	2 000		-	-
Comité départemental de la Randonnée Pédestre du Cantal	Projet Balade à roulettes				1 100	1 100	1 100
APF France handicap	Acquisition d'un véhicule PMR				5 000	5 000	5 000
Fédération des associations de conjoints survivants et parents d'Orphelins FAVEC	Fonctionnement	500	500	500	500	500	500
Aide Psychologique aux Entrepreneurs en Souffrance	Fonctionnement		1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Alaque APFSA	Aide exceptionnelle			5 000	5 000	5 000	5 000
Association TAMALOUS	Fonctionnement		1ère demande		700	700	700
Vaincre la Mucoconidose	Virade de l'espoir		1ère demande		1 000	1 000	1 000
ADARPE Colloque	Colloque		1ère demande		5 000	3 000	3 000
CCAS Arpilon Pôles Séniors	Projet séniors en vacances		1ère demande		400	-	-
TOTAL 2ème vague		25 900	41 142	35 400	61 800	46 700	46 700

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024**

DELIBERATION N°24CP09-22

**Appel à projets 2025 renforcement de l'accompagnement socioprofessionnel au sein des ateliers
et chantiers d'insertion**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE en un seul document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE) ;

- APPROUVE le lancement de l'appel à projets renforcement de l'accompagnement socioprofessionnel au sein des ateliers et chantiers d'insertion joint en annexe de la présente délibération.

Ces crédits seront inscrits au Budget départemental 2025 et seront imputés au chapitre 065, nature 6568, fonction 424.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



APPEL À PROJETS 2025

RENFORCEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIO- PROFESSIONNEL AU SEIN DES ATELIERS CHANTIERS-D'INSERTION

Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025

PRÉAMBULE

La loi du 1er décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

A ce titre, le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, élabore deux documents pluriannuels stratégiques et de planification, en concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués : le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi et le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi. Pour la période 2021-2025, le Département a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le PDIE et le PTIE dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociale et professionnelle adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion.

L'enjeu de ce PDIE-PTIE est d'accélérer le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité.

Le PDIE-PTIE fixe cinq engagements :

- Une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé,
- Un passeport vers l'emploi,
- Un parcours d'insertion sans obstacle,
- Une prise en compte des spécificités de chacun,
- Une offre d'insertion lisible et cohérente.

Le Département du Cantal a intégré depuis mars 2024 les territoires pilote de l'accompagnement rénové des allocataires du RSA et vient de signer le pacte local des solidarités en préfiguration également de la loi pour le Plein emploi du 18 décembre 2023 (n°2023-1196).

Engagé dans une politique volontariste d'insertion vers l'emploi, en plaçant l'emploi et l'activité au cœur de la démarche d'insertion, le Département entend poursuivre et renforcer l'accompagnement vers l'emploi des allocataires du RSA.

Le présent appel à projets est l'un des outils concrets qui tend à la réalisation de ces objectifs. Il vise à favoriser le retour et le maintien dans l'emploi des personnes allocataires du revenu de solidarité active et à inciter les Ateliers-Chantiers d'insertion(ACI) bénéficiant d'une aide au titre de l'année 2025 à proposer un accompagnement renforcé, intensif et adapté. A ce titre, elles répondent à un double enjeu : celle de l'accueil, l'embauche et la mise en situation de travail de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières et celle de la création et du développement d'activités utiles pour un territoire et ses habitants.

1-CONTENU DU PROJET ET OBJECTIFS POURSUIVIS

Les ateliers-chantiers d'insertion (ACI) qui ont développé une offre de services à destination des publics les plus éloignés de l'emploi sont idéalement positionnés. Levier vers un emploi classique et durable en réduisant la sélectivité du marché du travail, les Ateliers Chantiers d'insertion favorisent pour les publics les plus éloignés de l'emploi une meilleure appréhension de l'environnement socio-économique.

Cet appel à projets privilégie la mise en œuvre de projets qui permettront de dynamiser la recherche d'emploi des personnes. Au regard de cet objectif, il s'agit donc de :

- ✓ Proposer un accompagnement fondé sur une évaluation des compétences, des aptitudes et des motivations des bénéficiaires qui leur permette de définir leur propre parcours et de renforcer la confiance et l'estime de

soi nécessaire à leur intégration professionnelle. L'accompagnement proposé vise ainsi le développement de la personne. Le processus engagé doit permettre aux bénéficiaires « d'aller vers » les employeurs pour mieux connaître et analyser leurs besoins. Plusieurs « supports » peuvent être mobilisés : mise à disposition d'informations sur les évolutions du marché du travail local, définition du projet personnel et professionnel, bilan de compétences, stage de confirmation du projet professionnel, soutien adapté aux besoins spécifiques du bénéficiaire, orientation pour l'accès à la formation et à la qualification... L'accompagnement adapté aux problématiques des personnes peut prendre la forme d'un accompagnement individuel renforcé ou d'actions collectives, traitant à la fois des difficultés sociales et professionnelles des bénéficiaires.

- ✓ Développer les passerelles entre SIAE (de l'ACI vers l'AI, ETTI...) et entre les ACI et les entreprises afin de faciliter l'accès à l'emploi. Les bénéficiaires, parfois éloignés de l'emploi depuis un temps long, doivent pouvoir mieux connaître les attentes des employeurs (besoins des employeurs, critères de recrutement...), les offres disponibles, les perspectives dans les différentes filières professionnelles et bénéficier de « mises en situation de travail ». L'accompagnement vise ainsi à améliorer la rencontre entre les employeurs qui cherchent à recruter et les personnes qui recherchent un emploi. Plusieurs modalités d'action peuvent concourir à cet objectif : le repérage des opportunités et des nouveaux besoins des entreprises locales, la visite au sein d'entreprises qui recrutent, la mobilisation des périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP), la réalisation de stages de découverte en entreprise, l'animation de réseaux avec les acteurs économiques et les entreprises locales débouchant sur de nouvelles possibilités d'intégration des allocataires, la mise en œuvre d'actions conjointes visant à rendre les emplois non pourvus plus attractifs et moins instables.

2. PUBLIC ELIGIBLE

L'appel à projets vise directement les personnes éloignées de l'emploi résidant sur le territoire cantalien et plus particulièrement les allocataires du RSA. Les actions proposées dans le cadre de cet appel à projets pourront toutefois être élargies à d'autres publics sous réserve que la part des allocataires du RSA participant au projet représente à minima 40% de l'ensemble des participants recrutés à compter du 01/01/2025.

Les participants doivent bénéficier d'un agrément PASS IAE via la plateforme de l'inclusion (conditions d'éligibilité fixées dans ce cadre).

Le porteur veillera à proposer des activités permettant de garantir une mixité des publics (hommes et femmes).

3. PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Les candidats doivent déposer un projet se réalisant sur le territoire cantalien.

4. PORTEURS DE PROJETS ÉLIGIBLES

Cet appel à projets s'adresse uniquement aux opérateurs relevant du secteur de l'insertion par l'activité économique agréés par l'Etat et développant leur projet dans le Cantal. Sont concernés par cet appel à projets : Les Ateliers-Chantiers d'Insertion (ACI).

Le Conseil départemental s'appuie sur l'agrément IAE accordé par l'Etat lors du Comité Départemental d'Insertion par l'Activité Economique (CDIAE).

5. PÉRIODE DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

La période de réalisation des opérations devra obligatoirement se situer entre le 01 janvier 2025 et le 31 décembre 2025.

6. LIVRABLES ATTENDUS

Le porteur de projet s'engage à communiquer au Département au plus tard le 31 janvier 2026 :

- Bilans individuels de fin parcours pour chaque salarié en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) ou bilan intermédiaire si le salarié n'est pas sorti de l'ACI au 31/12/2025,
- Feuilles d'émargements cosignées par le salarié en insertion et le CIP lors de chaque entretien,
- Un bilan d'exécution présentant la mise en œuvre de l'opération et les résultats obtenus.

7. MODALITÉS DE SÉLECTION DES OPÉRATIONS

Les dossiers de candidature seront examinés par le Service Emploi Insertion qui apprécie l'éligibilité, l'opportunité et la faisabilité de l'opération au regard des objectifs définis.

Les projets ainsi retenus seront ensuite soumis à la validation de la Commission permanente. Ils feront l'objet d'une convention annuelle avec le Conseil départemental.

En cas de pièces manquantes ou d'informations complémentaires nécessaires, le service Emploi Insertion sollicitera le porteur de projet.

Lorsqu'une même structure porte plusieurs actions, un seul dossier sera accepté avec toutefois une description spécifique de chaque action.

Le Conseil départemental du Cantal soutiendra les projets mettant en œuvre un accompagnement renforcé dédié à une insertion professionnelle durable.

Une attention particulière sera également portée aux domaines d'activités, à la diversité des métiers proposés et aux perspectives de développement économique de l'opérateur.

Une couverture géographique équilibrée du département est également recherchée.

8. CRITÈRES DE SÉLECTION DES OPÉRATIONS

Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs prioritaires fixés dans le présent appel à projets en cohérence avec les orientations du PDIE-PTIE.

Les projets doivent être conduits au bénéfice des publics éligibles. Comme précisé au point 2, les actions proposées pourront toutefois être élargies à d'autres publics sous réserve que la part des personnes allocataires du RSA participant au projet représente à minima 40% de l'ensemble des participants pour obtenir la dotation maximale (cf partie 9).

Le dossier de candidature s'appuie par ailleurs sur une grille d'analyse comprenant 4 axes (dossier « demande de candidature 2025-Appel à projets ACI » à compléter) :

Axe 1- Moyens humains affectés à l'accompagnement social et professionnel (Chapitre III du dossier de candidature)

- Adéquation des moyens et des personnels affectés aux actions proposées

Compétences et qualifications des intervenants. A cet égard, l'encadrement socioprofessionnel devra être assuré par des professionnels qualifiés. Un référent au titre de l'accompagnement socioprofessionnel sera désigné pour chaque participant. En cas d'arrêt supérieur à 1 mois ou de départ anticipé du référent, le prestataire s'engage à identifier rapidement un autre accompagnateur disposant de compétences équivalente afin de ne pas créer de rupture dans l'accompagnement et à le signaler au service du Département le cas échéant.

Axe 2 – Mise en œuvre d'un accompagnement individualisé (chapitre III et IV du dossier de candidature)

1 heure d'entretien par mois à minima avec chaque salarié en insertion est attendue pour permettre la mise en place d'un parcours d'insertion formalisé devant mener à l'accès à une activité professionnelle durable et/ou à une formation en concertation avec les différents partenaires (référénts sociaux, France Travail, entreprises, organismes de formation) :

- L'accueil et l'intégration en milieu de travail (chapitre IV E et F du dossier de candidature) ; qualité et pertinences des méthodes et procédures d'intervention préconisées, outils pédagogiques et de suivis utilisés ;
- Valorisation des savoir-faire : la structure veillera à ce que le potentiel des salariés soit identifié et valorisé par la production d'un bilan de fin de parcours ;
- La formation des salariés en insertion : la formation professionnelle est indispensable pour compléter les acquis obtenus par le travail dans la structure ;

En matière de publics, le recrutement d'au moins 40% d'allocataires du RSA est attendu pour bénéficier de la dotation « RSA » maximum.

Axe 3 - La contribution à l'activité économique et au développement territorial

- Intensité de l'implication de la structure dans les partenariats locaux (entreprises classiques, autres SIAE, donneurs d'ordre...) accords éventuels liés à une filière d'activité... ;
- Perspectives de développement d'activité en lien avec les besoins du territoire, de nature à diversifier les activités supports de l'insertion et les profils des bénéficiaires. La relation directe avec les entreprises devra être recherchée notamment en s'appuyant sur les périodes de mise en situation professionnelle, les clauses sociales...

Axe 4- Outils d'évaluation

En termes de suivi, les structures devront privilégier la logique de parcours afin de permettre aux salariés en insertion de faire évoluer leur projet tant sur le plan social que professionnel ; à ce titre, un comité de suivi devra se réunir trimestriellement pour évaluer la situation de chaque salarié. Il associera notamment les prescripteurs du public, les référents de parcours et le service Emploi Insertion. Les structures devront rappeler que, conformément aux articles L 262-44 du code de l'action sociale et des familles et de l'article L226-13 du code pénal, tous les professionnels qui interviennent dans ces instances sont soumis au secret professionnel. Ces comités permettront également, de faire état du taux de recrutement des BRSA, des difficultés éventuelles et de tout autre point nécessaire de partager.

9. MODALITÉS DE FINANCEMENT

Le montant global de cet appel à projets est fixé à 250 000 € maximum.

La participation du Département dans le cadre de cet appel projets prendra en compte les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation des actions conduites en faveur des allocataires du RSA résidant sur le territoire cantalien.

Le financement des projets retenus dans le cadre de cet appel à projets seront établis selon deux types de dotations :

Dotation CIP

Une dotation maximale de 15 000 € par ETP de conseiller en Insertion Professionnelle (CIP) sera allouée aux porteurs de projets pour la prise en charge d'une partie du coût des ETP de CIP. Cette dotation sera calculée sur la base de la déclaration, en cours de validité faite dans l'annexe à la convention entre l'Etat et la structure porteuse.

Le versement de l'aide départementale se fera sur la base des justificatifs de réalisation suivants :

- Contrats de travail,
- Fiche de poste ou lettre de mission précisant la quotité d'heures consacrées à l'accompagnement socio-professionnel des salariés en insertion de l'ACI,

- CV et diplôme.

Dotation RSA

Le Département attend que la part des allocataires du RSA participant au projet représente à minima 40% de l'ensemble des participants recrutés à compter du 01/01/2025 jusqu'au 31/12/2025.

Une dotation maximale de 10 000 € par porteur de projets sera allouée pour encourager le recrutement de salariés en CDDI dont le statut, lors du recrutement, est allocataire du RSA. Pour percevoir la dotation maximum, la structure devra recruter au minimum 40 % de BRSA sur la période donnée.

Modalité de calcul de la dotation

Taux de BRSA recrutés du 01/01/2024 au 31/12/2024	Montant de la dotation
≥ 40 %	100%
≥ 30 %	75%
≥ 20%	30%
≥ 10%	15%
≥ 5%	5%
< 5 %	Pas de dotation

Afin qu'il soit procédé au calcul définitif et au paiement de l'aide allouée au titre de la dotation RSA, la structure devra présenter, au terme de l'action et au plus tard le 31/01/2026, l'ensemble des documents suivants :

- Attestation RSA du mois du recrutement du salarié en insertion,
- Contrat de travail initial,
- Bilan de fin de parcours,
- Liste de l'ensemble des salariés en insertion recrutés à compter du 1^{er} janvier 2025.

La dotation RSA sera attribuée au plus tard 30 jours après la production par la structure de l'ensemble des pièces nécessaires.

Le porteur de projet s'engage à faire figurer le logo du Département du Cantal sur les documents de restitution des résultats ainsi que sur tous les supports de communication envisagés.

10. MODALITÉS DE RÉPONSE

Le dépôt simultané de plusieurs projets par un même porteur n'est pas autorisé. Les dossiers de candidature devront comporter :

A/ Les pièces administratives suivantes :

- Courrier de demande de soutien financier adressé au Président du département, signé du responsable légal de la structure,
- Documents permettant l'identification du porteur de projet : Statut, SIRET, RIB, composition du Conseil d'administration et du bureau, copie de la publication au JO ou du récépissé de la déclaration à la préfecture,
- La convention IAE et l'agrément préfectoral pour l'année en cours faisant état du nombre de postes agréés (ou l'attestation de dépôt de la demande en cours d'agrément ou de renouvellement). En cas de production d'attestation de dépôt, l'agrément sera exigé au moment du calcul du solde par le Conseil départemental.
- Dernier bilan et compte de résultat approuvés,

- Dernier rapport du commissaire aux comptes,
- Ensemble des CV et des diplômes du personnel en charge de l'accompagnement socio-professionnel,
- Attestation de régularité fiscale (à actualiser tous les 6 mois),
- Attestation de non assujettissement à la TVA

Les documents obligatoires devront être transmis par le porteur de projet lors de sa candidature. Si certains documents sont manquants, le porteur du projet sera sollicité par le Conseil départemental et disposera d'un délai de 6 jours pour régulariser.

A défaut de production des documents, le dossier sera réputé non recevable.

B/ Dossier de candidature

Chaque porteur de projet(s) devra faire parvenir un dossier de candidature complet adressé par lettre recommandée avec avis de réception, avant le 08/01/2025 à 23H59 (date de réception des dossiers) au :

Président du Conseil départemental
Conseil départemental du Cantal
Service Emploi Insertion
Hôtel du département
28, Avenue Gambetta
15015 AURILLAC Cedex

La date de réception de ce dossier papier fera foi.

OU ce dossier devra être transmis par voie électronique à l'adresse suivante avec accusé de réception : dasei.sei@cantal.fr

Les dossiers ne respectant pas ces modalités seront considérés comme non recevable

11. RESULTATS ATTENDUS DE L'OPERATION

Indicateurs de réalisation et de résultats retenus :

- Caractéristiques globales du public,
- Nombre d'ARSA recrutés sur la période donnée,
- Liste des Arsa ayant bénéficié d'actions de formation, de PMSMP, missions clause sociale..., ayant intégré une formation qualifiante, ...
- Pourcentage des sorties dynamiques des Arsa sur le nombre total de sorties dynamiques,
- Liste des ARSA ayant participé à une action d'insertion permettant la levée de freins à l'emploi (actions mobilité, santé, etc.)

12. PILOTAGE DE L'ACTION ET SUIVI

Le porteur de projet fera chaque trimestre, lors de comité de suivi des parcours, un retour des accompagnements réalisés auprès du chef de projet insertion référent du Conseil départemental (et des entrées – sorties des salariés en insertion sur le trimestre écoulé). A cette occasion, pourra être également travaillée la suite de parcours proposée aux bénéficiaires en lien avec la structure accueillante.

Un comité de pilotage de l'opération, réunissant les représentants des structures retenues dans le cadre de cet appel à projets et des représentants du Département, sera mis en place et se réunira au moins une fois par an à l'initiative de la structure.

A l'occasion de ce comité de pilotage, le prestataire retenu fournira un bilan qualitatif et quantitatif de l'action respectant la trame fournie par le Service Emploi Insertion. Ce bilan permettra notamment d'expliquer les écarts qui auront pu survenir, et d'éclairer l'analyse des indicateurs demandés.

13. CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Lancement de l'appel à projets : 09/12/2024

Clôture du dépôt des candidatures de l'appel à projets : 08/01/2025

Les décisions du Département feront l'objet de notifications, par voie postale, après passage en Commission permanente.

CONTACTS

Pour toutes informations complémentaires sur cet appel à projet,

Merci de bien vouloir contacter le Service Emploi Insertion :

par courriel à : dasei.sei@cantal.fr

par téléphone :

Laurence GRANGER : 04.71.46.20.32

Morgane ALBEAUX : 04.71.60.52.22

Catherine BODART : 04.71.46.21.33

Martine SEMETE : 04.71.46.22.43

ou par courrier à : Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal

Hôtel de Département, 28, avenue Gambetta

15 015 AURILLAC Cedex

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-23

Appel à projets 2025 "Prise en compte des spécificités des gens du voyage"

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n° 21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE ainsi adoptés en un seul document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE).

- **APPROUVE** le lancement de l'appel à projets 2025 « Prise en compte des spécificités des gens du voyage », joint en annexe.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



APPEL À PROJETS 2025

PRISE EN COMPTE DES SPECIFICITES DES GENS DU VOYAGE

Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025

Le Conseil départemental du Cantal a adopté le **Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025** et délègue la mise en œuvre de la fiche action n°16 « Proposer un accompagnement adapté aux gens du voyage » via un appel à projets.

Celui-ci s'inscrit dans la **volonté manifestée par le Conseil départemental du Cantal de mobiliser davantage de moyens pour l'accès ou le retour dans l'emploi durable des gens du voyage en situation de précarité en concourant au renforcement quantitatif, qualitatif et financier des opérateurs de l'insertion et des opérations d'accompagnement.**

Le présent document expose les modalités de mise en œuvre complémentaire au **Document de Mise en Œuvre du PDIE** auquel il convient de se référer. **La demande d'aide est obligatoirement à déposer avant le 08/01/2024 à 23H59, par courrier ou par courriel, à l'attention du Président du Conseil départemental – Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal - Hôtel de Département - 28, avenue Gambetta - 15 015 AURILLAC Cedex.**

APPEL À MANIFESTATION D'INTERET - PRISE EN COMPTE DES SPECIFITES DE CHACUN

Référence au PDIE – ENGAGEMENT 4

- Fiche Action 16 : Proposer un accompagnement adapté aux gens du voyage

Constats

La loi du 1er décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

A ce titre, le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, élabore deux documents pluriannuels stratégiques et de planification, en concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués : le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi et le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi. Pour la période 2021-2025, le Département a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le PDIE et le PTIE dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociale et professionnelle adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion.

L'enjeu de ce PDIE-PTIE est d'accélérer le retour à l'emploi des allocataires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité.

Le PDIE-PTIE fixe cinq engagements, notamment celui de prendre en compte les spécificités de chacun.

C'est en ce sens que le Cd15 lance des appels à projets, pour mieux prendre en compte des besoins spécifiques de certains publics, parmi lesquels les personnes issues de la communauté des gens du voyage.

Depuis 2021, l'accompagnement effectué auprès des publics issus de cette communauté a permis à la fois de travailler les problématiques principales telles que l'illettrisme, l'accès au numérique, l'accès aux soins, etc. mais aussi de recenser les besoins de ce public dans l'optique de proposer un accompagnement plus adapté.

Par ailleurs, le Département du Cantal a intégré, depuis mars 2024, les territoires pilotes de l'accompagnement rénové des allocataires du RSA et vient de signer le pacte local des solidarités en préfiguration également de la loi pour le Plein emploi du 18 décembre 2023 (n°2023-1196).

Cette loi vise notamment à mettre en œuvre un accompagnement plus personnalisé des demandeurs d'emplois, une organisation rénovée et une coordination plus efficiente. Cette réforme devrait démontrer qu'une action plus collective et intensive sur l'orientation et l'accompagnement des personnes conduit à une meilleure insertion dans l'emploi.

Le présent appel à projets s'inscrit donc dans ce contexte et vise à proposer un accompagnement adapté et plus intensif au public issu de la communauté des Gens du Voyage.

Objectifs stratégiques

Développer des réponses adaptées aux publics des gens du voyage présentant des besoins spécifiques.

Objectifs opérationnels

Faciliter la présence régulière des professionnels de l'action sociale et de l'insertion dans les aires de gens du voyage du Cantal.

Accompagner le public vers une ouverture et un accès au droit commun.

Proposer un accompagnement et un soutien sur des questions relatives aux besoins et aux difficultés rencontrées par ce public (et notamment concourir à la revalorisation de l'image de la communauté parfois stigmatisée),

Inciter une plus grande proportion de gens du voyage à s'engager dans une insertion professionnelle en mobilisant des employeurs (agences intérim, atelier chantier d'insertion...).

S'inscrire dans une démarche de coordination pour fluidifier les parcours d'insertion sociale ou professionnelle de ce public.

Types d'opérations prévues

Opération d'accompagnement spécifique des personnes présentes sur les aires de gens du voyage en complément de la mission de coordination des gens du voyage (portée par la Fédération des Centres Sociaux) et des autres partenaires intervenant auprès de ce public (centres sociaux, CCAS, action sociale et PPAPE, gestionnaires des aires...).

Le Conseil départemental du Cantal souhaite que **les thématiques suivantes soient travaillées** pour maintenir les efforts engagés et s'appuyer sur les potentialités :

- **Parentalité** : lien parent – enfant, éveil de l'enfant, loisirs créatifs, sensibilisation autour des notions liées à la parentalité, à la scolarisation (sensibilisation, découverte et accompagnement) et au suivi médical (en lien avec les PPAPE).
- **Insertion professionnelle** : permettre de travailler l'insertion (des jeunes comme des adultes) à la fois pour avancer sur le parcours d'insertion des GDV et à la fois pour sensibiliser les acteurs économiques des territoires dans l'objectif d'un rapprochement (intérim, contrat à durée déterminée, stage découverte...)
- **Valorisation des savoir-faire et des savoir-être** : permettre aux GDV de valoriser leurs savoir-faire et de créer. Cela peut prendre la forme d'un projet collectif, d'un projet d'aménagement, etc. Un travail de valorisation de l'image de la communauté serait souhaitable pour palier à la difficulté de stigmatisation souvent évoquée par ce public.
- **Illettrisme** : permettre aux GDV d'aller vers l'apprentissage de la lecture et de l'écriture notamment pour une plus grande autonomie et un accès facilité au droit commun en utilisant des supports adaptés et qui suscitent l'intérêt.
- **Numérique** : en complémentarité de la notion d'illettrisme, l'accompagnement vers le numérique doit permettre une autonomie du public dans les démarches dématérialisées, et notamment liées au droit RSA, sécurité sociale, recherches d'emploi, etc.
- **Lien social et mixité** : favoriser les échanges avec d'autres publics dans le cadre d'un projet collectif ou en lien avec un support permettant l'échange de savoirs, la valorisation du territoire ou l'intérêt général.

L'offre proposée par le(s) porteur(s) de projets **devra traiter des thématiques citées ci-dessus**.

Une attention particulière devra être apportée aux moyens de communication utilisés. Ceux-ci devront permettre de vulgariser les informations pour favoriser la réussite des ateliers et l'atteinte des objectifs..

Types de bénéficiaires visés

Tous les acteurs de l'offre territoriale d'insertion.

Principaux groupes cibles visés par ces actions

Les personnes présentes sur les aires de gens du voyage en situation, ou menacées de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable.

De manière plus globale le public visé est composé des Gens du Voyage Allocataires du RSA, Travailleurs Handicapés, ou jeunes sortant de l'ASE, qu'ils stationnent sur les aires d'accueil, résident en terrains familiaux ou en habitats permanents.

Une attention particulière est attendue concernant le public issu de la communauté des Gens du Voyage allocataire du RSA pour lequel les modalités d'accompagnement devront s'inscrire dans la Loi pour le Plein emploi du 18 décembre 2023 (n°2023-1196).

Éligibilité temporelle

La période de réalisation des opérations doit être incluse entre le **1^{er} janvier 2025** et le **31 décembre 2025**.

Les dépenses liées à la réalisation des opérations seront retenues si elles ont été effectivement payées au plus tard trois mois après la fin de la période de réalisation de l'opération sous réserve qu'un dossier de demande complet ait été reçu avant la date butoir de dépôt des dossiers de réalisation.

Modalité d'intervention

L'appel à projets ne prévoit ni montant de subvention plancher, ni montant de subvention plafond, ni coût total opération plancher ou plafond. Pour autant, le Conseil départemental déterminera annuellement une enveloppe pour chaque orientation qui conditionnera l'accès au soutien sous des crédits disponibles.

Le taux maximum d'aide du Département peut aller jusqu'à 100% de l'opération. Pour autant, les opérations bénéficiant d'un concours de l'Union européenne (FSE+), de l'État et/ou des collectivités territoriales seront privilégiées.

À la suite de la décision de la Commission permanente et après signature de la convention attributive de l'aide départementale, le Département pourra procéder au versement d'une avance équivalent à maximum 60% de la subvention octroyée. Aucun acompte ne sera versé lors de la réalisation de l'opération. Le solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet.

CONTACTS

Pour toutes informations complémentaires sur cet appel à projet,
merci de bien vouloir contacter le Service Emploi Insertion :

par courriel à : dasei.sei@cantal.fr

par téléphone :

Laurence GRANGER : 04.71.46.20.32

Morgane ALBEAUX : 04.71.60.52.22

Catherine BODART : 04.71.46.21.33

Martine SEMETE : 04.71.46.22.43

ou par courrier à : Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal
Hôtel de Département, 28, avenue Gambetta
15 015 AURILLAC Cedex

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-24

Convention type relative à la mise à disposition de véhicules électriques dans le cadre du Contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France travail

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 25 voix pour - 5 non-participation(s), Gilles COMBELLE, Marie-Hélène CHASTRE, Magali MAUREL et Valérie RUEDA se retirent et ne participent pas au vote. Vincent DESCOEUR ne participe pas au vote par le pouvoir donné à Isabelle LANTUEJOUL.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la Loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le Plein Emploi ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'insertion et l'emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°22CD04-6 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 approuvant la modification du règlement départemental d'aide sociale intégrant le droit à l'aide à la vie partagée ;

Vu la délibération n°24CD01-5 du Conseil départemental du 29 mars 2024 approuvant le contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail ;

Vu la délibération n°24CP05-17 de la Commission Permanente du 31 mai 2024 approuvant l'avenant n°1 au Contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme de France Travail 2024-2025 ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour un montant global de 50 000 € répartis comme suit aux partenaires désignés :

Bénéficiaires	Nombres voitures	Montant financier en euros
AFAPCA	1	2 000
Aurore	3	6 000
Ydéalis	2	4 000
Gentiane avenir	3	6 000
Adapei	3	6 000
DispoServices	3	6 000
Acart	3	6 000
Centre Social Marmiers	2	4 000
Centre Social Saint-Flour	2	4 000
Centre Social Mauriac	2	4 000
TOTAL	24	48 000

Les 2 000 € non attribués serviront à financer les équipements obligatoires à mettre dans chaque voiture.

- **APPROUVE** la convention type de mise à disposition entre le Conseil départemental et chaque partenaire désigné dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdites conventions avec chacun des partenaires désignés.

La dépense d'un montant global de 50 000 € maximum sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 065, nature 6568, fonction 424 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
AU GESTIONNAIRE
DANS LE CADRE DE LA MISE A DISPOSITION DE VEHICULES
ELECTRIQUES**

Entre

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 29 novembre 2024, ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

Et

XXXXXXX, ADRESSE, 15XXX COMMUNE, représentée par son Président, XXXX, ci-après désigné par les termes « le gestionnaire »,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement départemental d'aide sociales adopté par délibération n°22CD04-06 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la Loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le Plein Emploi ;

Vu la délibération n° 24CD01-5 du Conseil départemental du 29 mars 2024 approuvant le contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail ;

Vu la délibération n°24CP05-17 du Conseil départemental du 31 mai 2024 approuvant l'avenant au Contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme de France Travail 2024-2025 ;

Vu la délibération n° XXXX de la Commission Permanente du Conseil départemental du 29 novembre 2024.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La loi du 1er décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

Le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi et le Pacte Territorial pour l'Insertion pour l'Emploi dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociale et professionnelle adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion. C'est donc un Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) et un Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi (PTIE) qui définit la politique commune au Département et à ses partenaires pour la période de 2021 à 2025 dans le Cantal avec une approche décloisonnée entre les publics et les directions du Département intervenant dans le champ des solidarités (enfance famille, autonomie, action sociale et insertion).

Dans le cadre de la réforme de France Travail comme du Pacte national des solidarités, l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont les plus éloignées est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires. C'est dans ce cadre que l'Etat et le Conseil départemental du Cantal se sont engagés pour déployer des actions communes relevant du champ des solidarités.

Si l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi est évidemment fonction de leurs niveaux de compétences et de qualifications, elle dépend également de leur capacité à se déplacer : que ce soit pour participer à un entretien d'embauche, suivre une formation ou occuper un emploi, c'est bien la question de l'accessibilité à l'opportunité professionnelle qui se pose. Souvent présentée comme un « passeport vers l'emploi », la mobilité géographique peut également entraver les parcours d'insertion de ceux qui -pour des raisons matérielles, financières, cognitives, ou encore psycho-sociales - ont des pratiques de déplacement limitées. Pluriels et complexes, les freins à la mobilité géographique jouent un rôle déterminant dans la réalisation de nombreuses trajectoires professionnelles.

Dans le cadre de leur politique de soutien aux publics les plus précaires, le Département et l'Etat s'engagent pour apporter des réponses concrètes aux problèmes de mobilité en mettant à disposition gracieusement des véhicules sans permis électriques.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition gracieuse de véhicules sans permis électrique du Département.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES VEHICULES MIS A DISPOSITION

Le Département met à disposition du gestionnaire, en l'état et sans réserve, les véhicules :

Marque :
Modèle :
Immatriculation :
Places (conducteur compris) :
Habillage et flocage : ☐ OUI ☐ NON

Ces véhicules seront tous équipés d'un dispositif de géolocalisation permanent.

ARTICLE 3 – OBJET DE L'USAGE DU VEHICULE

Le prêt du véhicule est uniquement consenti pour des déplacements en lien avec l'objet de la convention, à savoir :

- Mise à disposition des véhicules sans permis auprès d'usagers freinés dans leur maintien dans l'emploi, dans leurs opportunités de retour à l'emploi ou dans leur entrée en formation,
- Mise à disposition des véhicules sans permis auprès d'usagers freinés dans des démarches d'insertion sociale,
- Mise à disposition des véhicules sans permis dans le cadre de l'apprentissage de la conduite.

Le véhicule ne pourra en aucun cas être utilisé pour :

- Transporter des marchandises ou des personnes contre rémunération ou dans le cadre d'une sous-location,
- A des fins illicites ou personnelles,
- Pour transporter des matières inflammables, explosives, toxiques ou dangereuses,
- Pour tracter, remorquer ou déplacer un autre véhicule d'une façon quelconque.

ARTICLE 4 – DEFINITION DU PUBLIC CONCERNE PAR LES MISES A DISPOSITION

Les usagers doivent résider sur le territoire cantalien.

Ils peuvent être dans différentes situations de précarité : jeunes en insertion, demandeurs d'emploi, allocataires du RSA.

Les personnes sous le coup d'une annulation de permis avec interdiction de conduire prononcée par un juge ne peuvent pas conduire une voiture sans permis.

Pour **conduire une voiture sans permis**, il faut être âgé d'au moins 14 ans. Toutefois, il existe deux cas de figure :

- Les personnes nées avant 1988 peuvent conduire une voiturette sans formalité particulière (ni code, ni permis de conduire).
- Les personnes nées à partir du 1er janvier 1988 doivent être titulaires de la catégorie AM du permis de conduire (ex : BSR) pour pouvoir utiliser une voiturette.

ARTICLE 5 – PRINCIPES GENERAUX DE LA MISE A DISPOSITION

5-1 Procédure de réservation d'un véhicule

Pour accéder au dispositif, une prescription doit être **obligatoirement** être réalisée par l'accompagnateur social ou professionnel du bénéficiaire. Celle-ci doit être adressée directement à XXXX @.fr et en copie au service insertion du Conseil départemental au cizoulet@cantal.fr.

La demande de réservation ne vaut pas acception de la mise à disposition.

5-2 Prescripteurs habilités

Le public est orienté sur le dispositif par son référent via une fiche de prescription (annexe 1). Les structures habilitées sont :

- Référents uniques RSA,
- Structures de l'Insertion par l'activité économique (Atelier Chantier d'insertion (ACI), Association intermédiaire(AI), Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), Entreprise d'Insertion (EI)
- France Travail,
- Mission Locale,
- Cap Emploi,

- AFAPCA, Garage solidaire,
- Centres sociaux

5-3 Motifs de la location

Les véhicules sont loués lorsqu'un problème de mobilité a été repéré et peut compromettre un projet professionnel ou un parcours d'insertion sociale ou de santé.

- Un entretien d'embauche
- Un contrat de travail
- Une mission intérim
- Un stage ou une formation
- Une démarche administrative importante
- Un rendez-vous médical particulier
- Démarches d'insertion sociale

5-4 Durée de la mise à disposition

La durée maximale de location est de 3 mois. Le temps pour chacun de travailler son projet de mobilité autonome. Si besoin, une orientation vers un dispositif d'accompagnement à la mobilité pourra être prescrit.

5-5 Les documents à fournir

Les documents à fournir sont les suivants :

- Prescription complétée par le référent,
- Copie de la pièce d'identité/passeport
- Copie du BSR (catégorie AM) pour les personnes nées à partir du 01/01/1988,
- Attestation de responsabilité civile,
- Justificatifs d'éloignement de l'emploi,
- Le chèque de caution

5-6 Tarif de la mise à disposition

- Caution :
Une caution de 150 € est demandée au bénéficiaire lors de la signature du contrat. Cette caution n'est pas encaissée mais peut en cas d'infraction au code de la route, dégradation ou non entretien du véhicule être gardée en partie ou dans sa totalité. Elle est restituée 1 mois après la fin de la location.
- Tarif de la location :
En cas de location sur une période de 1 mois et plus, le véhicule reste à disposition le week-end. Toutefois, aucune prise en charge financière ne peut être accordée sur les jours non travaillés.

Tarif location

Tarif journalier	13€
Forfait hebdomadaire	35€
Forfait mensuel	150 €

Dans le cadre de la prise en charge des frais de location et conformément au règlement intérieur des aides individuelles du Conseil départemental, une aide à l'insertion peut être allouée à des allocataires du RSA engagés dans un processus d'insertion professionnelle. Le financement de ces aides se fait dans la limite des crédits disponibles.

5-7 Versement de la participation

La prestation est payable directement à l'association. Le prix de la location comprend :

- L'assurance,
- La mise à disposition du véhicule

ARTICLE 6 – ENGAGEMENT DU GESTIONNAIRE

Le gestionnaire s'engage à :

- Assurer la gestion des mises à disposition des véhicules en conformité avec :
 - La présente convention,
 - L'objet de la demande d'utilisation,
 - La réglementation en vigueur (code de la route, code des assurances...),
 - Les contraintes techniques du véhicule
 - L'objet de la demande d'utilisation du véhicule.
- A établir systématiquement avec le conducteur un contrat de mise à disposition fixant les engagements suivants (cf annexe 2) :
 - Maintien du véhicule dans son état initial et à la présentation aux révisions (états des lieux),
 - Interdiction du prêt du véhicule sans l'autorisation de l'association,
 - Interdiction de transports de matériels ou matériaux,
 - Respect des règles de sécurité et de circulation routière,
 - Règlement des contraventions éventuelles ainsi que les dommages subis par le véhicule,
 - Respect du délai de restitution du véhicule,
 - Règlement de la participation aux frais
 - Interdiction de fumer, de boire et de manger à l'intérieur du véhicule
- Assurer l'entretien courant du véhicule ;
- Souscrire un contrat d'assurance tous risques

L'association s'engage à avoir une utilisation du véhicule qui ne portera pas atteinte à l'image de la collectivité

ARTICLE 7 - RESPONSABILITES

Le Département certifie que le véhicule est en règle et en particulier à jour du contrôle technique.

Depuis la prise en charge du véhicule et ce jusqu'à sa restitution, le gestionnaire en assume la garde et l'entière responsabilité, en circulation ou en stationnement.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

Le gestionnaire souscrit un contrat d'assurance tous risques pour ces véhicules pour garantir les risques qui lui incombent du fait de la présente convention.

De ce fait, le gestionnaire assume la responsabilité des accidents qui pourraient être causés aux tiers à l'occasion ou par le fait de l'utilisation du véhicule mis à disposition.

Le gestionnaire devra fournir une attestation d'assurance stipulant que ses activités ainsi que les biens matériels présents dans le véhicule sont couverts par leur assurance.

Il prendra à sa charge exclusive :

- L'action en recours contre les tiers éventuellement responsables,

- La réparation des dommages matériels, corporels et immatériels causés aux tiers par les véhicules prêtés ;
- Les frais liés à toute action en justice pour des faits dommageables imputables au véhicule prêté (frais de procédure, avocat...).

ARTICLE 9 – PROCEDURES EN CAS D'ACCIDENT, DE VOL OU D'INFRACTION AU CODE DE LA ROUTE

9-1 Procédure en cas d'accident ou de vol

Le gestionnaire, responsable du véhicule doit immédiatement avertir les forces de police ou de gendarmerie et le Département en cas d'accident, de vol, de perte, d'incendie, ou d'autre dégradation et faire établir un rapport ou procès-verbal attestant les conditions dans lesquelles est intervenu l'incident.

- S'il est dressé un ou des constats amiables, ceux-ci doivent être remplis sur les lieux de l'accident, avec le ou les conducteurs, conformément aux usages et à la réglementation.
- En cas de refus de l'autre conducteur de signer le constat amiable, le numéro d'immatriculation du véhicule adverse doit être relevé par le responsable du véhicule.

9-2 Infraction au code de la route

En cas d'infraction au code de la route durant la durée de la mise à disposition, le gestionnaire s'engage à :

- En cas de réception d'un avis de contravention par le Département, à transmettre au Service des Assemblées et Affaires Juridiques du Département (juridique@cantal.fr) les nom prénom, date de naissance, adresse du conducteur au moment de l'infraction. Le département procédera à la désignation du conducteur ayant commis l'infraction à l'officier du ministère public.

ARTICLE 10 – CONDITIONS FINANCIERES

La présente mise à disposition est à titre gratuit.

Les frais suivants sont à la charge du gestionnaire :

- Rechargement de la batterie
- Paiement de la franchise, prévu au contrat d'assurance, dans le cas d'un accident responsable ou de dégradations du véhicule lors de sa mise à disposition ;
- Le remplacement de la clé du véhicule en cas de perte (remboursement des frais réellement engagés par le Département, sur une présentation d'une facture) ;
- Le duplicata de la carte grise en cas de perte ; (remboursement des frais réellement engagés par le Département, sur une présentation d'une facture) ;
- Si le véhicule n'est pas restitué à l'échéance convenue, le Département se réserve le droit de reprendre le véhicule, en quelque lieu où il se trouve et aux frais du gestionnaire emprunteur (remboursement des frais réellement engagés par le Département, sur une présentation d'une facture) ;
- Assurance

La durée de mise à disposition, le trajet et l'objet du déplacement sont fixés dans le formulaire de mise à disposition.

ARTICLE 11 – MODALITES DE REMISE ET DE RESTITUTION DU VEHICULE

A la restitution, les véhicules doivent être en l'état où ils ont été confiés. Un état détaillé contradictoire des véhicules sera effectué.

ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE

12.1 Echanges d'informations- protection des données personnelles- confidentialité

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties sont susceptibles de recueillir et échanger des données personnelles concernant les bénéficiaires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Toute donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre ou à laquelle les parties pourraient avoir accès dans le cadre de la présente convention, ne peut être utilisée que pour la mise en œuvre de son objet.

Ces données personnelles sont conservées par le gestionnaire pendant la durée de mise en œuvre de la présente convention et seront détruites par ce dernier à son terme, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Conformément à la loi « Informatique et Liberté », les bénéficiaires pourront exercer leurs droits d'accès aux données, de rectification ou d'opposition en contactant le délégué à la protection des données du Département à l'adresse suivante : dpo@cantal.fr ou à [Délégué à la Protection des Données, Direction des Affaires Juridiques, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac](#).

En cas de violation de ces données personnelles traitées par le gestionnaire (perte, vol, divulgation, altération, ...), celui-ci en informe le délégué à la protection des données du Département dans un délai de 48h après en avoir pris connaissance.

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des informations échangées dans le cadre de la présente convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

12.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, le gestionnaire s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental et de l'Etat, à savoir :

Le gestionnaire s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental et de l'Etat à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication du gestionnaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

ARTICLE 13 : DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du **1^{er} janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2026**. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenant(s).

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 14 – SUIVI DE LA CONVENTION

Afin de favoriser le suivi et la bonne mise en œuvre de l'action, et le cas échéant son adaptation aux difficultés rencontrées, il est prévu la tenue :

- D'un comité de suivi intermédiaire

Ce comité de suivi sera mis en place par l'association porteuse à mi-parcours de l'action afin de :

- Dresser un bilan intermédiaire faisant apparaître les informations suivantes :
 - Durée moyenne de location,
 - Type de motifs de location,
 - Profil des loueurs (statut, localisation, projet...)
 - Objectifs atteints grâce à la location (emploi, lien social, accès aux soins...)
 - Profil des prescripteurs.
- Réajuster l'action en cas de difficultés particulières.

Il réunira le porteur de projet, les représentants de l'Etat, les représentants du Conseil départemental.

- D'un comité de pilotage

Composé des représentants de la structure, du Conseil départemental et de l'Etat, le comité de pilotage doit permettre de qualifier et quantifier l'opération

- Nombre de mises à disposition réalisées ;
- Caractéristiques des utilisateurs ;
- Résultats obtenus ;
- Difficultés rencontrées ;

ARTICLE 15 – DEFINITION ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention accordée au gestionnaire pour la gestion des mises à disposition de véhicule est plafonnée à 2 000 € par véhicule géré.

La subvention est versée à la signature de la convention.

Un réajustement financier sera réalisé en cas de non-exécution totale ou partielle de l'action.

ARTICLE 16 - RESILIATION

16.1 : A l'initiative du gestionnaire

Le gestionnaire peut mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

16.2 : A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au gestionnaire, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du gestionnaire est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;

- Lorsque le gestionnaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le gestionnaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

Le gestionnaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre du gestionnaire, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

16.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du gestionnaire ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à le gestionnaire.

ARTICLE 17 - ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de l' xxxxx,

Bruno FAURE

Annexe 1- Fiche de prescription

MISE A DISPOSITION VEHICULE SANS PERMIS-

FICHE DE PRESCRIPTION

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

VILLE ET CODE POSTAL :

TÉLÉPHONE : PORTABLE :

DATE DE NAISSANCE : AGE :

LIEU DE NAISSANCE :

AUTORISATION PARENTALE (si nécessaire) : OUI ☐ NON ☐

N° DE SÉCURITÉ SOCIALE :

INSCRIT À FRANCE TRAVAIL : OUI ☐ NON ☐ N° IDENTIFIANT :

DÉTENTION DU : BSR ☐ PERMIS AM ☐ PERMIS B ☐

N° PERMIS :

BÉNÉFICIAIRE :

RSA ☐ ASS ☐ Demandeur d'emploi ☐ PACEA ☐ GARANTIE JEUNE ☐

AUTRE :

EN EMPLOI ? OUI ☐ NON ☐

SI OUI, TYPE DE CONTRAT :

CDI ☐ CDD ☐ SAISONNIER ☐ INTERIMAIRE ☐ CAE ☐ CIE ☐

☐ CDDi ☐ PEC ☐

AUTRE :

TITULAIRE RQTH ☐ SUIVI CAP EMPLOI ☐

STRUCTURE PRESCRIPTRICE :

NOM DU RÉFÉRENT:

FONCTION :

TÉLÉPHONE :

MAIL :

OBJET DE LA PRESCRIPTION :

DATE :

SIGNATURE (avec cachet de la structure) :

Annexe 2 : Contrat de mise à disposition du véhicule

LE BENEFICIAIRE :

NOM

Prénom

Date de naissance

Adresse

OBJECTIF DU DEPLACEMENT

☐Emploi ; ☐Formation ; ☐PMSMP ; ☐Entretien d'embauche ; ☐Démarches
santé ; ☐Autres, précisez :

Je m'engage à :

- Utiliser le véhicule uniquement dans cet objectif,
- Je certifie sur l'honneur que dans les deux dernières années, je n'ai eu aucun sinistre avec une des circonstances aggravantes ci-dessous :
 - Causé en état d'imprégnation alcoolique et/ou sous l'emprise de stupéfiants ou résultant d'une infraction ayant entraîné une suspension ou une annulation du permis de conduire d'une durée supérieure à un mois,
 - Ou suivi d'un délit de fuite
- Je suis informé.e que les données de géolocalisation de mes déplacements sont collectés par le département du Cantal.

L'association se dégage de toutes responsabilités en cas d'accident, de dégradations suite à une faute, négligence ou infractions au code de la route.

Le gestionnaire met à disposition une voiture sans permis électrique.

MARQUE :

TYPE :

N°IMMATRICULATION :

Kms départ :		Kms arrivée		Nbre de kms parcours	
--------------	--	-------------	--	-------------------------	--

Un état des lieux initial et de retour est joint à ce contrat.

DOCUMENTS A FOURNIR

- Attestation justifiant le retour ou maintien à l'emploi : attestation de formation, promesse d'embauche, contrat de travail, contrat intérim ou de mise à disposition, rendez-vous médical...
- Carte nationale d'identité/passeport
- Attestation de responsabilité civile
- Attestation BSR si obligatoire

FRAIS DE MISE A DISPOSITION (à la charge du bénéficiaire)

Cette mise à disposition s'effectue du :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date. **Au** Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.

Soit une durée de : jours (supplément de 20 € par jour de retard).

Le coût de la location est de : € par jour soit un montant prévisionnel de€ .

CAUTION

Montant de la caution : 150€

Le bénéficiaire s'engage :

- A maintenir le véhicule dans son état initial et à la présenter aux révisions (états des lieux),
- A ne pas la prêter, ne transporter personne sans l'autorisation de l'association,
- A ne pas transporter de matériels ou matériaux,
- A respecter les règles de sécurité et de circulation routière,
- A régler les contraventions éventuelles ainsi que les dommages qu'il ferait subir au véhicule,
- A restituer le véhicule dans les délais fixés sur le contrat de location,
- A régler sa participation aux frais,
- A utiliser le véhicule exclusivement dans la zone définie,
- A ne pas fumer, boire et manger à l'intérieur du véhicule
- A restituer le véhicule dans les 48H en cas de rupture anticipée du contrat de travail ou de la formation.

Lors de la restitution, un état du véhicule sera réalisé par l'association. Les frais de remise en état sont à la charge de l'utilisateur si des dégradations sont constatées.

Pendant la période de prêt, l'assurance et l'entretien courant du véhicule sont à la charge de l'association.

Fait à :

le / / .

L'utilisateur
(Lu et approuvé)

L'association

Annexe 3 : ETAT DES LIEUX INITIAL

DATE DE MISE A DISPOSITION Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.

BENEFICIAIRE :

NOM PRENOM

ADRESSE

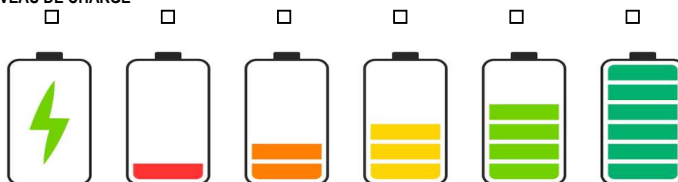
VOITURE

Marque :
Kms départ :

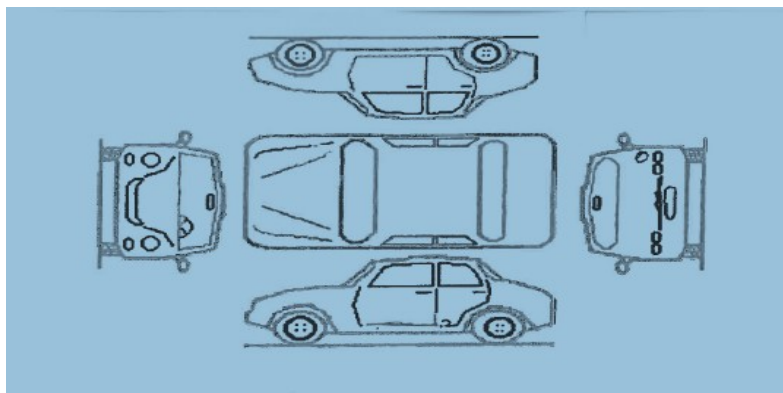
Modèle

N° d'immatriculation

NIVEAU DE CHARGE



CONTRÔLES VISUELS DE LA VOITURE



Légende : (R) : Rayure (C) Choc

Accessoires fournis :

☐ Triangle ; ☐ Grattoir ; ☐ Gilet fluo ; ☐ Documents de bord ☐ Chaussettes neige.

Etat de véhicule

☐ Très bon état général

☐ Bon état général

☐ Mauvais état général

Observations :

Fait àle

L'utilisateur
(lu et approuvé)

L'association
Nom-prénom du représentant

Annexe 4 : ETAT DES LIEUX DE RETOUR

DATE DE MISE A DISPOSITION Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.

BENEFICIAIRE :

NOM PRENOM

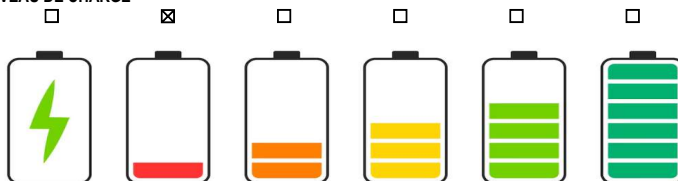
ADRESSE

VOITURE

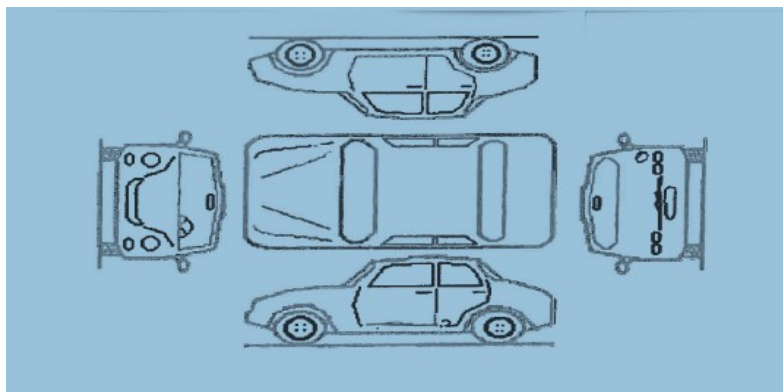
Marque : Modèle N° d'immatriculation

Kms départ : Kms retour

NIVEAU DE CHARGE



CONTRÔLES VISUELS DE LA VOITURE



Légende : (R) : Rayure

(C) Choc

Accessoires rendus :

☐ Triangle ; ☐ Grattoir ; ☐ Gilet fluo ; ☐ Documents de bord, ☐ Chaussettes neige.

Etat de véhicule

☐ Très bon état général

☐ Bon état général

☐ Mauvais état général

Observations :

Des réparations sont-elles à prévoir ? ☐ OUI

☐ NON

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-25

Avenant à la convention relative à l'expérimentation du tarif différencié « Hébergement »

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.342-3, L.342-3-1, L.342-4, L.342-5 et D.342-2 ;

Vu la loi Bien Vieillir n°2024-317 du 8 avril 2024 et notamment son article 24 ;

Vu la délibération n°20CD05-03 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Schéma Départemental de l'Autonomie 2021-2025 ;

Vu la délibération n°24CD01-9 du Conseil départemental du 29 mars 2024 relative à l'expérimentation du tarif différencié « hébergement » avec 3 EHPAD volontaires, prévu par l'article L.342-3-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°24CD03-9 du 21 juin 2024 approuvant la convention d'aide sociale type à conclure avec les nouveaux EHPAD volontaires de l'expérimentation du tarif différencié « hébergement » et donnant délégation à la Commission Permanente pour approuver les avenants ;

Considérant que la publication du décret d'application relatif au tarif différencié mentionné à l'article 24 de la loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 dite loi Bien Vieillir, n'est toujours pas publié ;

- **DECIDE** de proroger jusqu'au 31 décembre 2026 les conventions relatives à l'expérimentation du tarif différencié "hébergement", conclues avec les 3 premiers EHPAD signataires :

- La Mainada à Pierrefort ;
- Le Floret à Laroquebrou ;
- Les Vaysses à Mauriac ;

- **APPROUVE** l'avenant type à conclure avec ces trois établissements modifiant l'article 9 de la convention relatif à la durée dont le projet est joint en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant avec chaque EHPAD et tout acte s'y rapportant.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

AVENANT N° 1
A LA CONVENTION D'AIDE SOCIALE
CONCLUE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 342-3-1
DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES
ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL
ET XXXX (à compléter par : le nom du gestionnaire de l'EHPAD)

Entre les soussignés,

D'une part,

Le Département du CANTAL,

Représenté par Monsieur Bruno Faure, Président du Conseil départemental, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental n°24CP09 du 29 novembre 2024,
Numéro de Siret : 221 500 010 00014
sis 28 avenue Gambetta – 15015 AURILLAC CEDEX

Et d'autre part,

Le gestionnaire de l'EHPAD (à compléter par : le nom du gestionnaire de l'EHPAD et de l'EHPAD, l'adresse du siège social et de l'EHPAD), représenté(e) par

Numéro de Siret : XXXXXXXXXXXXXXXX

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.342-3 ; L.342-3-1 ; L.342-4 ; L.342-5 ; D.342-2 ; R.314-183 ;

VU le schéma départemental de l'autonomie 2021-2025 approuvé par délibération du Conseil départemental n° 20CD05-03 du 17 décembre 2020 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°24CD01-9 du 29 mars 2024 relative à l'expérimentation du tarif différencié « hébergement » avec 3 EHPAD volontaires, prévu par l'article L.342-3-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU la convention d'aide sociale datée du XX XX 2024, conclue en application de l'article L. 342-3-1 du code de l'action sociale et des familles, entre le Département du CANTAL et le gestionnaire de l'EHPAD (à compléter par : le nom du gestionnaire de l'EHPAD et de l'EHPAD ;

VU la délibération du Conseil départemental n°24CD03-9 du 21 juin 2024 relative à l'élargissement, à de nouveaux EHPAD volontaires, de l'expérimentation du tarif différencié « hébergement », prévu par l'article L.342-3-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental n° 24CP09- du 29 novembre 2024 relative à l'harmonisation de la durée d'expérimentation du tarif différencié « hébergement », prévu par l'article L.342-3-1 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que par délibération susvisée du 21 juin 2024 le Conseil départemental a donné délégation à la Commission Permanente pour approuver les avenants aux conventions sociales signées avec les EHPAD fin mars 2024 dans le but :

- d'harmoniser la durée de l'expérimentation entre les 2 séries de conventions ;

- et de les amender si besoin, après publication des textes d'application de la loi Bien Vieillir ;

CONSIDERANT que les conventions de la 2^e série signées en application de la délibération susvisée du 21 juin 2024 prendront fin le 31 décembre 2026 ;

CONSIDERANT que la publication du décret d'application relatif au tarif différencié mentionné à l'article 24 de la loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 dite loi Bien Vieillir, annoncée pour octobre 2024, n'était toujours pas intervenue à la date du 1^{er} novembre 2024 ;

CONSIDERANT qu'il convient donc de proroger, jusqu'au 31 décembre 2026, la convention conclue le XX XX XX, pour une durée de 12 mois avec (à compléter par : le nom du gestionnaire de l'EHPAD et de l'EHPAD) ;

IL EST EN CONSEQUENCE CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1^{er} :

L'article 9 de la convention d'aide sociale susvisée est ainsi modifié :

Les mots « pour une durée de 12 mois, à compter de sa date de signature » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 2026. »

ARTICLE 2 : Les autres articles de la convention restent inchangés.

Fait à _____, le _____ en double exemplaire

Le Président du Conseil départemental, _____ Le représentant de l'EHPAD,

Bruno FAURE _____ Prénom NOM

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024**

DELIBERATION N°24CP09-26

**Contrat Sport Cantal : soutien au DALHIR pour le développement des actions autour du sport
santé 2022-2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le Contrat Sport Cantal 2022-2028 et donnant délégation à la Commission Permanente pour mettre en oeuvre les crédits afférents ;

Vu la délibération n°22CP10-20 de la Commission Permanente du 25 novembre 2022 approuvant la convention de partenariat triennale 2022-2024 avec le DALHIR pour le développement des actions autour du sport santé ;

Vu l'avis favorable de Commission Sport Jeunesse Vie associative du 22 novembre 2024 ;

- ATTRIBUE une subvention de 5 000 € au DAHLIR au titre des actions menées en 2024 dans le cadre du développement du sport santé dans le Cantal.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748 du Budget du départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-27

**Restauration au collège de Pierrefort : Reversement au Département
de la participation des usagers**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°24CD04-22 du Conseil départemental du 27 septembre 2024 relative à la dotation de fonctionnement des collèges publics 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour toute question relative au fonctionnement des collèges ;

- **APPROUVE** les termes de la convention relative au reversement de la participation des familles encaissées par le Collège de Pierrefort au titre de la restauration dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



RESTAURATION AU COLLEGE DE PIERREFORT :
REVERSEMENT DE LA PARTICIPATION DES USAGERS
CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT ET LE COLLEGE DES GORGES DE LA TRUYERE

Entre,

Le Département du Cantal, 28 avenue Gambetta, 15015 AURILLAC cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil départemental en date du 29 novembre 2024 ;

Et

Le Collège des Gorges de la Truyère, 15230 Pierrefort, représenté par Mme Stéphanie SEBASTIAO, Principale,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de versement au Département de la participation du collège les Gorges de la Truyère dans le cadre du marché « prestations de restauration collective scolaire sur place – Collège des Gorges de la Truyère à Pierrefort dans le Cantal », attribué à la société de restauration Newrest.

Dans le cadre de ce marché, le Département règle l'ensemble de la prestation à savoir les dépenses liées aux denrées et aux personnels, sachant que la participation des usagers est encaissée en recettes par le collège qui gère au quotidien les inscriptions et les relations avec le titulaire du marché, tant pour les collégiens et les commensaux que pour les primaires.

Chaque mois, le collège informe le Département du nombre des repas consommés.

Article 2 : MODALITES DE REVERSEMENT

Les prestations réalisées durant le mois N sont réglées début de mois N+1 par le Département à la société Newrest.

Les reversements sont opérés par le collège au Département, à hauteur de 65 % des recettes par repas, sur la base de l'état précis du nombre de repas servis pour les collégiens et les commensaux.

En ce qui concerne les primaires, le reversement s'élève à 100 % pour les denrées et à 50 % pour le fonctionnement.

En cas de difficulté de mise en œuvre, les deux parties conviennent de se rapprocher pour trouver toute solution facilitant la résolution de ces difficultés ; un avenant pourra venir compléter la présente convention.

Les reversements au titre du FARPI et du FCSH restent identiques à ceux actuellement en vigueur.

Article 3 DUREE DE LA CONVENTION

Comme stipulé dans le marché et plus précisément dans le cahier des clauses administratives particulières – article 5 : durée et délai d'exécution, l'accord cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

Les prestations de restauration réalisées par la société Newrest commencent le lundi 4 novembre 2024.

La convention prend effet à cette date jusqu'à la fin de l'année scolaire 2024/2025.

Fait en deux exemplaires originaux,

Le

Pour le Conseil départemental du Cantal,

M. Bruno FAURE

Pour le collège des Gorges de la Truyère à
Pierrefort,

Mme Stéphanie SEBASTIAO

Président

Principale

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-28

Favoriser le remplacement des agriculteurs - Subvention au Service de Remplacement Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes et le Conseil départemental du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées ;

- **ATTRIBUE** au Service de Remplacement Cantal, dont le siège social est situé 26 rue du 139^{ème} RI
- 15000 Aurillac, une subvention complémentaire de 604 € correspondant à 4 jours de prise en charge d'agents de remplacement suite au décès d'un chef d'exploitation.

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n°SA.114689, relatif aux aides aux services de remplacement pour la période 2024-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant de cette subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-29

**Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac :
Commune d'Aurillac - Restructuration du complexe sportif de La Ponétie : création d'une salle
multiactivités**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Pierre MATHONIER se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD05-23 du Conseil départemental en date du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'actions du Contrat Cantal Développement, relevant du territoire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant l'absence de régime d'aides européen ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de restructuration du complexe sportif de La Ponétie et, plus particulièrement, la création d'une salle multiactivités (équipements mobiliers exclus).

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération €	Recettes €	
613 788 € HT	Conseil départemental	120 000 €
	DSIL 2024	194 495 €
	ANS - FFR	48 624 €
	CABA	121 559 €
	Autofinancement	129 110 €
	TOTAL	613 788 €

La base de dépense éligible pour le Département est de 579 516 € HT.

- **ATTRIBUE** à la commune d'Aurillac une subvention de 120 000 € pour les travaux de restructuration du complexe sportif de La Ponétie et, plus particulièrement, la création d'une salle multiactivités, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre inhérents. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera prélevé sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 2041482, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-30

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Hautes Terres Communauté - Réalisation d'une liaison douce dans la vallée de l'Alagnon tranche 1 / phase 1

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Didier ACHALME et Gilles CHABRIER se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°23CD02-11 du Conseil départemental en date du 23 juin 2023 approuvant le programme d'actions du nouveau projet de territoire établi au titre du Contrat Cantal Développement 2022-2027 de Hautes Terres Communauté ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions 2024 du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant l'absence de régime d'aides européen ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de voirie, de balisage, de marquage, d'aménagement paysagers et de mise en place d'équipements divers, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents. Les frais d'acquisition de mobilier sont exclus.

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
	Conseil départemental	329 438 €
1 098 126 € HT	Région – Contrat Région	100 000 €
	Région – Contrat Mobilité	75 000 €
	Etat – DSIL 2022	281 532 €
	Autofinancement	312 156 €
TOTAL		1 098 126 €

- **ATTRIBUE** à Hautes Terres Communauté une subvention de 329 438 € pour la réalisation d'une liaison douce dans la vallée de l'Alagnon tranche 1 / phase 1 comprenant des travaux de voirie, de balisage, de marquage, d'aménagement paysager et de mise en place d'équipements divers, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents sur la base d'une dépense éligible de 1 098 126 € H.T. Les frais d'acquisition de mobilier sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire de Hautes Terres Communauté pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 2041482, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-31

**Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes du Pays de Mauriac :
Commune de Mauriac - Restructuration de l'école maternelle du groupe Jules Ferry**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°23CD02-12 du Conseil départemental en date du 23 juin 2023 approuvant le programme d'actions du Contrat Cantal Développement, relevant du territoire de la Communauté de Communauté du Pays de Mauriac pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant l'absence de régime d'aides européen ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de restructuration de la partie école maternelle, plus particulièrement les travaux de rénovation énergétique, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre (équipements mobiliers exclus).

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération €	Recettes €	
	Conseil départemental	66 477 €
	DETR	264 195 €
	Autofinancement	271 515 €
	TOTAL	602 187 €

La base de dépense éligible pour le Département est 602 187 € HT.

- **ATTRIBUE** à la commune de Mauriac une subvention de 66 477 € pour les travaux de restructuration de la partie école maternelle du groupe scolaire Jules Ferry, plus particulièrement les travaux de rénovation énergétique, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre inhérents. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire de la Communauté de Communes du Pays de Mauriac pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera prélevé sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 2041482, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-32

Contrat Cantal Développement 2016-2021 Sumène-Artense Communauté - Commune de Champagnac - Annulation et réattribution d'une aide pour la requalification du groupe scolaire

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 novembre 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant la demande de la Commune de Champagnac pour la réattribution de l'aide qui avait votée par délibération du 23 avril 2021 pour la construction d'un Pôle socio-éducatif, du fait de l'abandon de ce projet, vers un nouveau projet relatif à la requalification du groupe scolaire ;

Considérant l'intérêt territorial du projet de requalification du groupe scolaire de Champagnac ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : réqualification de l'école incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre inhérents (équipements mobiliers exclus) ;

Considérant le plan de financement prévisionnel du projet :

Coût total de l'opération	Recette	
1 014 975,40 € HT	Europe - FEDER - 8,25 %	83 761,52 €
	Etat DSIL - DETR - 25,00 %	253 743,85 €
	Etat Fonds Vert - 22,00 %	223 194,59 €
Base de dépense éligible pour le Département 414 472 €	Conseil départemental - CCD - 10,21 %	103 618,00 €
	Autofinancement - 34,55 %	350 657,44 €
	TOTAL	1 014 975,40 €

- **ANNULE** la délibération n°21CP04-30 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 avril 2021 attribuant une subvention à la Commune de Champagnac pour la construction d'un Pôle socio-éducatif d'un montant de 103 618 € pour une base éligible de travaux de 414 472 € HT ;

- **ATTRIBUE** à la Commune de Champagnac une subvention de 103 618 € HT pour la requalification du groupe scolaire d'un montant de 103 618 € pour une base éligible de travaux de 414 472 € HT ;

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 2041482, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-33

Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la commune de Neussargues-en-Pinatelle

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n° 21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n° 23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Vu la délibération n° 24CP01-29 de la Commission Permanente du 26 janvier 2024 approuvant l'avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en oeuvre des contributions de la Banque des Territoires au programme « Petites Villes de Demain » ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage pour l'étude stratégique pour l'attractivité du bourg de Neussargues :

Coût total de l'opération	Recettes	
65 000 € HT	Conseil départemental (Banque des Territoires)	20 000 €
	État	26 000 €
	CAF	6 000 €
	Autofinancement	13 000 €
	Total	65 000 €

- **ATTRIBUE** à la Commune de Neussargues-en-Pinatelle une subvention de 20 000 € pour l'étude intitulée "Etude stratégique pour l'attractivité du bourg de Neussargues" sur une dépense subventionnable de 65 000 € HT.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer les conventions-types de financement correspondantes.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 - nature 657348 - fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-34

Soutenir les équipements connectés des élevages - Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en œuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour un montant global de 27 142,05 € à 12 agriculteurs pour l'acquisition d'équipements connectés selon les conditions définies dans la liste annexée à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du régime cadre notifié SA 107520 relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liées à la production agricole primaire.

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, Nature 20421 fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE

Nom ou raison sociale	Adresse du siège social de l'exploitation	Code postal	Commune du siège social de l'exploitation	Nombre exploitant	Nombre JA/N	Nature de l'investissement	Montant total du projet HT (€)	Montant éligible HT (€)	Taux de subvention	Montant de la subvention sollicitée (€)
GAEC HERAULT	La Bastide	15190	MARCEVAT	4	0	Dispositif de pilotage du troupeau en continu	4 212,60	4 212,60	40	1 685,04
GAEC TUFFERY CHAZARIN	Le Bourg	15500	CELOUX	2	0	Dispositif de guidage pour travaux de précision	10 520,00	10 000,00	40	4 000,00
GAEC PATIENT PERE ET FILS	Le Sailhant	15100	ANDELAT	2	1	Dispositif de guidage pour travaux de précision	9 950,00	9 950,00	45	4 477,50
GAEC RAMADIER A BARDON	Route de Bardon	15170	COLTINES	4	0	Dispositif de guidage pour travaux de précision	9 990,00	9 990,00	40	3 996,00
GAEC DU PAYS HAUT	Le Pays Haut	15130	GIOU DE MAVOU	3	1	Dispositif de pilotage du troupeau en continu	2 560,20	2 560,20	43,33	1 109,33
		15100	VILLEDIEU	1	0	Dispositif de pilotage du troupeau en continu	3 723,00	3 723,00	40	1 489,20
GAEC DE BOURRIERGUES	2446 Route De Bourriergues	15220	SAINT MANET LA SALVETAT	2	1	Dispositif de pilotage du troupeau en continu Dispositif de guidage pour travaux de précision	3 723,00	3 723,00	45	1 675,35
		15110	SAINT URCEZE	1	1	Dispositif de pilotage du troupeau en continu	3 723,00	3 723,00	50	1 861,50
GAEC DE JALANHAC	Jalanhac	15240	LE MONTEIL	2	0	Dispositif de pilotage du troupeau en continu	3 335,00	3 335,00	40	1 334,00
GAEC DES FRAUX	1 Place Du Four - Bregiac	15300	VALLEJOLS	3	1	Dispositif de surveillance video	6 588,80	6 588,80	43,33	2 854,93
GAEC SERIEY'S BRUNO ET ELSA	1 La Pradelle	15120	LABESSERETTE	2	0	Dispositif de guidage pour travaux de précision	2 925,00	2 925,00	40	1 170,00
GAEC VILTART A COLLANGES	32 Route De Diemme Collanges	15300	DIENNE	2	0	Dispositif de pilotage du troupeau en continu	3 723,00	3 723,00	40	1 489,20
TOTAL							64 973,60	64 453,60		27 142,05

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-35

Espaces Naturels Sensibles (ENS) - Contrat des zones humides du bassin de Saint-Paul-des-Landes - Avenant et attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°19CP04-26 de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 24 mai 2019 approuvant la Stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels Sensibles et validant le programme d'actions pour la période 2019-2028 ;

Vu la délibération n°20CP01-52 de la Commission Permanente du Conseil départemental, en date du 31 janvier 2020, approuvant le Contrat ENS des zones humides du bassin de Saint-Paul-des-Landes pour la période 2020-2024 ;

- APPROUVE la modification du Programme d'actions prévisionnel du Contrat ENS des zones humides du bassin de Saint-Paul-des-Landes pour la période 2020-2024, tel que présenté en annexe à la présente délibération ;

- **ATTRIBUE** au SIVU Auze ouest Cantal les subventions en fonctionnement d'un montant total de 7 429 € comme suit :

- AMO pour la mise en œuvre du Contrat ENS du Marais du Cassan 1 700 €, soit 40 % d'un montant éligible de 4 250 €,
- Bilan-évaluation du programme d'actions du Contrat ENS du Marais du Cassan 5 316 €, soit 40 % d'un montant éligible de 13 290 €,
- Sensibilisation des publics Contrat ENS du Marais du Cassan 413 €, soit 40 % d'un montant éligible de 1 032 €.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits du chapitre 65 nature 657348 fonction 78 du Budget départemental.

- **ATTRIBUE** au SIVU Auze ouest Cantal une subvention d'investissement de 2 791 € en soutien à la réalisation de travaux de gestion du sentier et des aménagements, dans l'Espace Naturel Sensible des zones humides du bassin de Saint-Paul-des-Landes, sur la base d'un taux de participation de 40 % d'une dépense subventionnable 6 977 € TTC.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204 nature 2041482 fonction 78 du Budget départemental.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONTRAT ENS 2020-2024 - ZH BASSIN DE ST-PAUL-DES-LANDES

AVENANT n°1 : PROGRAMME D'ACTIONS PREVISIONNEL

Objectifs	Action	Année de mise en œuvre				Maître d'ouvrage	Coût de l'action pré.	Financement	
		2020	2021	2022	2023			2024	SNV AOC
THEMATIQUE CONNAISSANCE									
Approfondir la connaissance remarquables	Action C1 : Réalisation d'inventaires et suivis naturalistes	9 000 €		2 000 €	3 000 €	3 000 €	SNV AOC	17 000 €	3 400 €
	Action C2 : Cartographie d'habitats naturels et espèces remarquables	6 500 €					SNV AOC	6 500 €	1 300 €
	Action C3 : Suivi de la fréquentation du site	550 €		550 €	3 500 €		SNV AOC	4 600 €	3 200 €
	Sous-total connaissance	16 050 €		2 550 €	6 500 €	3 000 €		28 100 €	7 900 €
THEMATIQUE GESTION									
Gérer durablement les milieux naturels	Action G1 : Préservation et gestion des cours d'eau	6 000 €	18 000 €	12 000 €			CEN, Fédération, EPD	36 000 €	
	Action G2 : Préservation et gestion des zones humides	6 500 €		3 600 €	500 €		SNV, CEN	10 600 €	
	Action G3 : Gestion forestière durable	2 500 €	5 500 €				SNV	8 000 €	1 600 €
	Action G4 : Gestion du sentier et des aménagements	6 000 €		2 000 €		2 000 €	SNV, Communes, CC	10 000 €	4 400 €
	Sous-total gestion	21 000 €	23 500 €	17 600 €	500 €	2 000 €		64 600 €	6 000 €
THEMATIQUE VALORISATION									
Favoriser la découverte organisée du site	Action V1 : Sensibilisation des publics à la richesse du site et à sa sensibilité	4 500 €	6 900 €	3 000 €	1 500 €	3 000 €	SNV, OPE, autres	18 900 €	3 780 €
	Action V2 : Promotion du site et des outils de découverte cohérente		4 600 €	2 400 €			SNV, OT, CD15	7 000 €	1 400 €
	Sous-total valorisation	4 500 €	11 500 €	5 400 €	1 500 €	3 000 €		25 900 €	5 180 €
THEMATIQUE ANIMATION									
Piloter la mise en œuvre du contrat ENS	Action A1 : Animation pour la mise en œuvre du contrat ENS	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	SNV AOC	28 000 €	5 600 €
	Action A2 : Bilan et évaluation du programme d'actions			10 000 €			SNV AOC	10 000 €	2 000 €
	Sous-total animation	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	16 000 €		38 000 €	7 600 €
TOTAL								156 000 €	41 456 €
								26 680 €	13 200 €

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-36

Automatisation du réseau départemental de suivi des eaux souterraines - Avenant de transfert

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°22CP07-21 de la Commission Permanente du 1^{er} juillet 2022 validant la convention type précisant les modalités d'installation et de suivi des équipements de mesures de débits au niveau des sites de production d'eau potable retenus ;

Vu l'arrêté Inter-préfectoral n°BCTE/2024/90 du 23 juillet 2024 portant adhésion des Communes de Molèdes et Laurie au Syndicat des Eaux du Cézallier ;

- **PREND ACTE** du transfert de la convention signée initialement avec la Commune de Laurie au Syndicat des Eaux du Cézallier.

- **APPROUVE** l'avenant n°1 actant le transfert de la convention au Syndicat des Eaux du Cézallier dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**Convention entre le Département du Cantal
et**

le Syndicat des Eaux du Cézallier

AVENANT N°1

Entre

Le Département du Cantal,
représenté par le Président du Conseil départemental M. Bruno FAURE, dûment habilité à signer en application
de la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 29 novembre 2024

désigné ci-après « le Département »,

Et

Le Syndicat des Eaux du Cézallier représenté(e) par dûment
habilité(e) à signer en vertu de la délibération du Conseil syndical en date du ... / ... /

désignée ci-après « la Collectivité »,

Vu la convention signée entre la Commune de Laurie et le Conseil départemental du Cantal dans le cadre du
projet de développement et d'automatisation du réseau de suivi des eaux souterraines en date du 2 janvier 2023,

VU l'arrêté Inter-préfectoral n°BCTE/2024/90 du 23 juillet 2024 portant adhésion des communes de Molèdes et
Laurie au Syndicat des Eaux du Cézallier,
Après avoir été informé par la Commune et considérant le fait que l'adhésion au syndicat emporte transfert
automatique et substitution dans les droits et obligations relatifs aux actes et conventions en cours (articles
L5211-18 et L5211-41-1 CGCT).

II EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – OBJET DU PRESENT AVENANT

La convention portant sur le projet de développement et d'automatisation du réseau de suivi des eaux
souterraines signée initialement avec la Commune de Laurie en date du 2 janvier 2023 est modifiée
dans les conditions fixées aux articles suivants.

ARTICLE 2

La convention est transférée de plein droit au Syndicat des Eaux du Cézallier qui se substitue à la
Commune de Laurie dans ses obligations conventionnelles.
Ce transfert prend effet à compter de la date de mise en œuvre du transfert prévu à l'arrêté
n°BCTE/2024/90 du 23 juillet 2024.

ARTICLE FINAL

Toutes les clauses de la convention initiale et, le cas échéant, de ses avenants éventuels, demeurent
applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

SIGNATURES

A Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental,

Bruno FAURE

Le Représentant de la Collectivité
cosignataire

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-37

**Améliorer les conditions des éleveurs en espace pastoral -
Cofinancement du dispositif 207 du FEADER**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Didier ACHALME et Gilles CHABRIER se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD02-17 du Conseil départemental du 23 juin 2023 adoptant, dans le cadre du programme FEADER 2023-2027, le dispositif d'aide financière en faveur du pastoralisme, donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre et autorisant le Président ou son représentant à signer tout document d'attribution d'aides afférentes à ce dispositif ;

Vu l'avis du Comité de pilotage du Plan Pastoral Territorial du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne en date du 13 mai 2024 sur les dossiers présentés ;

Vu l'avis favorable du Comité de sélection du dispositif 207 "Améliorer les conditions des éleveurs en espace pastoral" du FEADER en date du 17 octobre 2024 sur les dossiers présentés ;

- **ATTRIBUE**, pour un montant global de 27 174,29 €, cinq subventions en soutien à la réalisation de travaux d'amélioration des conditions des éleveurs en espace pastoral selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

La dépense sera imputée sur les crédits du chapitre 204 fonction 738 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe : Améliorer les conditions des éleveurs en espaces pastoral (dispositif 207 du Feader)								
Raison sociale	Intitulé de l'opération	Commune d'implémentation du projet	Assiette retenue en €	Taux aide publique	Aide publique totale en €	Aide FEADER en €	Aide AURA en €	Aide CD 15 en €
HAUTES TERRES COMMUNAUITE	Mise en place d'une signalétique pastorale à destination des pratiquants d'activités de pleine nature	MURAT	5 917,88 €	70	4 142,51 €	2 485,50 €	828,51 €	828,50 €
COMMUNE DE ALBEPIERRE BREDONS	Reconquête pastorale	ALBEPIERRE BREDONS	17 280,00 €	70	12 096,00 €	7 257,60 €	4 838,40 €	0,00 €
ASSOCIATION DU BOURNIOUX	Création et réfection de points d'abreuvement	MARCENAT	29 529,36 €	70	20 670,55 €	12 402,32 €	4 134,12 €	4 134,11 €
COMMUNE DE ALBEPIERRE BREDONS	Renouvellement des points d'abreuvement, clôture et aménagement d'un parc de contention	ALBEPIERRE BREDONS	35 851,51 €	70	25 096,05 €	15 057,62 €	0,00 €	10 038,42 €
COMMUNE DE SAINT HIPPOLYTE	Création et restauration de points d'abreuvement	SAINT HIPPOLYTE	56 587,14 €	70	39 610,99 €	23 766,58 €	7 922,21 €	7 922,20 €
ASSOCIATION DE BELLEVISTE ET DU PUECH DE GENESTOU	Acquisition de cuves d'eau pour l'estive communale	BREZONS	30 364,76 €	70	21 255,32 €	12 753,19 €	4 251,07 €	4 251,06 €
Total			175 530,65 €		122 871,42 €	73 722,81 €	21 974,31 €	27 174,29 €

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-38

**Investir dans les systèmes d'irrigation agricole -
Cofinancement du dispositif 205 du Feader**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNEZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° AP - 2022 - 06/07 - 13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés en 2023 et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu le programme régional Feader 2023-2027 Auvergne-Rhône-Alpes - Mesure 205 ;

Vu le Comité de Sélection Feader en date du 8 octobre 2024 ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour un montant global de 2 518,89 € à 2 bénéficiaires pour le financement de projets d'irrigation agricole selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe : Investir dans les systèmes d'irrigation agricole (dispositif 205 du Feader)

RAISON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE ELIGIBLE HT (en €)	TAUX D'AIDE PUBLIQUE	AIDE PUBLIQUE PLAFONNÉE (en €)	AIDE FEADER (en €)	AIDE REGION (en €)	TAUX CD15	AIDE CD15 (en €)
		15270	BEAULIEU	Régénération d'eau de pluie et équipement d'un forage pour une parcelle en agroforesterie avec outil de pilotage	17 988,61	65	11 692,59	7 015,55	3 273,93	7,80	1 403,11
		15130	LAFFEUILLADE EN VEZIE	Installation de pompage, goutte à goutte, micro aspersion en maraichage	18 596,28	50	9 298,14	5 578,88	2 603,48	6	1 115,78
TOTAL					36 584,89		20 990,73	12 594,43	5 877,41		2 518,89

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-39

Fonds Commun des Services d'Hébergement

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD05-6 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement;

- **ATTRIBUE** au titre de la répartition 2024 du Fonds Commun des Services d'hébergement la subvention inscrite dans le tableau ci-après :

Etablissement	Intervention	Montant TTC	Subvention Taux 70 %
Collège Louis Pasteur Chaudes-Aigues	changement de la pompe sur la machine de plonge	986,40 €	690 €

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des

délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-40

Attribution des logements de fonction des collèges publics - Année scolaire 2024-2025

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'éducation ;

Vu la délibération n° 09CG03-010 du Conseil général du 26 juin 2009 relative aux référentiels d'emploi accueil et sécurité dans les collèges ;

Vu la délibération n° 23CD05-6 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 donnant délégation à la Commission Permanente du Conseil départemental pour l'examen des conditions d'occupation des logements de fonction ;

Considérant les demandes d'attribution de logements pour nécessité absolue de service (NAS) aux personnels relevant de l'État présentées par les Conseils d'Administration des établissements et les dérogations à l'obligation de loger accordées par Monsieur le Recteur de l'Académie de Clermont-Ferrand ;

Considérant les demandes d'attribution de logements pour nécessité absolue de service aux personnels territoriaux présentées par les Conseils d'Administration des établissements eu égard aux règles édictées par le Conseil départemental et les dérogations à l'obligation de loger accordées par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Considérant le principe du maintien à titre transitoire des concessions de logements NAS non prévues par les nouvelles règles d'attribution, jusqu'au départ des personnels territoriaux en bénéficiant ou jusqu'à la nouvelle affectation du bien, sa désaffectation ou son aliénation ;

Considérant le principe selon lequel lorsque tous les besoins résultant de la nécessité de service pour les personnels État et pour les personnels territoriaux ont été satisfaits, l'établissement peut proposer des conventions d'occupation précaire à des personnels appartenant à la communauté éducative ou ayant un lien direct avec l'établissement ;

Considérant le principe selon lequel au-delà de l'occupation précaire à l'année, il est possible d'accorder des conventions d'occupation précaire occasionnelle à la nuitée ;

- **ALLOUE** au titre de l'année scolaire 2024-2025 les logements situés dans les collèges publics du Cantal selon le tableau joint en annexe de la présente délibération.

- **CONFIRME** que le bénéfice des sommes encaissées auprès des bénéficiaires de conventions d'occupation précaire est laissé aux établissements. En contrepartie, les dépenses d'entretien des logements concernés seront prises en charge sur leur budget (dérogation à la règle de « répartition des travaux d'entretien et de réparation entre le propriétaire et l'établissement »).

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Colonne	1° trimestre	2° trimestre	3° trimestre	4° trimestre	5° trimestre	6° trimestre	7° trimestre	8° trimestre	9° trimestre	10° trimestre
---------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	---------------

Maurin Bado Monsalvy	NAS ESM P5 100 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM P5 80 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé								
Georges Pongkhu Audi	NAS ESM P5 100 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM P5 100 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS CT P5 100 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé							
Georges de la Trévis Ponsot	NAS ESM P5 80 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM P5 80 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS CT P5 80 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé							
Raymond Cordat Pheaut	NAS ESM P4 115 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM P4 115 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	P4 115 m ²							
Georges Bataille Rien Et Montanges	NAS ESM P5 87 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM P5 86 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS CT P5 70 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé							
Henri Moutier Saint Corni	NAS ESM P4 100 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM P4 100 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé								
Blaise Pascal Saint Flour Interrail	NAS ESM P5 110 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM P5 100 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM P5 100 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé							
V. N. N. Saint Flour Interrail	NAS ESM Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM Cvst distribué pas de dérogation occupé							
Jean Olland Saint Flour Interrail	NAS ESM Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM Cvst distribué pas de dérogation occupé							
Jean d'Arle Fontaine V. sur Cote	NAS ESM P4 100 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM P4 100 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM P4 100 m ² Cvst distribué pas de dérogation occupé							
Georges Bataille V. sur	NAS ESM Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM Cvst distribué pas de dérogation occupé	NAS ESM Cvst distribué pas de dérogation occupé							

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-41

Convention pour la participation à la production du film long métrage « Le Monde d'Izaak » par la société de production LES FILMS DE JOY

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée ;

Vu le Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) N°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 publié au Journal officiel de l'Union Européenne le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre Ier et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles et à la Communication C332/01 de la Commission européenne publiée au Journal officiel de l'Union Européenne le 15 novembre 2013, dite « Communication cinéma » ;

Considérant que la réalisation d'un film sur le territoire cantalien participe à la valorisation et à la promotion du département ;

Considérant l'intervention du Conseil départemental en soutien aux actions mettant en valeur notre territoire, notamment en matière culturelle ;

- **VALIDE** la participation du Conseil départemental à hauteur de 4 000 €.

- **VALIDE** la convention pour la production du film avec la société de production LES FILMS DE JOY déterminant les conditions et les modalités de la participation du Conseil départemental dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748 du Budget départemental.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION POUR LA PRODUCTION D'UN LONG METRAGE « LE MONDE D'IZAAK »

ENTRE

Le **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL**, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, en exécution de la délibération la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 29 novembre 2024,

Ci-après désigné « **le Département** »

ET

LES FILMS DE JOY, SAS au capital de 2 500,00 Euros, immatriculée au RCS de NANTERRE, sous le numéro 983541673, dont le siège social est situé 4 Place du 13 Octobre 92220 BAGNEUX et représentée par Monsieur Youssa El ABDELLAOUI, en sa qualité de Président,

Ci-après désigné « **La société de Production** ».

Le Département et la société de Production sont ci-après ensemble dénommées les « **Parties** ».

PREAMBULE

La société de Production va réaliser un long métrage « Le Monde d'Izaak » de Théo Hellermann.

Conscient de la visibilité apportée, le Département a décidé d'apporter son concours financier.

CECI EXPOSE, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La Société de production projette de réaliser du 25 février 2025 au 10 mars 2025, dans le Département du Cantal et à Aurillac en particulier, le tournage d'un film de 1H25.

Dans le cadre de sa politique de soutien aux initiatives audiovisuelles et cinématographiques qui valorisent le territoire cantalien et participent à son développement culturel, le Conseil départemental souhaite apporter son accompagnement financier à cette société de production par le versement d'une subvention.

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités du partenariat entre les Parties pour la production du long métrage.

Elle précise les conditions d'attribution de la subvention par le Département dans le cadre du tournage.

La convention fixe le cadre général de la prise en charge et les engagements réciproques des parties.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DES PARTIES

2.1 Engagements de la société de Production

Au titre de la présente convention, il est convenu que la société de Production s'engage à :

- Réaliser du 21 février 2025 au 10 mars 2025, dans le Département du Cantal et à Aurillac en particulier, le tournage d'un film de 1H25,
- Projeter le film durant l'hiver 2025 dans des festivals et salles de projection,
- Projection en présence des lycéens et collégiens dans les cinémas et participation à des débats durant l'hiver 2026,
- Faire appel, sur place, à toutes les ressources économiques, matérielles et humaines du département du Cantal nécessaires à la réalisation de ce long métrage, ceci afin de créer durant le tournage de l'activité économique induite,
- Véhiculer au travers de ses plans de tournage, du décor, éventuellement des propos des personnages une image positive du Cantal,
- Citation au générique de fin du film dans le cadre des remerciements le Conseil départemental du Cantal pour son soutien financier.

La société de Production certifie par la présente être à jour de ses obligations sociales et fiscales. Elle déclare également qu'aucun plan social n'est en cours, qu'elle n'est pas en état de cessation de paiement, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire et n'a pas sollicité l'ouverture d'une procédure de règlement de conciliation, telle que prévue aux articles L611-4 et suivants du code du commerce.

La société de Production s'engage à utiliser la subvention accordée exclusivement à la production du long métrage.

2.2 Engagements du Département

Le Département s'engage à :

- Verser à la Société de production une subvention de 4 000 € au titre du soutien financier à la réalisation de ce long métrage.
- Accompagner la production dans sa démarche de promotion sachant qu'il ne participera pas à la mise en place opérationnelle du tournage.

En parallèle, le Département pourra relayer sur ses supports (presse, internet, réseaux sociaux, affichage) dans la limite des espaces disponibles dont il dispose et sous réserve de la validation de la société de Production, les actions de communication conduites dans le cadre de la réalisation et de la promotion du long métrage.

Il est convenu qu'en complément le Département facilitera la relation avec les titres média concernés par ses actions pour le relais à donner au partenariat et au lancement du long métrage, dans la limite des usages connus de la Liberté de presse.

Le Département s'engage à ne pas faire d'exploitation commerciale de l'œuvre mais aussi à respecter la chronologie des médias.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Pour soutenir la société de Production, le Département versera la somme de 4 000 € à la société de Production à la signature des présentes.

ARTICLE 4 – GARANTIES

La société de Production garantit le Département pour toutes les poursuites dont il pourrait éventuellement faire l'objet sur le fondement de la présente convention.

ARTICLE 5 – INFORMATION – COMMUNICATION

Au titre de la présente convention, la société de Production s'engage à réaliser les actions de communication suivantes :

- Autoriser des journalistes locaux à venir sur le tournage du long métrage, sous réserve d'avoir été préalablement informé de leur venue et d'avoir donné son accord sur la date et l'horaire de leur présence,
- Autoriser le Département à réaliser des photos et vidéo du tournage pour la promotion du Cantal seulement à compter de la diffusion du film en festivals et sous réserve de son accord préalable, toute diffusion d'extrait vidéo ou photos avant cette période est interdit
- Citer le Département et apposer le logo sur la page des partenaires,
- Informer que le long métrage a été tourné dans le Cantal sur tous les supports de communication.

Les Parties conviennent de discuter ultérieurement de toute possibilité d'organiser une campagne de promotion croisée avec le Département ou de participer à une campagne mise en place par le Département.

ARTICLE 6 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature et s'achèvera à l'issue de la réalisation des engagements mentionnés à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée sans effet.

En outre, en cas de non- exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département des conditions d'exécution de la convention par la société de Production, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 8 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

De convention expresse entre les parties, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, seul compétent.

Fait en deux exemplaires originaux, pour chacune des parties,
A Aurillac, le

Pour le Conseil départemental du Cantal
Le Président

Pour la société de production « Les films de Joy »
Le Président

Bruno FAURE

Yousra El ABDELLAOUI

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 29 NOVEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CP09-42

Cession de l'ancien bâtiment du Parc de Saint-Flour - Commune d'Andelat -

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 novembre 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Didier ACHALME donne pouvoir à Mme Marina BESSE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Christophe VIDAL donne pouvoir à Mme Sophie BÉNÉZIT

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L112-8 du Code de la voirie routière ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances publiques, Pôle d'Evaluations Domaniales ;

Considérant l'Offre d'achat – mandat n°334477 établie par AGORASTORE, signée par l'acquéreur le 13 septembre 2024 ;

Considérant que cette parcelle ne fait l'objet d'aucune utilisation par le Département ;

- **DECIDE** de procéder à la cession du terrain tel que défini au tableau ci-après :

**Local d'activité / Bureaux
Commune d'ANDELAT**

Acquéreur : S.C.I. FLOMAT

Dossier BAT05

Cadastre et superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²
D	312	12 La Gare	874

Montant de la vente : 50 200 €

Les frais de commission AGORASTORE d'un montant de 10 800 € sont à la charge de l'acquéreur.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié nécessaire à cette cession de terrain ainsi que tout acte s'y rapportant.

Publication : 04-12-2024

Transmission Préfecture : 04-12-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.